

EUROPE

DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE

Les journaux et les radios de l'Europe de l'Est ont traité avec embarras les événements polonais

Surprise, étonnement, embarras mal dissimulé et surtout beaucoup d'inquiétude : telles sont, en substance, les réactions des médias est-européens aux événements polonais. Si la place réservée aux informations varie considérablement

d'un pays à l'autre, si leur contenu est différent, un même souci apparaît chez tous les responsables de l'« agit-prop » : présenter, dans toute la mesure du possible, la situation en Pologne en fonction de leurs propres préoccupations nationales. La conception de l'information

à l'Est rejette la notion d'objectivité, « trait de philosophie bourgeoise ». La « couverture sélective » de l'affaire polonaise montre toutefois, ou confirme, que le degré de liberté de la presse n'est pas le même dans les différentes démocraties populaires.

Le pays le plus préoccupé par la situation polonaise est, à l'heure actuelle, la Roumanie. Après un silence de plusieurs jours, Radio-Bucarest, dans une émission diffusée le 16 août, a surtout retenu du discours de M. Edward Gierek (alors premier ministre) le passage dans lequel le chef du gouvernement insistait sur le point suivant : « Les difficultés en Pologne ne peuvent être résolues que par l'augmentation de la production ». Le reste du discours a été rapidement résumé, presque « oublié ».

Avec une journée de retard, la même station a également consacré (le 19 août) une information rédigée à sa manière aux propos de M. Edward Gierek : « Parlez à la radio et à la télévision, à notamment des Radio-Bucarest, le premier secrétaire s'est référé en détail aux événements des semaines passées et particulièrement à ceux de ces derniers jours concernant les problèmes économiques de la Pologne ».

L'auditeur n'a pas eu de quels événements il s'agissait. Ce style sibyllin des médias roumains est-il une tentative jusqu'à 20 août, jour où le quotidien du parti, *Scinteia*, a publié un article « en réponse aux lettres adressées par ses lecteurs demandant des détails sur les événements polonais ». Cette « réponse » — encore une riche trouvaille pour traiter ce sujet délicat — explique que des phénomènes semblables aux difficultés que connaît la Pologne peuvent se produire dans n'importe quel pays, étant donné qu'ils sont liés aux problèmes auxquels se trouve confronté actuellement le monde entier.

Le quotidien du parti roumain explique pourquoi des actions telles que les interruptions du travail de plusieurs jours ont été évitées pour condamner les graves « déviations » des mineurs roumains qui formaient des « bandes » et « dévotaient » récemment débrayé. Est-ce une coïncidence si, au lendemain des accords de Gdansk, le président Cieslinski s'est rendu dans le bassin minier le plus important de la Roumanie ? « Une attention particulière a été accordée (pendant la visite) entourée d'une large publicité à l'amélioration continue des

conditions de travail et de vie, préoccupation permanente de la direction du parti et de l'Etat, et personnellement celle du camarade Nicolas Ceausescu, pour l'évaluation du bien-être matériel et spirituel de tout le peuple » (extraits d'un commentaire de *Lumina*, paru le 6 septembre).

Vraisemblablement pour contrebalancer l'influence de la radio-télévision ouest-allemande, la population de la R.D.A. a été régulièrement informée des événements polonais. Le terme « grève » (*Streik*) a été utilisé dès le 19 août par la radio de l'Allemagne de l'Est alors que la plupart des médias est-européens parlaient encore des « arrêts temporaires de travail ». Quant aux commentaires, d'ailleurs peu nombreux, ils ont insisté de préférence sur « les méfaits » des « ennemis du peuple polonais essayant d'exploiter les tensions à des fins politiques ».

Ce thème revient aussi régulièrement dans la presse bulgare. A cet égard, les Allemands de l'Est réservent une place non négligeable aux informations relatives aux événements, alors que les quotidiens de Sofia ou la radio se montrent plutôt discrets. Certes, le 30 août, par exemple, Radio-Sofia a bien annoncé l'accord réalisé à Szczecin, « accord portant sur le problème de la réorganisation des syndicats », mais elle n'a pas fourni la moindre précision sur le contenu.

C'est évidemment en pensant à la situation polonaise que le ministre bulgare de l'Intérieur, dans un discours diffusé le 11 septembre, a dénoncé « les États impérialistes qui veulent une opposition légale dans les pays socialistes ».

La dénonciation des « tentatives des ennemis de la Pologne » est le thème favori des commentateurs tchèque et tchecoslovaque. Le 23 août, M. Václav Kvasnicka, de Radio-Prague, a notamment expliqué qu'il y a deux ans le sort du socialisme était en jeu en Tchécoslovaquie et que, maintenant, certaines forces antisocialistes en Pologne, bénéficiant de l'appui de centres anticomunistes en Occident, voudraient jouer un jeu semblable dans les villes de la

Baltique. Dans son numéro du 17 septembre, l'hebdomadaire idéologique du parti tchécoslovaque, *Pravda*, réaffirme que les « déviations des forces antisocialistes en 1968, en Tchécoslovaquie, et maintenant en Pologne sont semblables, même si leur tactique n'est pas la même ».

Quelques jours plus tôt, à l'occasion du sixième anniversaire de la chute de Rade Prato, le quotidien du parti, *M. Vasi Bilak*, qui passe pour avoir soutenu l'intervention soviétique en août 1968, a affirmé que « la Tchécoslovaquie ne saurait rester indifférente à ce qui se passe en Pologne » ; il a parlé des « patriotes et internationalistes polonais qui sauront préserver les acquis du socialisme » ; c'est un vocabulaire familier...

Réactions différentes en Hongrie, où la sympathie de la population pour la Pologne fait partie d'une tradition millénaire. Les nouvelles publiées ou diffusées reflètent le désir des dirigeants de donner maximum d'informations crédibles, tout en évitant les commentaires trop engagés dans un sens ou un autre. Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres pays de l'Est, les principaux discours polonais sont à peu près fidèlement relatés. À l'aide de citations de sources polonaises, on explique aussi au public que telle ou telle manifestation couronnée de succès n'est pas le rôle dirigeant du parti, ni mise en cause le caractère socialiste de la société.

Des réactions des correspondants hongrois en poste à Varsovie contiennent, de nombreux éléments qui ne figurent pas dans d'autres comptes rendus est-européens. Le 19 septembre, par exemple, le correspondant de Radio-Budapest s'est longuement entretenu avec un rédacteur en chef adjoint de l'agence PAF expliquant aux auditeurs hongrois en quoi consistent les nouveaux syndicats autogérés.

A Belgrade et à Tirana. Des réactions des deux pays « non conformistes » du monde communiste européen, la Yougoslavie et l'Albanie, s'intéressent également aux événements polonais, bien que le ton des commentaires soit différent à Belgrade et à Tirana. Les Yougoslaves sont informés de l'essentiel, y compris de l'attitude soviétique et des réactions occidentales. D'une manière générale, les opinions émises sont favorables à l'action des grévistes. Le 5 septembre, le quotidien *Vijesti* de Zagreb a même souligné que « les grévistes polonais veulent démocratiser le socialisme ».

Que se soit dans la presse ou dans les bulletins de Radio-Tirana, les Albanais n'ont cessé de critiquer les « déviations de la classe révolutionnaire ou pour le Varsovie », donnant des informations détaillées sur l'évolution des grèves, sans oublier de saluer en passant « le prolétariat en lutte dans la Baltique ».

République fédérale d'Allemagne

Des théologiens critiquent les prises de position de la hiérarchie catholique

De notre correspondant

Bonn. — Le texte de la lettre pastorale qui doit être lue le 21 septembre dans les églises catholiques de la République fédérale (le *Monde* du 15 septembre) continue de susciter de profonds remous. Le cardinal Höffner, président de la conférence épiscopale, maintient ses positions, en dépit des nombreuses critiques, dont certaines émanent de l'intérieur même de la communauté catholique.

Un certain nombre de prêtres ont exprimé l'intention de ne pas lire en chaire la lettre pastorale et de se contenter d'en distribuer le texte aux fidèles. Le cardinal Höffner leur a cependant rappelé, le 18 septembre, qu'il était de leur devoir de transmettre eux-mêmes le message de la hiérarchie épiscopale.

La critique la plus virulente du texte épiscopal est venue, le 16 septembre, de huit théologiens, les professeurs Blank (Sarrebou), Dicks (Witten), Eicher (Frankenmühle (Faderborn), Greinacher (Tübingen), Kessler (Frankfurt), Lühning et Metz (Münster). Dans ce que l'on nomme déjà le « manifeste de Tübingen », ils déclarent qu'il n'appartient pas à la théologie de déterminer quel parti « démocratique » est le mieux à même de mettre en pratique le message du Christ, et qu'il revient à chaque chrétien de faire son propre choix.

Le « manifeste de Tübingen » peut cependant être compris comme une défense de l'action gouvernementale. Au sujet de la nouvelle loi sur l'interruption volontaire de grossesse, les théologiens réfutent l'accusation selon laquelle les législateurs n'auraient pas eu le souci de « protéger la vie humaine ». Ils estiment de même que la loi qui facilite la séparation des époux améliore la situation de la femme et qu'elle n'a pas entraîné jusqu'ici d'accroissement du nombre des divorces.

En ce qui concerne l'endettement de l'Etat, ils estiment de même que la loi qui facilite la séparation des époux améliore la situation de la femme et qu'elle n'a pas entraîné jusqu'ici d'accroissement du nombre des divorces.

Sans prendre explicitement position en faveur du chancelier Schmidt, les huit théologiens déclarent contre les critiques que la C.D.U.-C.S.U. adresse au gouvernement, notamment en matière de politique étrangère. Les derniers conseils, rappellent-ils, ont mis l'accent sur la nécessité du désarmement de la réconciliation avec l'Est, avec les Juifs et avec l'Islam. Ce rappel, sans commentaire, suggère que ces objectifs sont ceux que poursuit le gouvernement de Bonn, de même que l'intensification de l'aide au tiers-monde, l'humanité.

La situation du travail et l'élimination des sentiments racistes à l'égard des travailleurs étrangers. Les auteurs du manifeste dénoncent d'autre part, la « bureaucratie » de l'Eglise, qui, en bénéficiant des fruits d'un impôt spécial, dit impôt d'Eglise, profite de l'endettement de l'Etat qu'elle dénonce. Ils ajoutent qu'en tant qu'employeur cette Eglise ne reconnaît même pas le droit élémentaire d'association syndicale.

Peut-être le mot de la fin revient-il à un autre professeur de théologie, Mme Uta Ranke-Heinemann, fille de l'ancien président de la R.F.A. Cette quinquante-huit ans yeux beaucoup trop d'importance, et les politiciens s'en seraient moins émus s'ils ne considéraient pas les élections comme des « moutons » incapables de jugement et prêts à s'écarter devant une prétendue infaillibilité des évêques.

JEAN WETZ.

« DES MACHINES OUEST-ALLEMANDES SERVENT A FABRIQUER LES OBUS SOVIÉTIQUES » affirme « Die Welt »

La République fédérale d'Allemagne s'est interdite, par sa législation propre, de vendre des armes à des pays en proie à une tension.

L'Union soviétique n'est pas un territoire où règne la tension. Mais elle contribue à un ordre ailleurs. En Afghanistan, par exemple, où les forces de la résistance sont bombardées par l'artillerie soviétique.

Qui permet à cette artillerie d'être alimentée en munitions ? Une firme ouest-allemande, annonce « Die Welt ». Le numéro du 19 septembre donne, en effet, une information qui, avec détails à l'appui, montre que le fabricant de munitions ouest-allemandes, de Düsseldorf, dont la Banque régionale d'Allemagne de l'Ouest (Westdeutsche Landesbank) est l'un des principaux actionnaires, livre régulièrement à l'U.R.S.S. des machines permettant de fabriquer différentes pièces détachées nécessaires aux munitions d'artillerie.

Ces relations commerciales auraient commencé en 1972, et des conversations seraient en cours pour la construction sur le territoire soviétique d'usines de production d'armes.

De tels échanges commerciaux portant sur des productions dites stratégiques ne sont pas le fait de la seule Allemagne fédérale. Part-il d'ailleurs rappeler qu'entre 1925 et 1936 l'industrie allemande travailla dans l'Union soviétique le terrain d'expérimentation de son réarmement ?

Les accusations de M. Lech Walesa

(Suite de la première page.)

M. Walesa menace de rendre publique cette nouvelle : « Si on ne fait rien, je rendrai public ce que j'ai écrit, y compris la grève. Concrètement, fermement, j'insiste la rigolade, on essaie de nous attirer sur une voie sans issue. Mais nous sommes sûrs qu'il y a une menace n'est-ce pas le même que celui qui s'est produit après les précédentes révoltes de 1968, de 1969 et de 1970 ? M. Walesa répond : « Cette fois, nous sommes allés plus loin. Nous avons obtenu beaucoup plus. Nous nous étions donné une marge pour céder un peu. C'était prévu. Mais maintenant, ils en veulent trop. La discussion nous amoluit. C'est pourquoi, maintenant, nous devons nous allier et nous allons agir en conséquence ».

Selon M. Walesa, il y a encore quelques graves dans de petites entreprises « à cause du manque d'information ». « Mais ce n'est pas notre faute, dit-il. Moi, j'ai mis fin à beaucoup de grèves. Il ne s'agit pas de faire la grève pour la grève, mais cela retombe sur nous tous. Mais c'est une arme de défense utile ».

« L'ACCORD DE GDANSK REND ENCORE PLUS INSUPPORTABLES LES ASPECTS ESSENTIELS DE LA RÉALITÉ TCHÉCOSLOVAQUE » estime le comité présidé par M. Artur London

Après l'interpellation à Prague de douze personnalités tchécoslovaques, dont plusieurs anciens dirigeants du parti communiste, au moment où ils s'apparentaient à envoyer une lettre de solidarité aux ouvriers de Gdansk, le « comité pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie », présidé par M. Artur London (1), élève une vive protestation contre cette nouvelle atteinte aux libertés. Il constate que « les événements de Pologne ne peuvent rester sans répercussion en Tchécoslovaquie. Les peuples tchèque et slovaque sont confrontés à des problèmes de même nature. (...) L'acquis pratique que constitue, pour la Pologne et pour l'ensemble des pays socialistes, l'accord conclu entre les ouvriers de Gdansk et leur gouvernement,

fait ressortir et rend encore plus insupportables les aspects essentiels de la réalité tchécoslovaque : les libertés ouvrières élémentaires que sont le droit de grève et le droit de constituer un syndicat indépendant n'existent pas ; la censure, loin de voir limiter ses pouvoirs, reste toujours sur les moyens d'information et la vie culturelle. L'expression des opinions, dans leur pluralité, reste totalement bannie. Au lieu de libérer les prisonniers politiques, on les soumet à de nombreuses vexations et de nouvelles arrestations ont lieu périodiquement. Le poids de l'intervention militaire de 1968 subsiste ».

(1) Chce M. Francis Jacob, 155, rue de la Pompe, Paris (16^e).

Espagne

La Chambre des députés a voté la confiance au cinquième gouvernement Suarez

De notre correspondant

Madrid. — A la majorité absolue de 180 voix contre 154 voix et 2 abstentions, le cinquième gouvernement de M. Adolfo Suarez a obtenu, le 19 septembre, la confiance de la Chambre des députés. — A l'issue d'un débat de trois jours, sans passion. On savait le gouvernement assuré de la suffisante majorité simple grâce à l'appui des nationalistes catalans de M. Pujol. Restait à savoir s'il parviendrait à la majorité absolue pour laquelle il lui avait manqué 10 voix lors du débat sur la motion de censure présentée par le parti socialiste ouvrier en mai. Pour lui assurer cette majorité absolue, on attendait les nationalistes basques du P.N.V. Ce furent les Andalous qui la lui donnèrent, provoquant un coup de théâtre.

M. Suarez, en présentant un programme visant à rassurer les régions sur leur accession à l'autonomie, a offert à l'Andalousie un moyen de rattraper la voie rapide vers la pleine autonomie qu'elle avait manquée de peu lors du référendum du printemps dernier. Il est revenu au nouveau ministre de l'Administration territoriale, M. Rodolfo Martín Villa, paradoxalement considéré comme « dur », de préciser la proposition de M. Suarez et de promettre à l'Andalousie un statut d'autonomie comparable à ceux du Pays basque et de la Catalogne, les deux premières « nationalités historiques ».

Cette manœuvre a permis à M. Suarez d'obtenir les 5 voix du parti socialiste andalou de M. Alejandro Rojas Marcos. Elle

lui a permis de désarçonner l'opposition qui, prise de court, n'a pu qu'exprimer sa méfiance et mettre en doute la constitutionnalité du processus.

Le parti nationaliste basque (P.N.V.), qui faisait sa rentrée à la chambre après avoir boycotté pendant neuf mois pour protester contre la lenteur de la passation des pouvoirs au gouvernement autonome, n'a pas jugé satisfaisantes les assurances de M. Suarez, et a voté contre le gouvernement.

La question régionale a quelque peu détourné l'attention du plan de lutte contre le chômage, qui dépasse le taux de 11 %, le plus élevé d'Europe occidentale, par l'accroissement des investissements publics et la relance de l'économie. Socialistes et communistes ont déploré que M. Suarez ait décidé d'exclure du débat les deux autres questions que lui-même considérait comme de première importance : la lutte contre le terrorisme, qui a fait environ soixante-dix morts au Pays basque cette année, et la politique étrangère. Le secrétaire général du parti communiste, M. Santiago Carrillo, a demandé si la politique de l'Espagne à l'égard de l'O.T.A.N. avait changé depuis le remplacement de M. Marcelino Oreja au ministère des affaires étrangères. M. Oreja avait annoncé que l'Espagne pourrait solliciter son entrée dans l'alliance atlantique dès l'an prochain, bien qu'elle soit actuellement l'hôte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. (Interfax).

offrez un vison Maurice Kotler

10, rue La Boétie, Paris 8^e ouvert le samedi

DIPLOMATIE

LE CINQUIÈME SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE

Paris souhaite un « dialogue permanent avec Londres » sur les affaires mondiales

Le cinquième sommet annuel franco-britannique a débuté, ce vendredi 19 septembre à 9 heures, par un petit déjeuner pris en tête à tête par le président Giscard d'Estaing et Mme Thatcher, à 10 h. 30, M. Barre et les ministres des affaires étrangères (le ministre au Foreign Office, lord Carrington, étant souffrant) se sont joints aux conversations. Après un entretien séparé de Mme Thatcher et de M. Barre, des consultations ministérielles parallèles (affaires étrangères, économie, industrie, transports) et un déjeuner offert par M. Giscard d'Estaing, le sommet devait se terminer dans l'après-midi par une séance plénière.

Mme Thatcher et M. Barre prononcent des discours annoncés comme importants, ce vendredi soir à Bordeaux, au colloque organisé par le conseil franco-britannique.

Si les affaires communautaires sont inscrites à l'ordre du jour à la demande des Britanniques (notamment la mise en œuvre de l'accord du 30 mai sur la réduction de la contribution britannique au budget des Neuf), c'est surtout de la situation mondiale qu'enlèvent parler M. Giscard d'Estaing. « Pour nous », a déclaré samedi M. Blot, porte-parole adjoint de l'Elysée, les problèmes communautaires ne peuvent être réglés au niveau bilatéral, mais doivent être dans un cadre européen, d'un accord entre les Neuf, l'expérience, les responsabilités et les intérêts des deux pays, a-t-il ajouté, doivent naturellement les conduire à nourrir un dialogue permanent permettant, dans un monde qui devient multipolaire, d'affirmer la présence et l'action de l'Europe. »

M. Blot a également souligné l'importance des relations bilatérales. Les échanges commerciaux, bénéficiaires pour la France (bien que le surplus diminue), ont quadruplé depuis 1972. La France est le troisième fournisseur de la Grande-Bretagne (avec 8,4 % du marché contre 12 % à la R.F.A. et 10 % aux Etats-Unis) et son troisième client. La Grande-Bretagne est la quatrième cliente et le sixième fournisseur de la France. Les investissements sont également en progression.

Le sommet de l'Elysée est diversément commenté par la presse britannique. Le Times (indépendant) et le Financial Times (journal des milieux d'affaires) recommandent la conciliation : « Il n'y a rien à gagner à encourager l'hostilité traditionnelle des deux côtés de la Manche », écrit le premier. D'autre part, l'avis du second, qui, estimant que « les Français ont souvent eu raison », ajoute : « Puisqu'il n'y a pas de raison de divorcer, mieux vaut lier le mariage du mariage. Anglais et Français ensemble pourraient faire une formidable association. »

Tout autre est le ton du Daily Telegraph (conservateur) qui estime que M. Giscard d'Estaing est « très loin d'être anglophile » et que le principal objectif des Français « est de faire de leur mieux pour rendre la vie difficile aux Anglais ». Quant au correspondant du Guardian, W. Schwarz, après avoir écrit que « les scandales publics affectent l'Elysée sont acceptés sans broncher », il estime que le grand obstacle à l'entente franco-britannique est le régime français. « Il est devenu, ajoute-t-il, si arbitraire, inefficace et corrompu, que de nouveaux troubles ne peuvent être évités. Logiquement, les deux pays devraient s'entendre en matière de défense, d'électronique, d'aérospatiale et d'autres industries, mais il subsiste une différence de mentalité. »

M. CHABAN-DELMAS : mieux vaudrait l'Europe à deux vitesses que l'Europe en marche arrière.

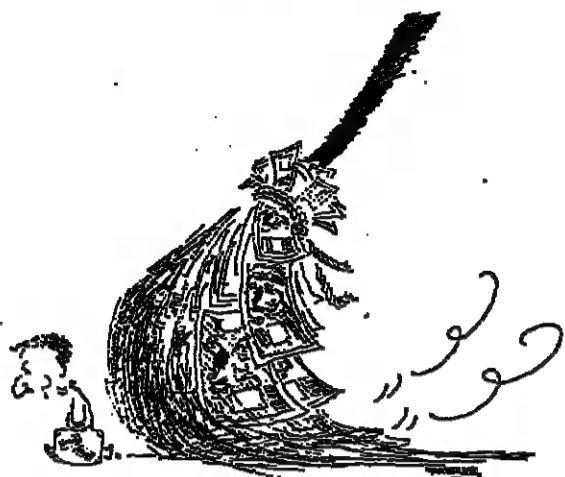
Prenant la parole à l'ouverture du colloque franco-britannique de Bordeaux, en présence de Mme Thatcher, vendredi après-midi, M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, devait déclarer notamment, à propos de la construction européenne : « Si des pays ne sont pas prêts à aller du même pas, au même rythme, la liberté doit leur être laissée de s'arrêter où et quand ils le désirent : l'Europe à deux vitesses, ou, géométrie variable, comme on dit, peut très bien répondre aux exigences particulières des nations qui la constituent. A défaut de l'Europe unique, mieux vaudrait peut-être l'Europe à deux vitesses que l'Europe en marche arrière. »

Après avoir, M. Chaban-Delmas avait souhaité la création, sur le plan européen, d'une « institution analogue à la Commission américaine du commerce » et l'adoption d'un « Buy European Act ». Le maire de Bordeaux a encore suggéré la création d'un institut européen de développement, « mettant en commun toute l'expérience acquise par nos principales universités pour la formation de cadres de haut niveau au service du développement des pays non industrialisés ». « La clé dont je suis le maître, a-t-il ajouté, l'hébergement avec plaisir. »

LA VISITE DE M. FRANÇOIS-PONCET EN ALGÉRIE

Paris et Alger expriment leur satisfaction devant l'ampleur du contentieux apuré

De notre correspondant



(Dessin de GRENEL.)

Alger. — « Les accords que nous venons de conclure constituent l'aboutissement de négociations longues et ardues, conduites avec loyauté, ouverture et respect mutuel. Mais je veux y voir surtout le point de départ d'un renouvellement et d'un développement de la coopération entre nos deux pays », a déclaré jeudi après-midi 18 septembre, à l'issue de son séjour de vingt-quatre heures à Alger, le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet.

Les textes signés, au nombre de trois, concernent les travailleurs algériens résidant en France, la coopération judiciaire et la sécurité sociale. Par ailleurs, les autorités algériennes se sont engagées à prendre les dispositions nécessaires pour que les Français restés en Algérie après l'indépendance puissent vendre librement leurs biens et soient autorisés à rapatrier en France leurs avoirs. Les négociations se sont poursuivies jusqu'à la dernière minute. Des dispositions concernant les travailleurs émigrés n'ont été adoptées qu'après une séance de nuit entre M. François-Poncet et son homologue, M. Benyahia, qui s'est terminée à 3 heures du matin.

Dans sa conférence de presse, M. François-Poncet a particulièrement mis l'accent sur le caractère « novateur et exemplaire » des mesures concernant le retour des travailleurs algériens de France. M. Stoléru a fait remarquer que les solutions trouvées répondent aux préoccupations des autorités morales françaises, et

notamment des Eglises, très sensibilisées à ce problème.

Du côté algérien, l'appréciation était plus nuancée. On considère cependant comme très positif le fait d'avoir pu faire sortir l'émigration de « l'état de fébrilité et d'incertitude dans laquelle elle se trouvait depuis deux ans ». Mais, ajoute-t-on, la pause ainsi gagnée devra être mise à profit pour poursuivre le dialogue et faire progresser la coopération, afin d'éviter tout retour en arrière.

L'effort de Paris portera surtout sur la formation professionnelle

M. François-Poncet, qui s'est entretenu pendant une heure et demie avec le président Chadli Bendjedid, a déclaré que la conversation, qui avait porté, entre autres, sur le Sahara occidental, avait été particulièrement « intéressante, ouverte et chaleureuse ».

La négociation visant à liquider le contentieux bilatéral s'est déroulée dans le cadre de six groupes de travail créés en janvier 1980. Un seul d'entre eux n'a abouti à aucun résultat : celui concernant la restitution à l'Algérie des archives démantées au moment de l'indépendance et qui sont conservées à Aix-en-Provence. Les discussions ont tourné court à la suite d'une lettre de M. Giscard d'Estaing au ministre français de la culture et de la communication affirmant que les documents des archives nationales ne pouvaient être « en aucun cas » être « transférés à l'étranger ou remis à un gouvernement étranger ». Les conversations reprendront cependant prochainement sur ce dossier, dès le mois prochain, une distinction pouvant être opérée, semble-t-il, entre les archives à caractère politique dites de « souveraineté », incontestablement visées par la lettre du président de la République, et des documents de type administratif.

Le bilan des accords conclus par les deux autres dossiers est le suivant :

1) IMMIGRATION. — Les deux cent quatre-vingt mille ressortissants algériens établis en France avant le 1^{er} juillet 1969, date de l'indépendance algérienne, continueront à bénéficier des dispositions de l'accord de 1969 sur la main-d'œuvre. Leurs certificats de résidence seront renouvelés à leur échéance pour dix ans. Les autres ressortissants algériens au nombre de quatre cent mille environ, dont les cartes de séjour arrivent à expiration entre le 1^{er} octobre 1980 et le 31 décembre 1983 ne pourront obtenir qu'une prolongation de trois ans et trois mois.

Durant les trois prochaines années, les deux gouvernements mettront en place un ensemble de mesures incitatives destinées à promouvoir le retour des travailleurs algériens dans leur pays et à faciliter leur réinsertion. Ils pourront ainsi soit recevoir une « allocation retour » égale à quatre mois de leur salaire, soit suivre une formation allant de deux à huit mois selon les spécialités, soit, s'ils sont artisans ou commerçants, voir leur installation en Algérie facilitée par l'octroi de prêts leur permettant de monter une petite entreprise. Le cumul de ces avantages est interdit.

L'effort de la France sera surtout considérable dans le domaine de la formation professionnelle puisqu'elle est prête à financer la construction et le fonctionnement d'une dizaine de centres de formation.

Une explosion nucléaire soviétique sous-marine, enregistrée aux environs du 14 septembre, pourrait avoir dépassé la limite des 150 kilotonnes (dix fois la puissance de la bombe d'Hiroshima) convenue entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. en 1978, indiqua-t-on, jeudi 18 septembre, de source officielle américaine. Le traité de 1978 n'a pas été ratifié par les Etats-Unis, mais les deux puissances s'étaient mises d'accord pour en observer les termes. La question a été évoquée à un plus haut niveau avec Moscou, indiqua-t-on encore à Washington. — (U.P.J.)

En Algérie, de son côté, s'engage à poursuivre, voire à renforcer sa politique visant à accorder des avantages fiscaux et douaniers à ses nationaux rentrant définitivement dans leur pays. Elle facilitera également leur accès à un logement dans le cadre des programmes de construction. Paris aidera à leur réalisation par l'octroi de prêts garantis liés à l'intervention d'entreprises françaises.

Les dettes réciproques en matière de dépenses de santé vont être apurées. Paris versera à ce titre en deux ans 470 millions à l'Algérie. Enfin la Sécurité Sociale algérienne paiera désormais le coût réel des soins donnés aux Algériens ne résidant pas en France, alors qu'elle bénéficiait jusqu'à présent d'un prix moyen très avantageux.

Les problèmes de nationalité

et si, par miracle, ils y parvenaient grâce à quelque dérogation, ils ne pourraient transférer leurs avoirs en France. Or nombre d'entre eux désirent y prendre leur retraite et retrouver leur famille sans être à sa charge. En vertu d'un décret vieux de 1963, ils ne pourraient bien plus, quitter leur domicile plus de deux mois pour des vacances prolongées sans risquer de le retrouver confisqué comme « bien vacant ». Ce décret doit être abrogé et les intéressés pourront disposer librement de leurs biens.

DANIEL JUNQUA.

Le mouvement des Recours (Rassemblement et coordination nationale des rapatriés et spoliés d'origine-mère) a révisé le résultat des accords bilatéraux que Paris et Alger viennent de conclure... au sujet de la dramatique situation des quatre mille Algériens « pieds-noirs » résidents en Algérie. Il « regrette », toutefois, que la très douloureuse problématique de la libre circulation totale des Français musulmans n'ait pas été évoquée, alors que les dispositions prises en mars dernier par le gouvernement algérien en faveur de la libre circulation des enfants de haute naissance ont suscité une solution globale.

M. Ahmed Kabersell, secrétaire général du Conseil national de réflexion et de coordination des associations de Français musulmans, a réitéré et étudié de constater que le problème de la libre circulation entre les deux pays n'est pas une question de principe. Il a réitéré, une fois de plus, l'urgence des négociations, dans lesquelles il a déjà en l'occasion de dénoncer les accords et le manque de fermeté.

AFRIQUE

Ouganda

LES ÉLECTIONS SONT REPORTÉES AU 10 DÉCEMBRE « POUR PÉNURIE D'URNES »

Kampala (Bambou). — Les autorités ougandaises ont annoncé jeudi 18 septembre le report des élections — les premières depuis l'indépendance, en 1962 — prévues d'ici au 30 septembre. La constitution stipule que la commission électorale doit être constituée le 10 décembre, « et tout se passe normalement ». La nouvelle a été annoncée par M. Kiriika, président de la commission électorale, qui a expliqué cette mesure sur les ondes de Radio-Kampala par la « pénurie d'urnes ».

La décision des autorités de Kampala n'a guère surpris les observateurs qui estimaient qu'en raison de la situation politique, il était pratiquement impossible aux successeurs du président Godfrey Binaisa, renversé par les militaires en mai dernier, de tenir leur promesse.

D'autre part, la crise politique ouverte entre la commission militaire et une partie du gouvernement civil sur le principe de la solidarité gouvernementale semble dénouée. La Commission est en effet revenue jeudi sur l'interdiction faite la veille à onze ministres, sous peine de révo-cation, de remettre leur démission pour avoir voté contre un projet de loi électoral.

« Au nom de l'intérêt national, la commission militaire a décidé d'annuler sa décision relative à la démission des ministres et vice-ministres qui se sont prononcés contre le projet de loi électoral du gouvernement », a annoncé la radio en précisant que cette initiative était le résultat d'une entrevue entre MM. Paulo Mupanga, président de la commission militaire et proche du Congrès du peuple ougandais (U.P.C.), et Paul Semogerere, chef du parti démocratique (D.P.).

WASHINGTON SE DÉCLARE « TRÈS DÉÇU » PAR LA VENTE D'UNE USINE SIDÉRURGIQUE FRANÇAISE À L'U.R.S.S.

Washington (A.F.P.). — Les Etats-Unis ont été « très déçus » par la vente à l'Union soviétique d'une usine sidérurgique française et l'ont fait savoir à un très haut niveau « au gouvernement français », a indiqué jeudi 18 septembre le porte-parole du département d'Etat, M. Tostetter.

Ce content, annoncé mercredi par le groupe français Cneval-Lorraine, est « contraire à l'esprit des engagements français » de ne pas se substituer aux firmes américaines qui, à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan, ont annulé leurs ventes de technologie à l'U.R.S.S., a estimé le porte-parole.

L'installation que Creusot-Loire fournira à l'U.R.S.S. devait à l'origine être vendue par la firme américaine ARMCO et la firme japonaise Nippon Steel. Après l'embargo décrété par le président Carter sur la livraison à l'U.R.S.S. d'équipements américains de technologie avancée, les alliés des Etats-Unis s'étaient en principe engagés à ne pas remplacer les fournisseurs américains détaillants (le Monde des 18 et 19 septembre).

Le porte-parole du département d'Etat a souligné que la démarche américaine, qui a eu lieu dans les cinq ou six semaines écoulées, ne pouvait pas être considérée comme une protestation diplomatique en bonne et due forme. Il a néanmoins réaffirmé que les Etats-Unis étaient « très déçus ». A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré jeudi qu'aucune protestation n'avait été formulée par le gouvernement américain et que cette affaire ne constituait pas « un point de contention entre la France et les Etats-Unis ». Il n'a pas précisé la nature de la démarche mentionnée par M. Tostetter. Il pourrait s'agir de propos du secrétaire d'Etat, M. Muskie, dans ses entretiens avec

Impertinent, insolent, courageux

Le système E.P.M.

Le système E.P.M. = Et Puis Merde!

GRASSET

ACHETEZ UNE VOLVO RODÉE PAR VOLVO.

En ce moment à Volvo Paris, il y a quelques voitures-usines qui ont été conduites par nos directeurs et nos collaborateurs. Malgré leur magnifique rodage, elles ne sont pas au même prix que celles qui n'ont jamais roulé.

Ce sont peut-être les meilleures occasions de votre vie d'automobiliste.

CARDINET
112/114, rue Cardinet
75017 Paris
Tél. : 766.50.35

NEUILLY
16, rue d'Orléans
92200 Neuilly
Tél. : 747.50.85

VOLVO PARIS
La passion de la qualité.

مكتبة الفصحى

PROCHE-ORIENT

L'Irak des grandes ambitions

I. — M. Saadam Hussein, « président bien-aimé »

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

Bagdad. — L'anniversaire de la révolution baasiste des 17-30 juillet 1968 a été célébré cette année avec un éclat exceptionnel. Quelque deux cents délégations étrangères représentant pour la plupart les pays non alignés, ceux du bloc de l'Est, ainsi que les mouvements de libération nationale, avaient été invitées à participer aux festivités qui ont duré près d'une dizaine de jours.

En fait, le régime baasiste de Bagdad fêtait non seulement le douzième anniversaire de sa « révolution glorieuse », mais également — sinon davantage — le premier anniversaire de l'accession à la magistrature suprême de M. Saadam Hussein, qui, après avoir été de longues années durant l'alter ego de l'ancien président Hassan el Bakr, cumule désormais les fonctions de chef de l'Etat, de premier ministre, de président du Conseil du commandement de la révolution (C.C.R.), de secrétaire général du commandement régional (Crakien) du Baas et de commandant en chef de l'armée.

Bagdad et la plupart des villes et villages du pays avaient été pour l'occasion littéralement recouvertes des portraits du « combattant », du « dirigeant », du « cameraman » Saadam. Partout, les banderoles et les inscriptions chantaient en termes éphémères les louanges du nouveau « homme fort » de l'Irak, « le héros de la libération et de l'indépendance ». L'officieux *Gounhouryef* a battu tous les records en publiant un numéro spécial

de cent quinze pages entièrement consacré à la vie du « président-combattant ». Trois des plus grandes salles de cinéma de Bagdad affichent à leur programme un film inspiré du best-seller *Les Longues Journées*, hagiographie naïve et édifiante du jeune Saadam, celui qui, selon une rengaine ressassée à la radio et à la télévision, est devenu *Rayessm Ghazl* (notre président bien-aimé).

Les responsables irakiens se défendent de vouloir créer en Irak un culte de la personnalité autour du président et affirment que ce sont les « mérites indéniables » du premier personnage du régime qui suscitent « tout naturellement » ce concert de louanges. Certains laissent cependant entendre en privé que toute cette publicité tapageuse est organisée « malgré les consignes du chef de l'Etat » par quelques membres de son entourage.

Quoi qu'il en soit, le fait est que les Irakiens savent désormais qu'ils n'ont qu'un « seul chef ». L'ancien président Hassan el Bakr, dont on retrouve encore les portraits dans les bureaux officiels aux côtés de ceux de M. Saadam Hussein et de Michel Aflak, le « père fondateur » du Baas, a complètement disparu de la scène politique et n'a même pas fait une apparition symbolique au cours de la commémoration d'une révolution dont il a été l'un des principaux artisans.

ceux qui préconisaient la collégialité à l'intérieur du parti, le président Saadam Hussein a fait sien leur mot d'ordre de « démocratisation », tout en veillant à ce que celle-ci demeure dans les limites fixées par la doctrine baasiste.

Les élections à l'Assemblée nationale qui ont eu lieu le 20 juin dernier ont été organisées sous la stricte et vigilante surveillance du parti, et n'ont pu y participer que ceux qui acceptaient les « principes de la révolution nationale et socialiste de juillet 1968 », c'est-à-dire le programme du Baas. Deux cent cinquante députés ont été ainsi élus au terme d'une campagne électorale tenue organisée sous l'égide d'une commission électorale constituée par le C.C.R. et comprenant des représentants des ministères de

la justice et de l'administration locale, du parti Baas et du Front national et progressiste, ont été durement harcelés et contraints à la clandestinité au cours des années 1978 et 1979, parce qu'ils s'opposaient aux principales orientations du régime.

Tout récemment, la répression s'est abattue surtout sur les membres de l'opposition chiite qui s'est manifestée au début de 1980 par des actions terroristes ponctuelles organisées par le mouvement Daawat et Islam (l'Appel de l'Islam), groupuscule d'inspiration religieuse se réclamant des thèses de l'imam Khomeiny. Après l'attentat manqué en avril dernier contre M. Tariq Aziz, les membres d'Al Daawat et tous ceux qui sont soupçonnés de nourrir quelque sympathie pour lui ont été décapités par les services de sécurité et les milices de l'armée populaire mobilisées à cet effet.

La répression semble avoir été encore plus dure et plus sanglante que celle lancée en 1968 contre les communistes. Une loi a même été promulguée frappant de la peine de mort immédiatement applicable toute personne suspectée d'appartenir à cette organisation. Les autorités reconnaissent maintenant en privé que l'ayatollah Bagher Sadr, le chef de la communauté chiite irakienne, « ce traitre vendu à l'étranger », connu pour ses sympathies à l'égard de l'imam Khomeiny, a été décapité de son domicile où il était en résidence surveillée. L'expulsion à la même époque d'une vingtaine de milliers de chiites irakiens vers l'Iran a contribué à calmer les ardeurs pro-khomeinistes de certaines couches de la population du Sud.

communistes, qui furent les principaux alliés du Baas au sein du Front national et progressiste, ont été durement harcelés et contraints à la clandestinité au cours des années 1978 et 1979, parce qu'ils s'opposaient aux principales orientations du régime.

Tout récemment, la répression s'est abattue surtout sur les membres de l'opposition chiite qui s'est manifestée au début de 1980 par des actions terroristes ponctuelles organisées par le mouvement Daawat et Islam (l'Appel de l'Islam), groupuscule d'inspiration religieuse se réclamant des thèses de l'imam Khomeiny. Après l'attentat manqué en avril dernier contre M. Tariq Aziz, les membres d'Al Daawat et tous ceux qui sont soupçonnés de nourrir quelque sympathie pour lui ont été décapités par les services de sécurité et les milices de l'armée populaire mobilisées à cet effet.

La répression semble avoir été encore plus dure et plus sanglante que celle lancée en 1968 contre les communistes. Une loi a même été promulguée frappant de la peine de mort immédiatement applicable toute personne suspectée d'appartenir à cette organisation. Les autorités reconnaissent maintenant en privé que l'ayatollah Bagher Sadr, le chef de la communauté chiite irakienne, « ce traitre vendu à l'étranger », connu pour ses sympathies à l'égard de l'imam Khomeiny, a été décapité de son domicile où il était en résidence surveillée. L'expulsion à la même époque d'une vingtaine de milliers de chiites irakiens vers l'Iran a contribué à calmer les ardeurs pro-khomeinistes de certaines couches de la population du Sud.

Mais elle a contribué à aggraver la tension avec Téhéran, alimentant les incidents de frontière entre les deux pays.

L'ordre et le calme règnent apparemment dans les principales places fortes chiites du Sud, notamment à Najaf et à Kerbala, réputées jadis pour leur turbulence. Ceci est dû en partie au fait que les chiites n'ont guère apprécié les méthodes terroristes utilisées par Al Daawat. Les autorités baasistes, pour leur part, paraissent sûres de leur force. Elles n'hésitent même plus à heurter de front les sentiments religieux des chiites, allant jusqu'à afficher des inscriptions à la gloire du Baas et hostiles à « Khomeiny l'imposteur » à proximité même des sanctuaires de Kerbala, lieu du martyre de Hussein et centre de pèlerinage vénéré.

Le grand défilé militaire qui marque habituellement les fêtes de la révolution, a été cette année supprimé « à cause du mois du ramadan et de la vague de chaleur exceptionnelle ». En réalité, les autorités redoutent toujours des attentats. Les mesures de surveillance particulièrement discrètes mais efficaces ne sont visibles que lorsque l'on se rapproche du périmètre de l'Assemblée nationale où sont situés les bureaux du chef de l'Etat. Bagdad paraît l'une des capitales les plus paisibles du monde arabe à ceux qui veulent ignorer les rumeurs sur les arrestations arbitraires, les disparitions mystérieuses et les exécutions jamais officiellement confirmées.

Prochain article :

NON-ALIGNÉ
MAIS GENDARME
DU GOLFE...

L'effacement du général Bakr

Cet effacement est attribué, dans les milieux officiels, à la santé chancelante de l'ancien président que l'on avait soutenu depuis quelques années, et, d'un autre côté, à la volonté de la succession de déstabiliser l'opposition clandestine, pour leur part, soutenant que la retraite totale de l'ancien président des affaires de l'Etat, une signification politique et équivalente à une « désapprobation » tacite de tout ce qui s'est passé en Irak depuis un an.

Le général Bakr, qui, dans son discours de démission, avait insisté sur « l'importance de la poursuite du processus d'unité entre l'Irak et la Syrie », aurait souhaité, dit-on, poursuivre sa carrière politique par une réconciliation spectaculaire entre Bagdad et Damas.

Or, quelques jours à peine après son départ, les négociations entreprises dans ce but volaient en éclats avec la découverte d'un « complot pro-syrien » attribué au groupe Adnan Hussein. Ce dernier, économiste réputé, ancien ministre du plan et ami personnel du nouveau président qui l'avait nommé dès son accession à la

présidence de la République, le 17 juillet 1979, aux postes-clés de vice-premier ministre et de chef de son cabinet, était exécuté le 7 août, au terme d'un procès à huis clos, avec une vingtaine de hauts dignitaires du parti, dont quatre membres du C.C.R., la plus haute instance du régime.

Les autorités irakiennes affirment que le « procès des vils comploteurs » a duré plus de six jours et qu'il a été des plus réguliers. Mais jusqu'à ce jour, aucune preuve concrète d'une collusion entre les « comploteurs » et la Syrie n'a été rendue publique. C'est tout naturel, nous a déclaré à ce propos un membre haut placé du parti. Il s'agit, en effet, d'une affaire strictement intérieure. Les seuls à être impliqués dans la grande famille du Baas dont les militants ont été informés des moindres détails du complot.

De toute manière, la Syrie était impliquée étroitement dans cette conspiration. Tout publiciste averti sait que la Syrie a été l'un des principaux artisans de la tentative de coup d'Etat de Nassim el Kassar — à laquelle il était totalement étranger — il n'avait en la vie sauve que grâce à l'intervention de Michel Aflak. Il se trouvait depuis lors, en résidence stricte, sous surveillance et ne pouvait, de toute façon, avoir activement pris part au complot de juillet 1979. Pour son malheur, il était considéré comme étant l'un des rares personnages du Baas susceptibles de mettre sur pied une formule de remplacement au régime de M. Saadam Hussein, et ce dernier semble avoir profité de l'occasion pour éliminer un rival potentiel.

Rien ne semble désormais s'opposer au pouvoir de M. Saadam Hussein, qui contrôle la plupart des instances de l'Etat et du parti, profondément épuré après l'exécution des « comploteurs pro-syriens ». Le nouveau chef de l'Etat compte surtout sur un quartieron de fidèles, originaires pour la plupart, comme lui, du village de Tikrit, et qui détiennent les postes-clés du régime : le général Adnan Khairallah, son beau-frère, ministre de la Défense et commandant en chef adjoint de l'armée ; le général Saadoun Chakir, ministre de l'Intérieur ; M. Barzan Takriti, frère du président, récemment promu au poste de chef des services de sécurité ; et M. Tariq Aziz, l'idéologue du régime.

L'élimination des « comploteurs pro-syriens »

En dehors des militants du Baas, peu de gens à Bagdad attachent quelque crédit à cette version. M. Adnan Hussein et ses amis représentaient en réalité une tendance modérée à l'intérieur du parti, opposée au pouvoir personnel de M. Saadam Hussein et à certaines de ses méthodes jugées trop « brutales ». Leur disgrâce serait due au fait qu'ils auraient protesté contre la procédure utilisée pour assurer la succession du président Bakr.

Le C.C.R. semble en effet avoir été placé devant le fait accompli et n'a pu qu'entériner la nomination de M. Saadam Hussein. Il est vraisemblable que même dans le cas d'un vote régulier au sein du C.C.R. ce dernier aurait été désigné à la tête de l'Etat. Mais les « contestataires » souhaitaient, semble-t-il, institutionnaliser les méthodes de direction collégiale à l'intérieur des instances dirigeantes du parti.

M. Adnan Hussein et ses amis n'étaient pas des « agents syriens », mais estimaient, tout comme le président Bakr, que la politique avec Damas portait un tort immense à la cause arabe. Ils auraient notamment établi depuis plusieurs années des contacts discrets avec les dirigeants syriens pour normaliser les relations entre les deux pays. C'est ce fait qui semble avoir été utilisé par les « durs » du régime pour faire d'une pierre deux coups : en finir une fois pour toutes avec les tentatives d'accord avec Damas et, en même temps, se débarrasser de la tendance modérée à l'intérieur du Baas irakien.

Un Haroun el Rachid contemporain

Rassuré sur ses arrières, le président Saadam Hussein a tout fait, depuis son accession au sommet de l'Etat, pour cultiver son image de « dirigeant attentif aux besoins du peuple ». Tel un Haroun el Rachid contemporain, il multiplie les visites chez l'habitant affectuoses à l'improviste, mais toujours en compagnie de journalistes de la télévision — une centaine en l'espace d'un an, nous a-t-on assuré.

Les téléscripteurs peuvent ainsi voir sur le petit écran le « président-militant », habillé modestement, partager le repas des paysans, discuter avec eux de leurs problèmes et leur promettre

des mesures rapides pour satisfaire leurs revendications. Cette méthode semble particulièrement efficace, et l'on nous assure que le chef de l'Etat a pu ainsi renforcer sa popularité au sein des couches déshéritées de la population.

D'anciens affirment que le drame du chah, qui, au cours de la dernière période de son règne, s'était trouvé totalement isolé de son peuple, est à l'origine de cette volonté insistante d'entrer en contact avec les gens simples, pour éviter que ne se renouvelle en Irak la tragédie iranienne. De même, a-yant fait écouter

Une assemblée consultative

Dans ces conditions, il est probable que la nouvelle Assemblée nationale ne sera pas une assemblée d'appoint, mais une véritable assemblée consultative, qui, au cours de ses sessions — quatre fois par an — donnera son avis sur les lois qui lui seront soumises par le C.C.R. et sur les projets législatifs et exécutifs de l'Etat. Théoriquement, la nouvelle Assemblée pourra interpellier les membres du gouvernement, demander leur renvoi, débattre des grands problèmes intérieurs et extérieurs, mais, étant donnée sa composition actuelle, on la voit mal opposer à la politique du C.C.R. qui, d'ailleurs, dispose du droit de la dissoudre à tout instant.

« Il ne faut pas se faire d'illusions », nous a déclaré à ce propos

un des porte-parole du parti. Nous ne préconisons pas une démocratie libérale du type occidental, mais une démocratie orientée conformément à notre ligne révolutionnaire. Il n'y a pas et il n'y aura pas de place en Irak pour une opposition parlementaire. Ceux qui s'opposent à la politique du Baas seront impitoyablement éliminés.

Depuis son arrivée à la direction de l'Etat, il y a une douzaine d'années, le parti a écarté, par de sanglantes répressions, tous ceux qui sont opposés à sa politique ou qui ont tenté de partager le pouvoir avec lui. Les autonomistes kurdes ne se sont pas encore relevés de leur défaite de 1978 et la paix qui règne dans les provinces autonomes du Nord n'est maintenue que grâce à une occupation armée pesante. Les

Profitez de l'offre exceptionnelle de Pierre et Vacances (valable jusqu'au 31 décembre 1980) pour investir en multi-propriété : paiement échelonné sur 3 ans à un taux d'intérêt environ moitié moins élevé que celui pratiqué pour la multi-propriété.

Dès cet hiver, vous cesserez de

Pierre et Vacances

Multi-Propriété

AVORIAZ

440 F PAR MOIS

PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en mars/avril. Valeur 19.800 F à la réservation, 3.950 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 440 F par mois. Soit un total de 21.750 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom _____ Profession _____

Tél. _____ Tél. bureau _____

Adresse _____

MM 02

TRUY INTERIEUR 50% DE MOINS EN 1981

REBERTY LES MENUDRES

410 F PAR MOIS

PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en mars. Valeur 15.400 F à la réservation, 3.650 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 410 F par mois. Soit un total de 20.250 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom _____ Profession _____

Tél. _____ Tél. bureau _____

Adresse _____

MM 02

TRUY INTERIEUR 50% DE MOINS EN 1981

LE BALCON DE VILLARD

300 F PAR MOIS

PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en janvier. Valeur 13.800 F à la réservation, 2.750 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 300 F par mois. Soit un total de 14.540 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom _____ Profession _____

Tél. _____ Tél. bureau _____

Adresse _____

MM 02

TRUY INTERIEUR 50% DE MOINS EN 1981

CHAMONIX-SUD

290 F PAR MOIS

PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en janvier. Valeur 12.900 F à la réservation, 2.550 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 290 F par mois. Soit un total de 14.310 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom _____ Profession _____

Tél. _____ Tél. bureau _____

Adresse _____

MM 02

TRUY INTERIEUR 50% DE MOINS EN 1981

satisfait
mieux que

TEZ UNE VO
DEE PAR VO



MINI

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT ENTRE L'IRAN ET L'IRAK

Bagdad impose une taxe aux bâtiments naviguant dans le Chatt-el-Arab

La crise s'est encore aggravée jeudi 18 septembre entre l'Irak et l'Iran, sur le plan tant diplomatique que militaire. A Téhéran, le ministre des affaires étrangères a publié dans la soirée un communiqué dénonçant l'attitude de Bagdad sur le problème des frontières (le Monde du 18 septembre).

L'Irak, déclare ce texte, rejette « les prétentions des Irakiens, qui sont contraires aux intérêts des peuples islamiques », et ne peut admettre « la délimitation unilatérale d'un accord dont il a respecté les clauses pour sa part ».

« Si les autorités irakiennes avaient des motifs valables, elles auraient opté, conformément au principe de bon voisinage, pour des négociations raisonnables et non pour l'agression armée ».

Le ministre iranien des affaires étrangères dénonce également « les comptoirs de l'Amérique et de ses mercenaires » dont dissimulent « tous les problèmes extérieurs et intérieurs » que connaît l'Iran et appelle « tous les peuples épris de liberté, et les frères irakiens », à reconnaître « objectivement » que l'agression irakienne contre l'Iran

ne fait que servir les desseins des superpuissances et d'Israël ».

Tandis qu'à Washington le porte-parole du département d'Etat déclarait que « les Etats-Unis ne sont pas impliqués dans le différend irano-irakien et n'ont pas l'intention de s'y mêler », à Téhéran l'imam Khomeiny recevait les principaux responsables des forces armées irakiennes qui venaient de participer à une séance à huis clos du Parlement.

A Bagdad, l'agence irakienne d'information a déclaré que l'annulation des accords irano-irakiens d'Alger de 1976 permet à l'Irak d'exercer son plein pouvoir sur le Chatt-el-Arab (voie d'eau formée par la réunion du Tigre et de l'Euphrate sur le Golfe). Cette voie d'eau doit être « libre et sûre », ajoute-t-elle, que les bâtiments naviguant sur cette voie d'eau doivent laisser le drapeau irakien et payer une taxe de transit dont le montant sera fixé par Bagdad. Enfin, les ambassadeurs des pays du Golfe ont été convoqués au ministère des affaires étrangères pour être informés des « actes irresponsables » commis par le régime iranien.

contre les avions irakiens assurant la liaison entre les Etats du Golfe ».

Sur le plan militaire, les affrontements se sont poursuivis avec violence, jeudi, dans le secteur de la province irakienne du Khuzistan. Bagdad a revendiqué la destruction de deux avions de chasse irakiens, d'un char, d'une rampe de missiles anti-aériens, tandis que Téhéran a annoncé la destruction du poste irakien de Barak, la mise hors de combat de quatre chars ennemis et l'incendie, par des tirs d'artillerie, du puits de pétrole Saddam Hussein, près du poste irakien de Fakh. — (A.F.P.)

● Le procès d'un dirigeant des Moujaheddin Khalk. — L'Association internationale des juristes démocrates (49, avenue Juppé, à Bruxelles) annonce que M. Ibrahim, avocat de M. Raza Saadati, a été autorisé à rencontrer son client et à examiner le dossier de l'accusation les 18 et 19 septembre. M. Ibrahim avait été précédemment autorisé à assister son client au cours du procès.



LE PAPE A RECU UN COLLABORATEUR DE M. YASSER ARARAT

Castelgandolfo (A.F.P.). — Jean-Paul II a lancé, jeudi 18 septembre, un appel pour que Jérusalem devienne « la ville de la paix ». S'adressant à quelque deux cents spécialistes réunis en congrès sur le thème « Jérusalem dans la Bible », le pape a souligné la « catéchèse unique au monde » de cette ville.

Le souverain pontife a souhaité que les études des congrégations contribuent à faire de Jérusalem « la ville de la paix », et que l'Eglise souffre durement « cause des divisions et des hérétiques spirituels de la foi d'Abraham se confrontent douloureusement ».

« Une « ville véritablement sainte » et une « ville de la paix », la question de Jérusalem sur le plan politique, a été au centre des conversations que Jean-Paul II a eues au cours des trois dernières semaines avec le chancelier allemand, avec le vice-président égyptien, M. Hosni Mubarak, ainsi qu'avec le conseiller de l'ambassade israélienne à Rome, M. Meir Mendel, le mercredi 17 septembre, avec M. Amir Safieh, collaborateur de M. Yasser Ararat, président du comité exécutif de l'O.L.P. Dans un document de cinq pages, ce dernier demande au pape de contribuer à « faire appliquer la résolution que l'ONU a adoptée tous les ans depuis 1948 demandant le retour de tous les réfugiés palestiniens ». Aucun représentant de l'O.L.P. ne s'était entretenu avec un pape depuis la rencontre du poète Kâmil Nasser, assassiné depuis, et de Paul VI en 1971.

● La session extraordinaire des ministres islamiques des affaires étrangères, principalement consacrée à l'étude des moyens de libérer Jérusalem et les territoires arabes occupés, a été ouverte, jeudi soir 18 septembre, à Fes, sous la présidence du roi Hassan II, en présence des présidents Sekou Touré de Guinée et Léopold Sédar Senghor du Sénégal. — (A.F.P.)

● Deux pilotes syriens ont décollé il y a quelques jours, à bord d'un Mig-21 et ont reçu l'asile politique en Jordanie, a annoncé jeudi 18 septembre, le service d'écoutes de la radio israélienne.

LES SUITES DE L'« AFFAIRE PRIMOR »

Prises de position en faveur de la famille Rothschild

M. Michel Topiol, président de l'Agence juive en France, et coprésident de l'appel inter-juitif de France, déclare « s'associer pleinement » à la mise au point de M. Arye Dulzin, président de l'Agence juive et de l'Organisation sioniste mondiale, lequel se déclarait « surpris et peiné » par les propos récemment tenus par son délégué en France, M. Avi Primor. M. Dulzin soulignait notamment dans un communiqué (le Monde du 18 septembre) le « dévouement et la loyauté de la famille Rothschild ».

M. Michel Topiol condamne à son tour les « propos irresponsables » de M. Avi Primor (contre M. M. Gue et de David de Rothschild), « car, affirme-t-il, de refaire la pensée d'une large majorité des juifs de France ».

De son côté, M. Jean-Jacques Primor, directeur de la revue d'information juive, organe de l'Agence juive en France, souligne que le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) « a toujours moment ni à aucun moment » s'est intéressé dans l'affaire Primor. Contrairement à ce qui a été écrit, précise-t-il, M. David de Rothschild n'est membre d'aucune instance du CRIF.

Au sein de l'Organisation sioniste mondiale, signalement, en revanche, une prise de position de M. Topiol, membre de l'exécutif de ce mouvement, favorable à M. Primor. M. Topiol vient de déclarer à l'hebdomadaire Tribune juive (livraison du 18 septembre) qu'il regrette le départ de M. Primor « tout en se félicitant de l'influence qu'il pourra exercer à Jérusalem sur la politique israélienne en Europe ».

M. Primor, affirme-t-il, le temps de se mettre en France, a rablé au départ d'un processus qui, en aucune façon ne doit s'arrêter là.

● Trois étudiants ont été tués le dimanche 14 septembre par la police au cours d'une manifestation dans la ville de Jhapa, dans l'est du pays, a affirmé lundi à Katmandou un député du Panchayat (Assemblée nationale). Les troubles auraient commencé lorsque des étudiants et des paysans ont manifesté pour protester contre les prix élevés des produits de consommation et contre la politique

du gouvernement concernant la fixation du prix du jute. — (A.F.P.)

● LA COMMISSION MIXTE FRANCO-TUNISIENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE, qui a siégé les 17 et 18 septembre à Tunis (le Monde du 18 septembre), a fixé à 210 millions de francs la contribution française sous forme de crédits publics au développement de la Tunisie pour l'année 1980. Cette contribution en augmentation de 5 % par rapport à 1979, correspond à environ 500 millions de crédits misés — ceux de la CQFAC, notamment destinés au financement de programmes d'investissement conformes aux objectifs du VI^e Plan de développement tunisien. Pour la première fois, une partie de cette assistance est réservée à la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles. — (Corresp.)

ASIE

Chine

Vent de fronde contre les privilèges pour étrangers

De notre correspondant

Pékin. — Les privilèges réservés aux étrangers en Chine populaire et la ségrégation dont ils sont l'objet soulèvent des protestations croissantes. Le Quotidien du peuple vient de publier deux lettres sur ce sujet, dont l'une d'un ressortissant chinois résidant au Canada, qui rappelle le célèbre scarflet planté autrefois à l'entrée d'un parc de la coexistence anglaise à Shanghai et qui portait l'inscription « Interdit aux chiens et aux Chinois ».

« Un demi-siècle plus tard, écrit ce correspondant, nous voyons des endroits interdits aux Chinois et réservés aux étrangers... Pourquoi la Chine garde-t-elle cette trace de l'époque coloniale ? »

Cette ségrégation a également été évoquée à plusieurs reprises au cours de la session parlementaire qui vient de s'achever, et ce thème est même l'un des rares sur lesquels des opinions nettement hostiles à la politique officielle se sont exprimées. Un membre de la Conférence politique consultative, M. Ma Dayu, « notamment par le « sentiment de mépris » qu'il avait éprouvé dans une maison d'hôtes de province où il avait pu constater que le genre de service réservé aux étrangers était tout différent de celui offert aux Chinois ».

Mais M. Ma Dayu soulève un problème plus délicat en réclamant la suppression des « certificats » délivrés aux étrangers en échange de devises convertibles et exclusivement utilisés dans les magasins qui leur sont réservés, ainsi que pour le règlement de certains services (le Monde du 2 avril). Il rapporte les cas embarrassants de deux invités anglais de l'académie des sciences à qui une somme de cent yuans chacun — en monnaie officielle — avait été offerte pour leur permettre d'acheter quelques souvenirs, et qui ne purent rien acquiescer grâce à cet argent dans les différents « magasins de famille » où ils se présentaient. Ce fut un comble lorsqu'une délégation de savants chinois se rendant en Australie, et dont faisait partie M. Ma Dayu, se vit réclamer par les services de l'aviation civile chinoise des « certificats » en devises pour la règlement de leurs billets d'avion, y compris pour le tronçon Pékin-Canton.

Cô allo-nous, demande M. Ma Dayu, si des Chinois voyageant à l'intérieur de la Chine sont obligés de payer leurs billets en devises ?

ALAIN JACOB.

Afghanistan

SELON LES SOVIÉTIQUES

Le soldat qui a demandé asile à l'ambassade américaine

est un « simple appelé à l'esprit troublé »

Moscou a demandé à Washington de lui rendre le soldat qui s'est réfugié dans les locaux de l'ambassade américaine à Kaboul, a-t-on appris jeudi 18 septembre à Islamabad de source diplomatique. Selon les Soviétiques, il s'agit d'un « simple appelé », dans une confusion après avoir commis une infraction, serait réfugié dans les locaux diplomatiques. De sources américaines, on indique que ce militaire a eu un différend avec ses supérieurs et a mené un officier avec un revolver. Washington a protesté auprès de Kaboul contre les mesures d'incrimination dont son ambassade est l'objet.

D'autre part, selon le département d'Etat, les pertes soviétiques en Afghanistan, depuis l'intervention de l'armée rouge en décembre dernier, « se sont élevées à quelque dix mille hommes (tués, blessés, frappés par la maladie, notamment par la malaria). Les Soviétiques ne rapatrieraient plus tous les cadavres de leurs soldats, certains étant enterrés sur place ».

A Moscou, l'hebdomadaire Temps nouveau vient de publier un article sur les activités des « bandits » qui cherchent à « maintenir la population dans une peur permanente ». — (A.F.P., Reuters, A.F., U.P.I.)

Des précisions du Quai d'Orsay sur l'émigration des métis franco-vietnamiens

Après la publication dans le Monde du 18 septembre d'un appel de métis franco-vietnamiens demandant le rapatriement du Vietnam de trois mille familles qui, selon eux, souffraient d'insécurité en France, on indique au Quai d'Orsay que « les dossiers sont examinés par cas et selon certains critères ».

Pour obtenir l'autorisation d'émigrer en France, les candidats, au départ doivent être présumés nés d'un père membre du corps expéditionnaire français en Indochine, entre 1945 et 1957. On souligne au Quai d'Orsay que l'admission française est obligée de respecter des critères « relatifs à la situation des candidats », car des dizaines de milliers de métis franco-vietnamiens nés avant 1945 vivent au Vietnam. A défaut, note-t-on, « ceux-ci n'ont pas eu l'opportunité qui leur était offerte, pendant la période coloniale, de se faire reconnaître Français devant un tribunal ».

Malgré tout, fait remarquer le Quai d'Orsay, la France a accueilli, ces trois dernières années, mille huit cent vingt et un métis franco-vietnamiens et leurs « dépendants » (cinq cent dix-neuf en 1977, neuf cent soixante-trois en 1978) et cinq cent quarante-sept pendant le premier semestre de 1980.

On précise, enfin, que le gouvernement français a aussi accueilli des Français qui vivent encore au Vietnam — environ un millier avec leurs « dépendants » — et qui ont dû mal à obtenir des autorités vietnamiennes un visa de sortie. Au début de 1979, deux avions spéciaux ont pu rapatrier environ huit cents de ces ressortissants ; en revanche, depuis le début de 1980, six seulement ont pu quitter le pays.

PÉKIN CROIT EN LA POSSIBILITÉ D'UNE « PÉRIODE DE PAIX PROLONGÉE »

(De notre correspondant)

Pékin. — Le vice-président de l'Assemblée nationale populaire, M. Peng Zhen, a mis l'accent sur la « lutte pour la paix » dans le discours qu'il a prononcé jeudi soir 18 septembre au banquet offert en l'honneur du président de la République italienne, M. Sandro Pertini.

« Une période de paix internationale prolongée, a-t-il dit, est tout à fait possible, à condition que les pays et les peuples épris de paix s'efforcent et prennent des mesures efficaces pour faire échec aux actes criminels d'agression et d'expansion ». M. Peng Zhen a dénoncé l'invasion soviétique de l'Afghanistan et celle du Cambodge par le Vietnam, observant qu'il s'agit d'actes « d'agression et d'expansion ». M. Peng Zhen a dénoncé l'invasion soviétique de l'Afghanistan et celle du Cambodge par le Vietnam, observant qu'il s'agit d'actes « d'agression et d'expansion ».

« Nous sommes toujours prêts, a-t-il dit, à nous opposer à la guerre, à la violence, à la destruction, à la séparation de la patrie, à la destruction de la civilisation, à la destruction de la culture, à la destruction de la vie humaine ». M. Peng Zhen a souligné que la Chine est toujours prête à négocier la paix, à condition que les autres pays fassent de même.

Le président italien avait insisté, en se référant aux signes précurseurs qui précèdent les deux guerres mondiales, sur les dangers qui menacent aujourd'hui la paix. M. Pertini était le premier chef d'Etat occidental à être reçu à Pékin depuis le nouveau procès de la République populaire — qui sera également réservé le mois prochain au président Giscard d'Estaing — depuis la campagne de M. Hua Guofeng par M. Zhao Ziyang à la tête du gouvernement. La cérémonie d'accueil, simplifiée et écourtée, n'a plus lieu à l'ambassade mais dans la cour de la place Tian-An-Men, et les chefs de missions diplomatiques n'y sont plus conviés.

Le banquet de la soirée était offert par M. Peng Zhen au nom du maréchal Ye Jianying, président du comité permanent de l'Assemblée nationale, qui lui-même n'y assistait pas. Le vice-maréchal octogénaire accompli, M. M. Peng Zhen, avait cependant reçu dans l'après-midi le président italien, ayant à ses côtés pour cette occasion le nouveau premier ministre, M. Zhao Ziyang. Un entretien et un dîner étaient prévus vendredi avec M. Hua Guofeng, président du P.C. Le premier ministre, M. Zhao Ziyang, était enterré sur place.

M. Jean-François Deniau, avait rencontré M. Deng Xiaoping et évoqué avec lui quelques-uns des sujets qui seront abordés lors de la prochaine visite en Chine de M. Giscard d'Estaing. Il devait d'ailleurs partir vendredi matin avec son homologue chinois, M. Li Qiang, un accord intervenant la livraison par la France à la Chine de 500 000 à 700 000 tonnes de céréales par an pendant trois ans, pour un montant total de l'ordre d'un milliard et demi de francs. Le ministre français s'occupait aussi après pour Canton, où il envisage de s'occuper des affaires locales sur le projet de construction à proximité de la frontière avec Hongkong d'une centrale nucléaire, dans lequel la France pourrait être l'un des principaux partenaires de la Chine.

ALAIN JACOB.

Philippines

● LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION DU 4 AVRIL, qui a revendiqué la vague d'attentats à la bombe récemment commis à Manille, a annoncé, le jeudi 18 septembre, qu'il ne cessera pas ses actions tant que le président Marcos ne sera pas « renversé ou mort ». Dans un manifeste distribué clandestinement, le mouvement se présente comme une « meilleure solution que le communisme ». — (A.F.P.)

VOLVO 343DL:36.736F

EXCEPTIONNEL SUR MODÈLES 80

CARDINET
112-114, rue Cardinet
75017 Paris
Tél. 186-24-35

VOLVO PARIS

NEULLY
82294 Neully
Tél. 747-56-45

La passion de la qualité.

مكتبة الصلح

CAMBODGE

LE TÉMOIGNAGE D'UN ANCIEN MINISTRE DU PRINCE SIHANOUK

J'ai passé un an à cultiver les choux au ministère des affaires étrangères khmer rouge

Arrivé en France comme réfugié, à la fin août, le général Duong Sam Ol a connu, ces cinq dernières années, une existence mouvementée. Ce militaire de carrière de l'armée royale khmère, ancien officier de l'armée française, devenu ministre de l'armement du gouvernement royal d'union nationale (GRUNC) du prince Sihanouk à Pékín de 1970 à 1975, est entré à Phnom-Penh après l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges. Il y a végété pendant plus de trois ans avant l'offensive vietnamienne de janvier 1979. Après la chute des Khmers rouges, il s'est caché pendant quinze mois avant de s'enfuir vers la Thaïlande et de trouver asile en France avec sa femme et un de ses fils.

Le 9 septembre 1979, nous a raconté le général, dans sa petite chambre du centre de réfugiés de Crétail, il a pris l'avion pour Phnom-Penh avec le prince Sihanouk et le premier ministre d'alors, M. Penn Nouth. Il a tout d'abord été logé dans la villa voisine de ce dernier, non loin du monument de l'indépendance, avec M. Chan You Ran, ancien ministre du GRUNC.

Il eut ainsi l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises des dirigeants des Khmers rouges : MM. Khieu Samphan, Ieng Sary, Son Sen, venus s'entretenir de la santé de M. Penn Nouth. En novembre, il fut envoyé à Chamcar-Loeu, province de Kompong-Cham, région « libérée » depuis 1970. Logé dans une pagode désaffectée, il y resta trois mois à ne rien faire, mieux traité que le reste du peuple, dont le sort était « déplorable ». Alors qu'il avait participé depuis le début à la résistance au régime de Lon Nol, il eut la surprise d'entendre raconter à la population qu'il était un « étranger ». « Cela m'a beaucoup touché », fait-il remarquer, « car j'avais toujours travaillé avec eux, et je suis toujours Khmer ». Il a assisté à la mise en coopérative de la région, à la destruction des parcelles individuelles regroupées en grandes rizières rectilignes : « On ne pouvait plus

trouver les limites des anciennes rizières ». De nombreuses personnes étaient chassées de leurs maisons.

Ramené à Phnom-Penh en février, il y retrouve ses compagnons de Chamcar-Loeu, M. Chan You Ran, le prince Norodom Phourissara, ancien ministre de la justice du GRUNC, et la femme de l'ancien ministre des affaires étrangères, Sarin Chhak, qui se trouve encore en mission à l'étranger. Ils sont promus « attachés » au ministère des affaires étrangères, installés dans les bâtiments de l'ancienne présidence du conseil. « J'ai passé un an à cultiver des choux et des salades, et à réparer l'électricité et les machines à écrire ».

Un an plus tard, en février 1977, les diplomates du GRUNC qui avaient regagné leur pays sont regroupés aux abords de Phnom-Penh, à Boeung-Traek, « là où abritaient les égyptes de la ville ». Le général Duong Sam Ol les rejoint sur ce terrain de quel-

ques centaines de mètres de côté entouré de tôle ondulée : de l'autre côté de la palissade, un autre camp. Il faudra attendre l'ouverture de la clôture en septembre 1978 pour savoir qu'il contenait les étudiants revenus de l'étranger. Parmi la centaine de diplomates en « résidence », le général se souvient de la présence des anciens ministres MM. Sarin Chhak, Chau Seng, Chan You Ran, Van Piny, Kest Chhon, du prince Phourissara, de M. Ang Kim Khoun, qui est arrivé à Paris avec le général Duong Sam Ol, et de plusieurs anciens ambassadeurs, MM. Cha San, Sisowath Methavi, Toch Kham Doum, Hor Nam Hong (devenu vice-ministre des affaires étrangères du régime de M. Heng Samrin), Chem Engom (qui aussi rallié à ce régime), et Pech Boun Reth (maintenant représentant des Khmers rouges à la commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique, CIESAP, à Bangkok).

L'arrivée des chars vietnamiens

Dans ce camp, les diplomates font du jardinage et fabriquent des instruments agricoles ; mieux nourris et traités que le reste de leurs compatriotes, ils se livrent à l'autocritique quotidienne, complétée par une séance hebdomadaire contrôlée par un cadre militaire. Dans son groupe, il n'a connu que des punitions morales : une seule personne est morte de maladie ; plusieurs ont disparu, dont MM. Chau Seng, Chas Sen et Van Piny en avril 1978. Mais ils ne savaient pas ce qui se passait dans le pays ; on leur parlait seulement de l'ennemi vietnamien.

Le général Duong Sam Ol était cependant une sorte de privilégié. C'est ainsi qu'il avait été invité à voter lors des élections de mars 1976 au cours d'une cérémonie organisée face à la gare de Phnom-Penh et à laquelle participaient le prince Sihanouk et M. Penn Nouth. « On m'a donné trois bulletins de vote portant chacun un nom ; on m'a dit que je pouvais choisir parmi ces trois noms, mais que c'était étonnant, car tous trois avaient été actionnés par les dirigeants ». Sont les Khmers qui se souviennent d'avoir participé à ce scrutin.

Il a aussi vu une fois le premier ministre, M. Pol Pot, lors du meeting organisé au stade couvert de 27 septembre 1977 pour annoncer la création du parti communiste khmer. Il avait reconnu en lui l'ancien magistrat Saloth Sar, dont il avait vu les photos à Pékín. « Il était devenu gros et gras, il mangeait bien ! » dit-il.

Envoyé pendant quelques mois, au cours de l'été 1978, comme chef de mission à Wat-Sleng, dans la région de Kompong-Spen, au sud-ouest de Phnom-Penh, le général Duong Sam Ol a eu l'occasion de rencontrer d'anciens officiers khmers rouges limogés et mutés dans son groupe de travail. Par eux, il a appris les purges qui se déroulaient au sein du groupe au pouvoir, et en particulier l'exécution de Koy Thnon, important responsable du parti, accusé d'être « agent de la C.I.A. », les liquidations de cadres à Battambang, les mutineries de région à région. Sans cette rencontre fortuite, il n'aurait rien su de ce qui se déroulait dans le pays.

Sélectionné en novembre 1978 pour « travailler ailleurs », en compagnie de MM. Sarin Chhak, Ang Kim Koun, Penn Nbac (un

des fils de M. Penn Nouth) et de plusieurs étudiants, car on cherchait des personnes parlant français ou anglais, il a été affecté au service de M. Penn Nouth.

Le travail consistait en tâches de secrétariat, mais aussi en jardinage, cuisine et sécurité. Il fut chargé, avec ses compagnons, de préparer les bagages de l'ancien premier ministre lorsque ce dernier partit pour Pékín avec le prince Sihanouk le 6 janvier 1979, la veille de la chute de Phnom-Penh. Mais le général Duong Sam Ol n'était même pas au courant de la guerre avec le Vietnam et de l'avance des troupes de Hanoi en direction de la capitale ; celle-ci avait été presque totalement évacuée, et il ne le savait pas, empêché qu'il était de sortir de la rue où se trouvait sa maison.

Il nous a raconté comment il a vécu l'entrée des Vietnamiens dans la ville : « J'étais en train de manger, il était 10 h.30 du matin, quand une Land Rover est venue nous chercher ; on nous a demandé d'emballer rapidement quelques effets et de partir. Nous avons traîné et, quand nous sommes sortis, la voiture était pleine, la garde aussi. Des minutes après, est arrivé le premier char vietnamien, suivi de plusieurs autres. Au début, nous

Comment réagir ?

Le général Duong Sam Ol, qui avait traversé la période khmère rouge dans l'ignorance de ce qui s'y était passé, a découvert en écoutant ses voisins le drame qu'il avait côtoyé sans le voir : les morts de faim, de maladie, les exécutés. « Quand la population voyait des cadres de Pol Pot, elle les tuait ». Comment les gens ont-ils réagi à l'arrivée des Vietnamiens ? « Les premiers jours, ils disaient que c'était mieux qu'avant, qu'ils étaient libérés, qu'ils étaient échappés à la mort, qu'ils pouvaient enfin manger chez eux, retrouver leurs enfants. Au fur et à mesure que les Vietnamiens se sont implantés, l'idée leur est venue que ça allait durer longtemps et que le même régime (que celui des Khmers rouges) revenait, avec pour unique différence que l'on pouvait manger chez soi et garder ses enfants ».

n'avions pas eu à qui ils appartenaient, jusqu'à ce que nous reconnaissons les casquettes typiques des tankistes ».

Abandonné dans une ville désertée par sa population et occupée, le petit groupe s'est caché pour échapper aux Vietnamiens. Le lendemain, après avoir perdu de vue M. Sarin Chhak, qu'ils ne retrouvent jamais, on a dit à Phnom-Penh à l'été 1979 qu'il était resté dans la capitale, mais personne ne l'a semblé-t-il, revu. Le général Duong Sam Ol, M. Ang Kim Khoun et leur famille sont partis vers la périphérie de la ville. Ils se sont installés à Stung-Meanchay, ont fait des provisions dans une coopérative abandonnée et y ont vécu sous des noms d'emprunt, sans être découverts ni dénoncés aux nouvelles autorités. « Je m'appellais M. Din et je disais que j'étais auparavant dans l'import-export ».

Il est resté dans ce village jusqu'en 4 avril 1980, travaillant la terre et vivant des provisions qu'il avait rassemblées pendant la débacle de janvier 1979. Car l'aide internationale déversée à Phnom-Penh n'a guère atteint Stung-Meanchay, puisque en un an, il a été distribué par personne une boîte de riz (500 gr.), autant de farine et 2 kilos de maïs.

Que faire ? « Les gens voulaient bien réagir, mais comment ? Ils ne pouvaient plus des « rouges », que ce soit Pol Pot ou les Vietnamiens ; ils considéraient toujours cependant que « Pol Pot est l'ennemi numéro un ». Mais « le régime Heng Samrin n'est qu'un régime Pol Pot déguisé ». A partir d'avril 1979, le général Duong Sam Ol a noté l'émergence de petits groupes de lutte armée ou de propagande. « On est venu me parler de Son Sann (ancien premier ministre et président du Front national de libération du peuple khmer, ou F.N.L.P.), du groupe de l'Aigle noir... qui agissaient dans la capitale même ». Mais, avant tout, « les Khmers demandent où est le prince Sihanouk ; on écoute en se cachant la Voix de l'Amérique pour avoir de ses nouvelles, on souhaite qu'il revienne ! ».

Pour ne pas être reconnu, le général Duong Sam Ol avait évité de se rendre à Phnom-Penh. Il y a cependant été contraint pour monter à bord d'un camion qui l'a emmené à Battambang et Sisophon. Ces véhicules d'Etat transportant du sel vendent ainsi à prix d'or des places à ceux qui peuvent les payer et qui vont vers la Thaïlande, soit pour s'y réfugier, soit pour faire de la contrebande.

« A Phnom-Penh, j'ai été reconnu par d'anciens militaires qui me croyaient mort ; ils sont venus me sauver. Ils travaillaient pour Heng Samrin, mais ils ont tout de suite voulu partir avec moi dans la clandestinité pour travailler pour le prince ». Il a en fait et a pris un camion dès le lendemain. Après deux semaines à Sisophon, où il est resté caché, il a trouvé un guide « sérieux ».

« A l'été fin avril au « camp 007 », le général Duong Sam Ol croyait son odyssée finie. Mais il fut vite placé sous surveillance par les chefs khmers sereils du camp, qui se méfiaient de lui et de M. Ang Kim Khoun qui l'avait suivi. En juin, quand les Vietnamiens attaquèrent le camp, il eut la chance de leur échapper. C'est déguisé en grand malade qu'il parvint, avec l'aide d'un médecin, à entrer à Khao-Yi-Dang.

Que va-t-il faire maintenant, ayant atteint pratiquement l'âge de la retraite ? « Je vais prendre contact avec le prince, et je ne ferai rien avant », assure ce fidèle de longue date, qui réaffirme la fidélité de la population à son ancien souverain. Il ne croit pas en l'avenir du mouvement de M. Son Sann, car, « dans le pays, toute la population réclame la présence du prince, elle ne veut ni des Vietnamiens ni des Khmers rouges, qui nous ont beaucoup menti et nous ont fait injure en disant qu'ils étaient les seuls à avoir libéré Phnom-Penh. (...) S'ils veulent sauver le pays, qu'ils se rallient au prince ; c'est de leur faute si les Vietnamiens sont là ». Et le général Duong Sam Ol de conclure : « La seule solution, c'est l'union ; que les Khmers rouges reconnaissent leurs erreurs. Jamais après une guerre on n'a tué le peuple ; on tue l'ennemi ! ».

PATRICE DE BEER.



LE NOUVEAU VISAGE D'UNE GRANDE PUISSANCE.

SICOB 80

Au Sicob 80, c'est l'occasion de découvrir le nouveau grand nom de la bureautique et de la télématique : Alcatel Electronique.

Alcatel, c'est déjà, avec CIT-Alcatel, le champion mondial du téléphone temporel et une capacité mondiale de recherche et de développement dans les télécommunications numériques.

Maintenant Alcatel Electronique réunit des grands noms français de la téléphonie privée, du traitement du courrier, de la télématique, des grands systèmes informatiques et du service informatique. En tout, une dizaine de sociétés du groupe CGE dans l'informatique, la bureautique et la télématique sont associées pour créer une force internationale, capable d'imposer la technologie française dans le monde entier.

Leurs noms ? Télé-Alcatel, CIT-Alcatel, GST-Alcatel et Intervox-Alcatel en téléphonie privée ; Transac-Alcatel en télématique ; SMH-Adrex-Alcatel et Roneo-Alcatel dans le traitement du courrier ; Sintra-Alcatel et CGA-Alcatel dans les grands systèmes informatiques ; GSI-Alcatel pour le service informatique.

Alcatel Electronique, c'est le nouveau visage d'un grand groupe tourné vers les besoins de l'entreprise avec 700.000 clients dans le monde entier.

Alcatel Electronique au Sicob 80, c'est aussi le choc de découvrir une gamme de matériels unique en France, réunie dans un nouveau concept bureautique : la « Salle de Communication ».

Alcatel Electronique, c'est le nouveau visage de la bureautique. Venez le découvrir au Sicob 80.

Alcatel Electronique: le nouveau grand de la bureautique et de la télématique.

31 01 1980 13:36

VOL

ASIE

Corée du Sud

L'Assemblée européenne intervient en faveur de M. Kim Dae-jung

L'administrateur de la loi martiale, le général Lee Hui-sung, a confirmé vendredi 19 septembre la condamnation à mort du chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, prononcée mercredi par une cour martiale. Le code pénal militaire autorise l'administrateur de la loi martiale à diminuer les peines prononcées par les cours martiales, mais le général Lee n'a pas fait usage de son droit ni pour M. Kim ni pour les autres condamnés à des peines de prison.

Il reste maintenant sept jours aux condamnés pour se pourvoir en appel.

Les ambassadeurs des Etats-Unis et du Japon se sont rendus

au ministère des affaires étrangères sud-coréen, jeudi, pour exprimer officiellement l'inquiétude de leurs gouvernements. Le gouvernement sud-coréen n'en a pas moins conservé son mutisme. Un porte-parole a coupé court à toutes les questions en affirmant : « Nous ne faisons aucun commentaire sur les affaires criminelles. »

Les protestations ou les appels à la clémence se multiplient à l'étranger. Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée européenne,

a adressé jeudi un télégramme au président de la Corée du Sud pour lui demander, au nom des quatre cent dix députés européens, de casser la condamnation à mort de M. Kim.

Le parti socialiste français proteste contre la condamnation du « chef de l'opposition démocratique en Corée du Sud, que l'Internationale socialiste a invité à son prochain congrès, en novembre, à Madrid. » « Ce verdict, poursuit le P.S., marque la volonté du pouvoir sud-coréen d'éliminer par la force et au mépris des droits de l'homme toute opposition. » Le P.S. annonce qu'il « mobilisera ses adhérents et ses sympathisants pour obtenir la libération de M. Kim Dae-jung, symbole de la lutte pour la liberté en Corée du Sud », et il demande au gouvernement français d'intervenir immédiatement en sa faveur.

(On indique de bonne source que M. François Ponsart renoncera au voyage qu'il devait faire à Séoul en octobre si M. Kim est exécuté.)

UNE PROTESTATION DU CONSEIL DE LIAISON DES COREENS A L'ETRANGER

M. Hur Hong-shik, délégué en Europe du conseil de liaison des Coreens à l'étranger pour sauver M. Kim Dae-jung, tous a fait la déclaration suivante : « Le conseil de liaison condamne énergiquement la condamnation à mort de Kim Dae-jung qui n'est rien d'autre qu'un assassinat ordonné et légalisé par le général Chun Doo-hwan. » Le conseil exige du régime du général Chun la libération immédiate de Kim Dae-jung ainsi que celle de tous les opposants et la levée de la loi martiale, mesure sous laquelle la situation en Corée deviendrait explosive.

« Etant convaincu que les appuis réels et constants donnés aux régimes dictatoriaux de la Corée du Sud par les Etats-Unis et le Japon ont été les causes profondes du malheur du peuple coréen, le conseil demande fermement au gouvernement de ces pays d'arrêter leur aide et de rester pour une fois du côté du peuple et en faveur de la démocratie en Corée du Sud. »

« Le conseil demande au gouvernement français d'intervenir auprès de Séoul et souhaite qu'il rabelienne des relations avec le gouvernement sud-coréen de nature à encourager la dictature. »

« Dans l'état actuel des choses, seule la mobilisation de l'opinion internationale peut sauver Kim Dae-jung. »

LES BELLES LITIERIES

TRÉCA

EPÉDA

SIMMONS

s'achètent toujours chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 37 av. de la République - PARIS 11 - 75011 - Tél. 337.81.31

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter se défend de considérer M. Reagan Washington se félicite de l'extradition immédiate de deux pirates de l'air par La Havane

Washington (A.F.P.). — M. Carter a réaffirmé, jeudi 18 septembre, que les Etats-Unis ne présenteraient jamais d'excuses à l'Iran comme prix de la libération des cinquante-deux otages américains détenus dans ce pays. M. Carter a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que les Etats-Unis étaient, en revanche, toujours disposés à contribuer à l'enquête d'une commission internationale telle que celle des Nations unies, devant laquelle l'Iran pourrait présenter ses plaintes.

Sans préjurer que la libération des otages pourrait intervenir rapidement, M. Carter a estimé que la situation avait progressé depuis les déclarations de l'imam Khomeiny sur les conditions posées par l'Iran pour résoudre la crise, et il a souligné que l'Iran, depuis peu, avait un Parlement et un premier ministre, alors qu'auparavant, il n'y avait pas de « gouvernement viable » avec lequel discuter.

« J'utiliserais l'arme atomique si... »

Au cours de sa conférence de presse, M. Carter a d'autre part répliqué aux critiques souvent formulées par M. Ronald Reagan, selon lesquelles il n'aurait pas le courage d'utiliser éventuellement l'arme atomique pour défendre les Etats-Unis ou leurs alliés. Si un conflit éclatait, « j'utiliserais de défendre l'intégrité et la sécurité de ma nation, et l'intégrité et la sécurité de nos alliés sans recourir aux armes atomiques. Mais si cela était nécessaire pour défendre la liberté et la sécurité de l'Europe occidentale et de notre pays, alors j'utiliserais l'arme atomique », a déclaré M. Carter. « Je prie Dieu que ce jour n'arrive jamais, mais il est important pour notre peuple, pour nos alliés et pour l'Union soviétique de savoir que, si cela se révélait nécessaire, ces armes seraient utilisées », a-t-il ajouté.

M. Carter a souligné la probabilité qu'un premier échange limité de feu atomique conduise à l'emploi massif d'armes nucléaires intercontinentales, qui aura pour résultat « la perte, des deux côtés, de dizaines de millions de vies humaines ». Les dirigeants soviétiques ont, comme lui-même, conscience de ce

fait, a dit le président, qui a rappelé son attachement à la poursuite des négociations avec l'U.R.S.S. sur la limitation et la réduction des armements stratégiques. M. Carter a confirmé à ce sujet que les négociations avec l'Union soviétique sur la limitation des missiles stratégiques en Europe devaient commencer en octobre (le Monde du 18 septembre).

Le président a été désarçonné quelques secondes, puis s'est mis en colère, à la fin de sa conférence de presse, quand un journaliste lui a demandé, après deux de ses confrères : « Pensez-vous que Ronald Reagan soit raciste ? » Le président est resté sans voix, puis a rendu hommage à son adversaire républicain pour avoir rejeté « avec sagesse et sans équivoque » le soutien que lui avait offert l'organisation raciste du Ku Klux Klan après son investiture par le parti républicain. M. Carter a affirmé : « Non, je ne pense pas que mon adversaire soit raciste. » Mardi matin, à Atlanta, le président avait reproché à M. Reagan d'avoir « injecté le racisme et la haine » dans la campagne électorale, lors d'un récent discours dans le Mississippi.

Argentine

LE GÉNÉRAL VIOLA SUCCEDERAIT AU GÉNÉRAL VIDELA EN MARS 1981

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le successeur, en mars 1981, du général Jorge Rafael Videla, que la junte militaire doit désigner avant le 29 septembre, sera probablement le général Roberto Viola, ancien commandant en chef de l'armée, bien que la junte, composée des commandants en chef des trois armées, maintienne pour l'instant un silence total sur ses délibérations commencées au début du rythme de deux réunions par semaine.

Depuis son éloignement du commandement en chef de l'armée en décembre dernier, le général Viola est resté en contact permanent avec le président Videla et a même pris de discrètes contacts avec les différentes formations politiques, y compris les péronistes. Cette quasi-certitude sur le choix du candidat explique le peu d'intérêt de l'opinion pour les délibérations de la junte.

Le général Viola devrait, en principe, être le continuateur de la politique instaurée après le coup d'Etat contre le gouvernement constitutionnel d'Isabel Peron, en mars 1976, et baptisée « processus de réorganisation nationale ». Le général Viola pourrait, en théorie, postuler pour un deuxième mandat de trois ans.

Mais il est encore trop tôt pour juger de ses intentions et de l'évolution politique du pays. Ce qui est certain, c'est que les forces armées sont décidées à obtenir, dans l'hypothèse d'un futur gouvernement civil, l'institutionnalisation de leur participation au pouvoir.

Les Etats-Unis ont qualifié, le 18 septembre, de « pas positif » la décision du gouvernement cubain d'extrader immédiatement les deux pirates de l'air qui ont détourné, mercredi, un Boeing-747 des Delta Airlines vers Cuba. M. John Traimer, porte-parole du département d'Etat, a souligné que c'est la première fois que Cuba satisfait une demande d'extradition de citoyens cubains présentée par les Etats-Unis.

A La Havane, on estime que le gouvernement cubain a franchi un pas vers la détente avec Washington en annonçant le renvoi « immédiat » aux Etats-Unis des deux Cubains auteurs du détournement. Cette expulsion, la première du genre à toucher des ressortissants cubains, pourrait signifier la reprise de facto de l'application de l'accord sur la piraterie aérienne et maritime signé en 1973 par Washington et La Havane et rompu par Cuba le 15 avril 1977.

Cuba paraît décidé à ne pas gêner la campagne pour l'élection présidentielle de M. Carter par une attitude de passivité à l'égard des détournements d'avions — dix au total, réalisés en cinq semaines par vingt-neuf pirates de l'air, pour la plupart des émigrés cubains arrivés au cours des derniers mois aux Etats-Unis grâce au pont maritime sauvage entre le port de Mariel et la Floride. — (A.F.P.)

EXPLOSION ACCIDENTELLE DANS UN SILO DE MISSILES STRATÉGIQUES

Damas (Arabie Saoudite) (A.F.P.). — Une explosion s'est produite ce vendredi 18 septembre dans un silo de missiles Titan II près de Damas (Arabie Saoudite). Une dizaine de personnes ont été blessées, et une centaine, qui résident dans cette région peu peuplée, ont été évacuées. L'arsenal de l'air saoudien n'a pas indiqué si un missile avait explosé, ni s'il était équipé d'une tête nucléaire.

Canada

LE PARLEMENT SE RÉUNIRA AVANT LE 14 OCTOBRE POUR ÉTUDIER LA QUESTION CONSTITUTIONNELLE

Ottawa (A.F.P., Reuters). — Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, a décidé de convoquer le Parlement avant la date prévue du 14 octobre pour reprendre les débats sur l'énergie, l'économie et la question constitutionnelle, a annoncé lundi 18 septembre M. Yvon Pinard, ministre chargé des questions parlementaires. Il a refusé de révéler les intentions du gouvernement en matière constitutionnelle mais a laissé entendre que celui-ci pourrait proposer une résolution demandant à la Grande-Bretagne de « rapatrier » la Constitution canadienne, qui reste une loi du Parlement de Londres, l'acte de l'Amérique du nord britannique de 1867.

Comme mercredi au sein du groupe libéral, l'unanimité s'est faite jeudi au sein du cabinet pour approuver la décision du premier ministre fédéral, qui ne constitue pas une surprise après le récent échec de la conférence constitutionnelle fédérale-provinciale du 8 au 13 septembre à Ottawa.

OU TROUVER GUERMONPREZ

Ma façon, c'est ma signature.

Ma façon, faire un canapé convertible, c'est faire le jour.

guermonprez

Remarque : les lettres de bois, peintes à la main, sont en bois de 100 x 145 cm.

هنا من الأثاث

AMÉRIQUES

Nicaragua

APRÈS L'ASSASSINAT DU GÉNÉRAL SOMOZA
Les sandinistes espèrent que les activités des anciens gardes nationaux vont se ralentir

Selon une station de radio d'Asunción, la police paraguayenne aurait tué dans les faubourgs de la ville un ressortissant argentin qui serait membre de l'armée révolutionnaire du peuple (ERP) et aurait participé à l'attentat contre le général Somoza. En fait, il semble que les membres du commando aient réussi à quitter le Paraguay. Leur opération est un rude coup pour le régime du général Stroessner, estime-t-on à Buenos Aires.

Le département américain a confirmé que la dépouille du général Somoza sera inhumée aux États-Unis. La venue du général est une Américaine résidant à Miami. Au Nicaragua, les dirigeants sandinistes expriment leur satisfaction et espèrent que la mort de l'ex-dictateur ralentira les opérations des anciens gardes somozistes réfugiés au Honduras.

De notre correspondant

Mexico. — Les Nicaraguayens ont accueilli l'annonce de la mort d'Anastasio Somoza avec une joie plus grande encore que celle manifestée lors du renversement de la dictature, le 19 juillet 1979. « C'était presque tristes ces jours-là », a déclaré, le mercredi 17 septembre, un dirigeant sandiniste. Le général Somoza avait assisté personnellement à son interrogatoire et à toutes les tortures auxquelles il avait été soumis.

Selon les Nations unies, la guerre a fait près de 50 000 morts et 100 000 blessés. Elle a laissé des centaines de milliers de personnes sans abri. Dans ce pays de 2,5 millions d'habitants, il n'est pratiquement pas de famille qui n'ait eu à déplorer une ou plusieurs victimes.

Tout le monde, au Nicaragua, sait que, depuis son bunker, l'ancien président dirigeait les opérations les plus meurtrières. N'avait-il pas juré de tout faire pour raser la ville d'Estelí, par exemple, au point de la faire ressembler à un terrain d'aviation ?

Les sandinistes auraient sans doute préféré que l'ex-dictateur soit extradé, comme ils l'avaient demandé et jugé. Mais ils ne peuvent trouver que des avantages à la nouvelle situation. Alors que le général Somoza venait de se déclarer prêt à renoncer à la présidence, les actions menées depuis le Honduras par ses anciens soldats se multi-

plient. Les sandinistes espèrent que la mort de Somoza va ralentir leurs activités au Nicaragua. L'extradition d'Anastasio Somoza est une date. Le fait qu'il ait été tué au basook est un « acte de guerre » qui a un sens particulier pour un continent où la violence est quotidienne. D'autant plus qu'il a été réalisé au cœur même du « bloc » formé par les régimes militaires du Chili, du Brésil et de l'Argentine, des dictateurs a pris un sérieux coup, l'espoir renoué, a déclaré un exilé chilien.

FRANCIS FISANI.

Haïti

UN BATEAU
AVEC TROIS CENTS PERSONNES
EST DÉTOURNÉ VERS LA FLORIDE

Miami (A.F.P.). — Dix-sept personnes accusées de machettes, d'armes à feu et de conteneurs ont pris le contrôle d'un bateau transportant trois cents Haïtiens de Port-au-Prince à Jérémie et ont obligé son commandant à faire route vers Miami (Floride), où elles ont été arrêtées dès leur débarquement jeudi 18 septembre. Les autres occupants du bateau ont été hébergés dans un centre d'accueil en attendant d'être rapatriés ou d'être renvoyés en Haïti.

Bolivie

APRÈS AVOIR QUITTÉ SON PAYS
M. Siles Zuazo formerait un gouvernement en exil

M. Hernan Siles Zuazo, dirigeant de l'Union démocratique populaire (U.D.P., de centre gauche), qui avait remporté les élections du 29 juin et était passé dans la clandestinité après le coup d'État du 17 juillet, a quitté la Bolivie. Il pense installer un gouvernement en exil à Quito, en Equateur, ainsi qu'il l'a déclaré à notre correspondant à son passage à Lima.

Correspondance

Lima. — « Je n'abandonne ni la lutte ni la résistance », nous a déclaré M. Hernan Siles Zuazo. Lorsque j'aurai mené à bien ma mission dans le continent, je me propose d'installer un gouvernement en exil, en Equateur en principe. D'ores et déjà, nous comptons sur une organisation qui, depuis Quito, soutiendra le combat contre le régime bâillonné et illégitime de destruction nationale. »

Il ajoute : « La répression sanglante se poursuit dans tout le pays, mais ses effets sont sans emprise sur notre population, qui a démontré et sa solidarité et sa volonté de s'opposer au gouvernement Garcia Mesa par tous les moyens qui sont à sa portée. Nous avons donné la consigne de la désobéissance et je pense que, dans de brefs délais, le président Garcia Mesa n'aura d'autre issue que de restituer à nos compatriotes leur souveraineté. »

Le départ de M. Siles Zuazo ressemble pourtant un peu à une renouveau. N'avait-il pas essayé, il y a juste un mois, d'installer à La Paz un gouvernement « parallèle » promulguant des contre-décrets restaurant les

libertés politiques ? Quelle portée réelle ont eue ses appels ?

Aujourd'hui, la plupart des dirigeants de l'opposition sont soit réfugiés dans des ambassades, soit passés de la clandestinité à l'exil. L'opposition est désarmée et, depuis les affrontements du 4 août entre militaires et mineurs de Caracoles, on ne peut déceler qu'une résistance passive qui aurait entraîné une baisse générale de la production. — N. B.

Uruguay

LE COMITÉ DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE pour l'Amérique latine et les Caraïbes a demandé aux États-Unis de suspendre tout type d'aide au régime « dictatorial d'Uruguay ». Le comité estime que, « une fois suspendue l'aide de l'étranger, le peuple uruguayen renversera ces dictateurs et surmontera sa situation d'oppression ». La déclaration demande, en outre, la restitution des libertés publiques, le libre fonctionnement des partis et la libération des prisonniers politiques.

VOTRE CHALET en SUISSE - VALAIS

À 10 minutes d'un des plus vastes domaines skiables du Valais. Vente directe du promoteur, qualité de construction supérieure, surfaces de 60 m² à 120 m² avec 600 à 1.000 m². Dévance assurée. Hypothèque 70 % au taux annuel de 5 1/4 %.

Conseillements : IMALP, rue du Rhône 16 CH 1950 Sion. Tél. 19.41.31/32 33 55 - Téléc. 28898

FONCTIONNAIRES: POURQUOI GISCARD VEUT-IL S'EN DEBARRASSER?

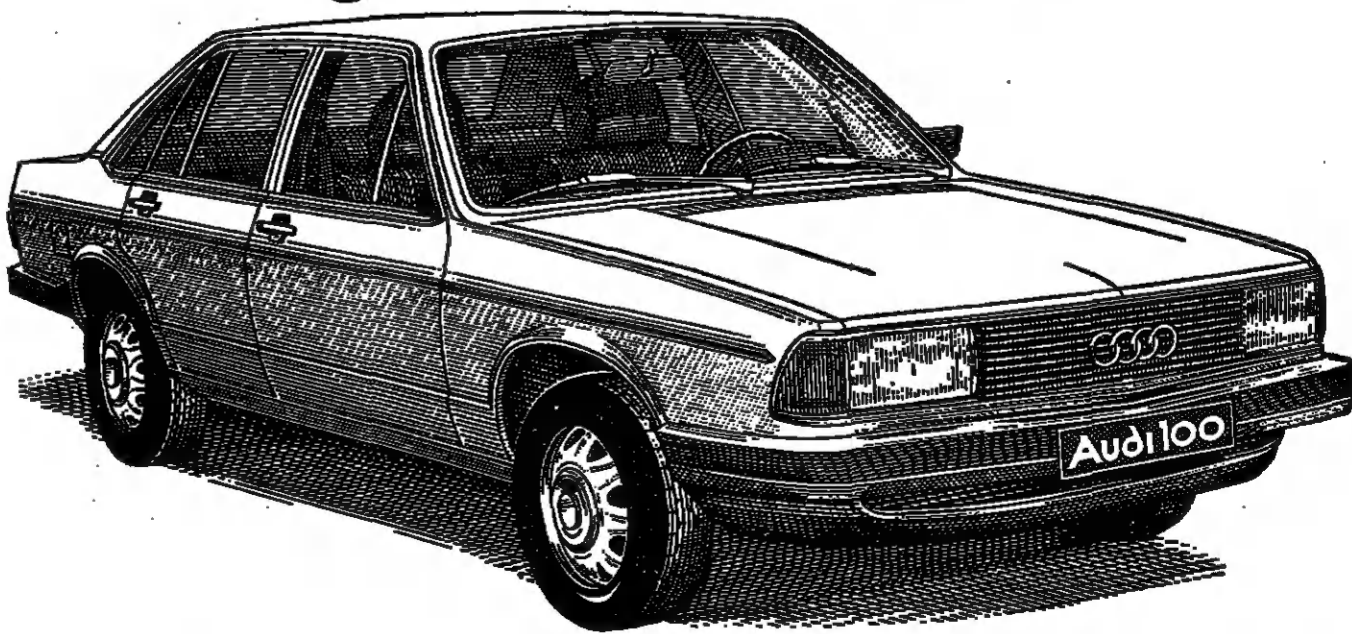
Le plan de gouvernement pour « dégraisser » les effectifs des fonctionnaires. Service par service et chiffres à l'appui, quelles vont être les victimes du grand démantèlement de la Fonction Publique ?

LE NOUVEL **observateur** DEMAIN
L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI

Vous aurez bien plus de succès... devenez **GRAPHOLOGUE** apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par MSI - Ecole Suisse de Graphologie, dep. 3 Weiermatt CH-3027 Berne

MODÈLES 1981

LA DIESELLE. LES DIESELS EN SONT TOUJOURS JALOUX.



Le diesel souple, nerveux, élégant, c'était la Diesel. Voilà qu'elle s'améliore encore. Après 5 cylindres, on lui donne 5 vitesses.

Cela balaye les tous derniers préjugés sur le diesel. Il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas applaudir à ses points de vitesse à 150 km/h. Il faudrait être fou pour boudier les 100 km à 16,28 F* de cette 7 CV. On a même réduit le temps de préchauffage

au minimum. Non, rien dans cette Diesel ne rappelle le diesel. Il est vrai que sa ligne et son luxe intérieur sont ceux d'une berline à part entière.

VAG, le réseau Volkswagen Audi vous présente les Audi dans 600 points de service. Audi 100 Diesel à partir de 59.570 F.**



*6,7 l de gasoil à 90 km/h sur route à 2,3 l F le litre, soit 16,28 F les 100 km. Prix réduits à Paris le 1/9/80. **6,7 l à 90 km/h, 9,6 l à 120 km/h et 6,4 l en ville. Comparaison conventionnelle à vitesse stabilisée aux 100 km. **Prix TTC au 1/9/80.

INTERNATIONAL DIAMANT

GRATUIT
le Guide du Diamant

OFFRE RÉSERVÉE AUX LECTEURS DU MONDE

Grâce au Guide du Diamant vous aurez une information complète sur l'Univers du Diamant :

Technologie et expertise
Certificats officiels de Garantie
Achat et revente.

Retournez ce bon à découper au service information d'International Diamant et Cie. Vous recevrez gratuitement le Guide du Diamant.

Nom _____ Tél. _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____

6, PL. VENDÔME INTERNATIONAL
PARIS
Tél. 261.54.53 **DIAMANT & CIE**

Le national et le communautaire



Après les attentats de Pointe-à-Pitre

dans celui de M. Jacques Chirac, dimanche 21 septembre à 11 heures, l'invitée du « Club de la presse » d'Europe 1.

M. DILLOD : la situation en Guadeloupe est « parfaitement calme ».

de M. Chirac
et personnellement
du R.P.R. et
l'absence de
inspirés
lui causant des dommages.
à la confiance
La dénon-
M. Sanguinetti le la
quatre » (MM.
Gusano, et Mme Gar-
ruda) dans la langue des
ceux qui reculaient devant
à qui repro-
à Mme Garud, n'a
encore qu'à M. Juillet, de
les personnes comme une
— mais n'a
meeting public, — et
à composer en
abstrait, et de la
à la strigine
un palais, à manœuvrer
comme un plon
à préparer
TERRA ».

Mme Garsud, il est vrai, avait pu se faire cette son image politique. Mais, avec son M. Fernand Juillet continuait, comme du temps de George Pompidou, du rôle en public et à côté du rôle de conseiller occulte, Mme Garsud, qui avait été à l'origine son adjointe, avait pris l'avantage sur lui. Elle avait été la seule à lui faire remarquer qu'elle-même au M. Juillet donnait une couleur plus générale à son rôle de conseiller gaulliste, que l'attachement étroit des deux hommes aux élections, aux élections locales périmotement par les parlementaires, et les soutiens lorsque les deux hommes s'exprimaient au nom de leur "l'Etat. Mais au même moment, avec son M. Georges Pompidou, il qu'on leur donnait la même image, par M. Chénou.

[illegible]

Comme il l'avait prévu depuis plusieurs jours, M. Djoundou est allé lundi 11 septembre à Martinique, mercredi 13 en Guadeloupe pour examiner les locaux et les dirigeants professionnels les modalités d'application des mesures prises pour réparer les dégâts provoqués récemment par le cyclone Allen.

teur comme une inspiration
quelque peu impérieuse un pro-
jet qui comme tous les autres
échoua et mourut.

À la fin même, alors que
M. Jacques Chirac parcourait la
France pendant les campagnes
électorales, aucune délation ne
pouvait être faite par l'inter-
médiaire du mouvement sans son
aval. Si M. Jérôme Cahen, alors
président du C.R.P., fut un jour
interrogé, quelle n'aurait-elle
pas été officielle et chargée de
procéder, au cours des années
1977 à 1978, à l'envoi de son
attesté résumé à réduire son
lituence. Recherchant l'absence
de pouvoir au point d'avoir même
refusé de brigner le moindre
soutien. « Marie-France », pouvait
savoir.

Et voilà, l'offensive diri-
gée contre elle se transforme
en une simple déception.

[illegible]

ANDRÉ PASSERON.

17/09/2014

BILLET

M. Robert Fabre, devenu mercredi notre médiateur numéro trois, après MM. Antoine Pinay et Aimé Paquet, était présent le lendemain, début d'après-midi, le plateau

écran, devenait ■■■ plus en plus sombre.

Survint enfin, miracle, une jeune ■■■■ qui dit, ■■■■ :

« ■■■■■ s'occupe des relations ■■■■ administratives et l'administration. » Un large ■■■■ ■■■■ traits de M. Fabre, lequel murmure, défilé ; « Quelque un ■■■■ ! »

« Il ■■■■ préciser, s'empresse de dire ■■■■ meneur ■■■■, ■■■■, qu'il

■ mi-chemin ■ la ■ ■ ■ ■ ■
ion ■ ■ ■ l'invité ■ ■ ■ ■ ■ qui
■ entouraient, ■ ■ ■ ■ ■ d'inter-
views ■ ■ ■ prises sur le ■ ■ ■
■ la rue (ça s'appelle, paraît-
il, micro-trottoir).

« Il [] préciser, s'empresse
[] dire [] meneur [] jeu, qu'il
s'agit [] inspectrice []
[] Elle []
objective (sic). »

« Le médiateur, _____, se
que c'est ? » Deux, trois, quatre
réponses d'ignares parlants
deux, _____ un peu
confus, ceux-là masquent leur
non-savoir, comme il arrive
souvent, derrière _____ sourires niais
ou des piroquettes stupides du
genre : « Le médiateur, _____ celui
qui fait la médiation. Quel
_____ ment pour _____ innombrables
_____ télespectateurs qui n'auraient su
saisir mieux ! _____ rigolade !
_____ gadgets de Giscard,
_____ quel succès ! Le visage de
_____ M. Fabre, que l'on voyait
_____ médiation (ça _____ avoir un
_____ nom) _____ haut _____ du petit

Faut-il comprendre qu'il
continuer de ne rien
ne de
manquer d'objectivité = ?
Soyons donc moins grincheux.
s'agissait-il d'un
malheureux, mais d'un simple
lapeus ? Le
Antenne 2 n'était-il d'honorer
qui sait après avoir fait rire
qui ignorent, et de
contribuer réanimation,
ou plutôt à la résurrection,
l'instruction olivique France.

Avec un projet de budget de 266 millions de francs

Si le Parlement approuve la loi de finances pour 1981, les dépenses de fonctionnement du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) augmentent très nettement supérieures à celles des dépenses

(titre V de la loi de finances). Ces crédits, paiement, il faut ajouter, au titre de l'équipement (acquisitions immobilières, travaux d'entretien, etc.) des Tourelles à Paris et des stations de Noisy et d'Aulnay-Fleucherolles en région parisienne.

Alors que, pour respecter la volonté du premier ministre de comprimer les dépenses publiques, les administrations civiles devraient se contenter en 1987 d'une hausse de l'ordre de 16 % de leur budget de fonctionnement, les dépenses des ordinaux du SDECE (titre III de la loi de finances) enregistreront, l'année prochaine, un accroissement d'un peu plus de 20 % par rapport à 1986.

(titre V de la loi des finances), ces crédits sont paiement, il faut ajouter, en outre, de l'équipement (acquisitions immobilières, travaux de la voirie départementale, etc.). Les communes de la région de la Touraine à Paris ont des stations de Noisy et d'Alfort-Feucherolles en région parisienne, ainsi que de nombreux radioélectriques et radiogoniométriques) une somme de 85 millions. En outre, en autorisations de programme, les communes ont des crédits de 100 millions pour les dépenses ensuite par ces crédits de paiement — pour des projets d'équi-

Les secrets français, à desquels M. Alexandre de Gaulle a échappé, ont un avenir prochain, si l'on en croit le général. Comme pour avoir en 1961 un budget total de 289,8 millions de francs, une augmentation de 17,7 %, l'on croit le projet de budget du ministère de la Défense (le Monde).

En Israël, ce sera de même, gérés par les services spéciaux, contrôlés, après utilisation, par une commission de vérification des dépenses composée notamment d'inspecteurs des finances, est officiellement dissimulé, comme à l'étranger.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est liée au fait que le SDECE rembourse à l'Etat les dépenses engagées par les autres départements — dans des pays où le taux d'inflation et la dévaluation de la monnaie sont élevés — et qu'il impose à ses personnels le paiement de la moitié de la prime de rendement des actions radiodiffusionnelles. Les dépenses des sociétés de radiodiffusion sont compensées par des primes ou par des subventions.

Certaines des mesures concernent les sociétés d'émission de radioélectriques (G.C.R.), dont le statut est en négociations avec le ministre du budget et avec la commission parlementaire chargée de calculer la prime de rendement des actions de ces sociétés. Le ministre de l'intérieur (S.T.T.) a, en outre, mis en route des négociations avec le ministre de l'économie.

Le SDECE bénéficie, dans le cas où l'armement est utilisé en politique internationale le plus souvent, de la provenance clandestinement, de fonds particuliers en propre, et, de son côté, le premier ministre dispose de fonds spéciaux « à destination particulière ». Pour 1980, ces fonds de paiement du SDECE (hors des fonds du ministère de la défense, pour environ 226 millions de francs, il convient d'ajouter, de la sorte, plus de 116 millions de francs.

Des milliers de SDECE redoutent que l'augmentation considérable du personnel compromette

Pour 1980, le budget du SDECE, qui comprend les services administratifs et financiers, M. Jean Bon-toux, de son adjoint, M. Michel Bouleau, devrait représenter 88,5 milliards.

fonctionnement des dépenses au
dépens des autres activités au
enseignement. On sait que M.
Marrache-Winick a redonné, l'an der-
nier, la priorité à la recherche
des informations économiques,
industrielles, financières, scien-
tifiques, technologiques, géopoliti-
ques et stratégiques.

C'est la base pour laquelle le
service a lancé, au début de
l'année, des études prospectives de
programmation de ses dépenses
pour le font déjà, du fait que
états-majors dans le monde.

**CONCOURS
D'ENTRÉE
23 et 24 SEPT. 1980**

**1980
RÉUSSISSEZ
VOTRE
ENTRÉE**

**1983
ENTREZ
DANS
LA RÉUSSITE**

Entrer à l'E.D.C., c'est déjà entrer dans les affaires. Depuis 30 ans, l'E.D.C. forme en 3 ans d'études pratiques et concrètes, de véritables experts de marketing, commerce international, informatique, P.M.E. et gestion financière. L'E.D.C. vous offre la possibilité d'obtenir parallèlement un D.E.C.S. et de préparer un M.B.A., aux U.S.A., en un an seulement.

Pour s'inscrire au concours, il faut téléphoner au 7470640.

ÉCOLE DES CADRÉS
du Commerce ■ ■ ■ Affaires Économiques
Établissement d'enseignement supérieur privé
reconnu par l'État

92, ■ ■ ■ Charles-de-Gaulle ■ ■ ■ NEUILLY
Tél. : 747.06.40. +

une **constitution** **de** **la** **France** **il**
faudrait **en** **tour** **en** **principe**, **le**
ministère **de** **la** **défense**, **en**
1976, **augm** **en** **le** **prêt** **du** **soldat**,
dont **le** **montant** **est** **de** **75** **francs** **par** **an**
l'époque — 75 francs par **an**
en 1975 — aurait pu expliquer, à
elle seule, l'agitation **des** **casernes** **et** **la** **constitution** **de** **comités** **de** **soldats**.

ne sera donc pas, on l'espère, un poisson d'avril. Le Parlement, auquel ce projet de loi a été présenté, la classe sera l'automne prochain, a toujours approuvé la proposition gouvernementale, mais si de nombreux députés en ont déploré

Traditionnellement, le prêt journalier est de 100 francs, chaque année, augmenté de 10 centimes et, non moins traditionnellement, le prêt intervient en cours d'année, à partir du 1^{er} juillet, pour mieux couvrir la dépense.

L'an prochain, on va innover. Le projet de budget du 1^{er} décembre pour 1981 prévoit non seulement une augmentation de 1 franc par jour — de 9,50 francs, la somme à laquelle on appelle habituellement 10,50 francs. — mais aussi une application de la même mesure à compter du 1^{er} janvier 1981... quelques semaines avant la présidentielle.

Il n'en [] pas moins []
voilà augmentation inférieure
du [] la vie. Le
prêt du [] ne [] prendre
du retard par rapport
à la salaire minimum interprofession-
nelle [] croissance [] sur
lequel [] organisations syndi-
cales [] suggèrent [] l'indexer. Les
appels du contingent []
sans doute [] au fait que,
si le budget de la []
une [] priorités [] par
l'Etat [] d'Estaline [] près
de 18 % d'accroissement sur
leur prêt continue d'être
par l'expansion. — J. I.

[illegible]

DIS

En prix, cette Edition
le situe l'un des
interessants dans
nc".

Grande-Armée.

s grandes villes ■ France.

Les révisions brutales des thérapeutes

Un cocktail explosif au quartier Latin

Pour le docteur Samitca, con-
stant au [REDACTED]
[REDACTED] la violence [REDACTED]
même la conception d'un enf

Les passifs

« Du bourrage de la conscience », a fait comprendre M. Y. Lacart, directeur du laboratoire, qui a dénoncé la prolifération de associations qui se font le mégalomanisme de défendre la société anglaise tout en plaçant la mort. Elles enkyraient les violents, et ils seraient-ils ? », a répondu un tour. Quelques minutes se sont écoulées : la mort n'est pas le seul moyen de thérapie. Les thérapeutes s'en rendent compte. Il ne faut pas se laisser emporter par la mort.

CHRISTIAN COLOMBAN

7, rue de l'Abbaye, 75005 P
325-47-81.

Les lycéens : écologistes et résignés

Enthousiastes, après des deux tiers d'entre eux affirment que le mariage « est en principe pour la vie, et ils ont des enfants et d'ailleurs... » Plus de la moitié d'entre eux n'ont pas, pour l'instant, de relations sexuelles et, de façon significative, ces personnes ont des relations sexuelles n'utilisent pas de procédé contraceptif.

Peu intéressés par leurs pro-

(1) Les résultats de cette enquête sont publiés dans un guide pour des *Étudiants*, n° 16 : « Les lycées ». En vente partout, 15 F et en commande, 21, rue de la Villeneuve (75002 Paris).

(2) Institut national de la santé et de la recherche médicale.

1. Identify the various

JUSTICE

La cour d'appel de Versailles examine l'affaire du talc Morhange

« Pour être paré que sa société
est financièrement portée
l'affaire, le conseil de la
« Albat », cinquante ans
directeur de Giraudan-Fran-
condamnés à l'émigration à qui
mois d'incarcération. Les
accusent les débats. Les
inculpés l'accusent de les avoir
lâchés dans la nature, sans
sans danger, sans qu'ils aient
avocant Robert Bestinier, re-
pique : « Même sur les bons
11 » Il déclare : « Je n'ai
soutient qu'il l'a même aux
liasseurs des documenta-

« Nous pensions avoir affaire à de vrais professionnels et nous nous sommes trompés », disait-il. En novembre 1944, il avait informé les membres du conseil de la situation.

La légalité des portiques de Fleury-Mérogis

Assigné pour voie de fait par les quatre avocats, le directeur du centre pénitentiaire aurait dû être condamné à 15 jours de prison, devant la première chambre du tribunal de grande instance de Paris. Mais le procureur général, M. Jacques Ferrillat, estimant la *voie de fait* non constituée, avait demandé au tribunal de se déclarer incompétent, l'affaire relevant selon lui de la seule juridiction administrative.

Ce n'est pas tellement la portée que lui est critiquée que la famille qui, sans M. Barthe, n'est pas *atteinte* du portique *faisant même* à L'Esplanade le portique somme un passage de l'avocat, le gardien de la prison, M. Barthe, ne servait. Aux yeux des avocats, cela constitue une violation du secret professionnel, et donc une *voie de fait*.

Le tribunal, par l'article 118 de son code de procédure pénale, M. Bar-

[illegible]

La main dans le sac

Ce grand moment de l'immortalité par une photographie a été produit à l'occasion de la distribution de certaines d'entre elles dans la région. Sur les quatre hommes : M. Raymond Barre, premier ministre, M. René Hufschmidt, ministre de l'Intérieur, M. René Pleven, ministre de l'Économie nationale, et M. Jacques Chirac, ministre de la Défense.

Lors de son interpellation, commençant du Havre fut trou- en possession d'une fausse ci- d'identité. Il murmura à l' d'ience qu'elle « avait été écar- du Havre pour ses activités ». Et il dira au prési- M. Henri Serrès : « J'aurais coup de classe à dire. Mais ne veux pas abuser de v- temps. Alors je vous le dé- écrite. De toute façon, le m- piquard » en temps utile. »

M. Edmond Maire gagne son procès contre un responsable communiste

Belfort. — Le tribunal de Belfort a rendu, ce vendredi 19 septembre, son jugement dans l'affaire opposant M. Edmond Maire à la C.F.D.T. à M. Jean Martin, secrétaire de la fédération du parti communiste du Territoire de Belfort, qui avait accusé M. Maire d'être parmi ceux qui avaient « pacifié l'Algérie aux lances-flammes ».

Le tribunal a reconnu celui-ci coupable du délit de diffamation politique envers un particulier et l'a condamné à verser 1 franc de dommages-intérêts à chacune des parties plaignantes. M. Martin est, en outre, condamné à 1.506 francs d'amende. La publication du dispositif du jugement a été ordonnée dans les journaux « le Monde », « l'Est républicain », « l'Alsace », « le Pays-la-Franche-Comté », mais non dans le « Matin » et « l'Humanité », comme le réclamait la C.F.D.T. (le Monde du 18 juin et du 1^{er} juillet).

Dans ses attributions, l'estime réservée à la section de la C.F.D.T. est évidente, qu'elle représente pour l'exercice de la personnalité civile « dans tous les actes de la vie juridique par son secrétaire général [son secrétaire général adjoint, ex, il a été nommé, et notent] » et « délégué », la notation « Edmond Maure est l'un de nos témoins » la qualité de secrétaire général « la C.F.D.T. ».

Il estime qu'un syndicat, « personne morale, peut être diffamé », que « la C.F.D.T. se trouve « être la principale cible du journal publié sous le pseudonyme de M. Charles Martin » et qu'il « autre la C.F.T.C. et la

sant à considérer que celle-ci est bien « en cause par les en très graves accusations qui se rapportent aux événements d'Algérie ».

Le tribunal citait, entre autres, « François Mitterrand, Edmond Maure, André Henry » maugré les « de nous quand il des leçons de démocratie ».

Ne? Croient-ils que nous ayons oublié qu'ils pacifistes l'Algérie au lance-flammes, qu'ils raient au mépris de la liberté qu'ils conspuent la presse qu'ils démolissent? ».

Le tribunal rejette les arguments de M. Martin (qui avait expliqué que ce passage visait uniquement le S.F.I.O.). Il estime

DÉTENUS AVEC LEURS AVOCATS

Ateliers juridiques de Fleury-Mérogis

Le passage sous le portique électronique de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis au barreau de Paris, M^{re} Yves André, Francis Teigen et Jacques Laroche devant la maison d'arrêt, les avocats qui assistent le détenu en foule. Ce n'est pas tellement le portique qui est le problème.

que qui est critiqué que la famille qui, selon M^r Baudelot, « est insaisissable... du portique... à l'ensemble ». Lorsque le parti communiste de l'avocat, les gardiens lui demandant d'ouvrir se servaient. Aux yeux des avocats, cela constitue une violation du secret professionnel, et donc une voie de fait. Sur l'article 118 du code de procédure pénale, M^r Baudelot a rappelé que « l'inculpé détenu peut (...) communiquer librement avec son conseil » et qu'il ne s'agit pas de restrictions à la communication ne peut s'appliquer au conseil de l'inculpé », sauf « au cas satisfaisant à la triple condition d'avoir été régulièrement choisi ou désigné d'agrément par l'exercice de sa profession et de présenter sa carte professionnelle. — Ch. Ct.

tique... Interrogé peu après l'annonce de ce jugement, M^r Martin a déclaré : « Je procède à un échec pour le M^r Edmond Ma... Pour le secrétaire de la fédération communiste, le secrétaire général de la C.F.D.T., « les trois objectifs : condamner le parti communiste national en tant que tel blanchir le parti socialiste y sont accomplis pendant guerre d'Algérie et pendant luttés contre la police dans les années soixante passer la R.D. du recensement ».

M^r Martin a, en outre, précisé qu'il ne ferait pas appel du jugement le condamnant pour « phrase répétitive et pour l'absence de jugement des valeurs ».

PATRICE MALIN

PATRICE MALINA

LE MONDE
des rubriques d'annon-
ceurs immobilières
travailleurs, out-ils

LES BUREAUX
de votre recherche

هكذا من الأصل

CRÉDIT GRATUIT 9 MOIS SUR LA FOURRURE JUSQU'AU 29 NOVEMBRE
à partir de 1000 F d'achat, sauf sur les articles marqués d'un point rouge, dès acceptation du dossier après versement comptant 20%. Les frais de crédit Cetelem sont pris en charge par les Galeries Lafayette, assurance (TBE variable) le montant (crédit).

ÉDUCATION

SCIENCES

SUPÉRIEUR

entre les universités

mots prononcés par M. Barre à propos des sciences humaines des disciplines artistiques ne suffiront pas à faire oublier les études de second cycle supprimées dans les jeunes universités. Les universités de Chambéry, de Perpignan, de Pau... devront donc « se spécialiser », selon l'expression de M. Barre. Tous ces jeunes établissements vont sans doute regretter la faveur qui leur avait été accordée, parfois il y a moins d'un an, par le ministre des universités en les transformant de centres universitaires en universités.

En échange, le premier ministre a offert aux universitaires une réflexion sur l'autonomie des universités. Grand admirateur des établissements américains, M. Barre a précisé qu'il souhaitait que les universités françaises se procurent elles-mêmes une partie de leurs ressources et financent les formations et les diplômes d'université propres. Cette autonomie, en contradiction avec la politique menée depuis quatre ans par Mme Samier-Séité, ouvre la voie à la concurrence entre les établissements. Elle laisse penser que seules quelques grandes universités pourront attirer les ressources financières humaines de ces diplômes qui sont reconnus par l'ensemble des entreprises et des administrations.

LES AXES DE LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE

La mise en œuvre de la première loi

Tout ce plus peut-on remarquer qu'il a été préféré l'homologation à M. Jacques Béguin, directeur des enseignements supérieurs.

Mais si le professeur Barre oublie Mme Samier-Séité, c'est aussi parce qu'il se comporte comme le nouveau ministre des universités. C'est lui qui reçoit les représentants des présidents d'université, c'est lui qui fait des déclarations à la presse, c'est lui qui a « personnellement » développé le développement de l'enseignement supérieur. C'est toujours lui qui a été le maître du travail.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

En revanche, les « déclarations » des présidents d'université ont été réduites à l'essentiel.

DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

Les premières grèves ont été moyennement suivies

Deuxième semaine de rentrée, première semaine de grèves : tandis que les élèves des académies de Limoges et de Toulouse reprenaient le chemin de l'école jeudi 18 septembre, après ceux de la région parisienne deux jours plus tôt, des grèves avaient lieu dans les établissements secondaires de neuf académies où la rentrée a eu lieu entre le 9 et le 11 septembre. Ces arrêts de travail répondaient à l'appel de six syndicats (1) (le Monde du 18 septembre) face « aux nouvelles dégradations des conditions de travail d'emploi et d'enseignement des personnels d'éducation du second degré. Le mot d'ordre a été diversement suivi : les syndicats déclarent, dans un communiqué, que « plus de la moitié des personnels des lycées et des collèges » étaient en grève ce jeudi, malgré « la campagne sans précédent orchestrée par le gouvernement, le trouble provoqué par les dirigeants des syndicats qui se sont fait délibérément les porte-parole du pouvoir, la censure sur les objectifs concrets de leur action ».

Les déclarations par les directeurs des lycées et des collèges sont moins élevées. Ainsi, à Rennes, notre correspondant nous indique que l'administration

était à 38,6 % de grévistes parmi les enseignants, 40 % à Orléans-Tours, 10 % à la proportion d'enseignants de type lycée, 10 % pourcentage qui descend à 10 % chez les professeurs d'éducation physique, à 1 % chez les surveillants ; les syndicats, eux, annoncent 40 à 70 % de grévistes pour l'ensemble du second degré.

Déqualification de la profession

L'appel à la grève lancé par les syndicats pour une semaine, les académies de Paris, Créteil, Versailles, Toulon et Limoges (le 25 septembre), Lille (le 26), Nantes (le 27), Le Syndicat national des enseignants (S.N.E.T.), qui donne, lui aussi, un mot d'ordre de grève pour le lundi, mardi, mercredi qui suivent les premières semaines de rentrée, a renouvelé cet appel jeudi, en précisant qu'il ne s'agit pas d'une grève « politique ».

Le président, M. Jean Borie, a déclaré la « nette déqualification » de la profession.

À Toulouse, M. Jean-Marie Baudouin (président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public, P.E.E.P.), a déclaré à la presse que les enseignants ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Un Cubain et un Soviétique sont lancés dans l'espace à bord de Soyouz-38

Après l'Américain, représenté par le Vietnamien Phan Tuan, au sein de l'Amérique latine, représentée par le Cubain Arnaldo Tamayo Mendez, de participer à une mission dans l'espace. Coéquipier du Soviétique Youri Romanenko, qui a séjourné dans Saliout-6 de décembre 1977 à mars 1978, Arnaldo Mendez a quitté la Terre, à bord du vaisseau Soyouz-38, le jeudi 18 septembre à 21 h 11 (heure française). Soyouz-38 doit s'amarrer ce vendredi à Saliout-6, où son équipage séjournera une semaine en compagnie des occupants « permanents » de la station, Leonid Popov et Valeri Rioumine.

Puis Romanenko et Mendez s'attelleront au sol à bord de Soyouz-37, qui conduisit vers Saliout-6 Victor Patsaev et Phan Tuan, et qui est actuellement fixé sur Saliout-6. Chaque équipage visiteur laisse, en effet, le Soyouz qui l'a amené et ramène celui qui avait transporté l'équipage précédent. Ainsi, Popov et Rioumine ont-ils toujours avec eux — dans le vaisseau — le matériel nécessaire à la survie en cas d'incident.

— un Soyouz qui a été réutilisé dans l'espace — il est en 1942 à Guantanamo, la ville où les États-Unis maintiennent une base militaire.

Le vaisseau Soyouz-38, lancé comme un missile Orpheon, est le premier vaisseau à être lancé par un lanceur à trois étages.

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

le même Rioumine — qui aura alors un an de vie orbitale à son actif.

Le programme spatial soviétique a pris depuis trois ans un caractère bellement répétitif qu'on peut qualifier de « grands révisions » qui se passent. Mais il peut toujours se produire un incident. Ce vendredi, l'équipage du Soyouz-38 n'a pas encore effectué la phase délicate de la mission : l'amarrage à Saliout-6. En avril 1979, un équipage soviéto-bulgare avait pu rejoindre Saliout-6, mais il n'avait pu revenir en raison des conditions quelque peu acrobatiques.

Mais quel que soit l'avenir proche, l'envol du vaisseau d'Arnaldo Mendez, trente-huit ans, lieutenant-colonel de l'armée de l'air, a été accueilli avec enthousiasme à Cuba où il a été attendu jeudi en fin d'après-midi. Le vaisseau a été reçu par la télévision, les journaux et les éditions spéciales. Il a été dit que la biographie de Arnaldo Mendez a tout pour en faire un héros populaire. Mendez — il est donc un ancien — avait le premier atterri dans l'espace — il est en 1942 à Guantanamo, la ville où les États-Unis maintiennent une base militaire.

Le vaisseau Soyouz-38, lancé comme un missile Orpheon, est le premier vaisseau à être lancé par un lanceur à trois étages.

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Il a affirmé jeudi que les parents ont été « déqualifiés ».

Ilya des marchés qui vous présentent un visage impénétrable.



Peut-on vendre au Japon?
En Corée du Sud? Aux Philippines?
Quels contacts prendre?
Quelles procédures suivre?
Quels faux éviter?
Ces questions et bien d'autres, posez-les à la Société Générale.

Les responsables de ses agences et les spécialistes de sa Direction Internationale vous informeront et faciliteront vos opérations.

AGENCE GÉNÉRALE
DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES
80 Boulevard des Capucines 75009 PARIS
TOKYO, SEOUL, HONG KONG, SINGAPORE, MANILLE, KARACHI, NEW DELHI
Membre de l'Association des Banques Internationales.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

(Publicité)
La Société Générale organise, chaque année, un cycle de formation interdisciplinaire en Aménagement et en Urbanisme.
Pour tous renseignements s'adresser à : 80, rue de la Fédération, Paris, tél. 567-35-34 poste 811.

TRANSPORTS

AU COURS DES DIX PROCHAINES ANNÉES

Les compagnies aériennes prévoient une faible augmentation de leur trafic et des difficultés d'exploitation

Pour les sept prochaines années, 1979 et 1980 inclus, les compagnies aériennes de l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI) prévoient une faible augmentation de leur trafic et des difficultés d'exploitation.

Les perspectives sont apparues sur la base d'un taux moyen de croissance de l'économie mondiale de 4 % par an, un taux de croissance annuel de 7 % jusqu'en 1985, puis d'une augmentation régulière de 10 % de 1986 à 1990 et de 13 % durant les années suivantes.

Sur le fret, le taux d'accroissement prévu pour les années 80 devrait être de 8 % par an, soit une diminution par rapport aux résultats enregistrés précédemment. Au cours de la dernière décennie, le trafic de marchandises a connu une expansion mondiale, le renchérissement du prix du pétrole, des difficultés d'exploitation et des incertitudes sur l'extension du trafic promotionnels n'ont pas permis de remplir ces objectifs.

En ce qui concerne les relations publiques de l'aéronautique, le service des transports aériens a la direction générale de l'aviation civile, vient de confirmer ses tendances et analyse les évolutions.

quant quelques-uns des trafics aériens occidentaux au cours du premier semestre. Ainsi, l'Aéroport de Paris a connu une croissance de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Si les recettes globales ont augmenté de 20 %, atteignant 70 milliards de dollars, les dépenses ont augmenté de 25 %, pour s'établir à 87,5 milliards de dollars. Si les compagnies aériennes ont pu maintenir leurs bénéfices, c'est grâce à la baisse des coûts d'exploitation.

Les compagnies aériennes ont prévu une faible augmentation de leur trafic et des difficultés d'exploitation. Les perspectives sont apparues sur la base d'un taux moyen de croissance de l'économie mondiale de 4 % par an, un taux de croissance annuel de 7 % jusqu'en 1985, puis d'une augmentation régulière de 10 % de 1986 à 1990 et de 13 % durant les années suivantes.

En ce qui concerne les relations publiques de l'aéronautique, le service des transports aériens a la direction générale de l'aviation civile, vient de confirmer ses tendances et analyse les évolutions.

SPORTS

FOOTBALL

Violences autour des stades britanniques

Huit morts en deux ans

Les violences autour des stades britanniques ont connu une recrudescence au cours des deux dernières années. Les supporters ont été impliqués dans des émeutes, des incendies et des actes de violence.

En quelques jours, Craig Brown, le directeur du stade de Middlesbrough, a été victime d'une agression. Le stade de Liverpool a été incendié, et des supporters ont été blessés.

C'est au stade de Nottingham que la violence a atteint son paroxysme. Des supporters ont été tués, et des milliers de personnes ont été blessées.

Pour ce qui concerne les prérogatives des victimes, elles ont été réduites. Les autorités ont tenté de contrôler les supporters, mais sans succès.

TENNIS

NICE REMPORTE LES INTER-CLUBS

Pour la quatrième année consécutive, le club de tennis de Nice a remporté le tournoi des Inter-Clubs. Les joueurs de Nice ont montré une grande maîtrise et ont battu leurs adversaires.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Concurrence et bilatéralisme

La multiplication du nombre des compagnies a fait jouer une concurrence de plus en plus dure.

Les compagnies les plus puissantes ont tenté de jouer à la baisse les prix, mais elles ont été contraintes de reculer.

Les compagnies américaines, qui avaient gagné un milliard de dollars en 1979, ont subi une baisse de 10 % en 1980.

Elles n'ont pas pu maintenir leurs bénéfices, et elles ont dû réduire leurs dépenses.

La violence a atteint son paroxysme. Des supporters ont été tués, et des milliers de personnes ont été blessées.

Pour ce qui concerne les prérogatives des victimes, elles ont été réduites. Les autorités ont tenté de contrôler les supporters, mais sans succès.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

Le tournoi des Inter-Clubs a été organisé à Nice. Les joueurs de Nice ont remporté le tournoi, et les joueurs de l'équipe de France ont été éliminés.

PÊCHE

Les conséquences de la grève des chalutiers

UNE LOURDE FACTURE POUR LE PORT DU HAVRE

(De notre correspondant.)

Le Havre. — Le conseil d'administration du Port autonome du Havre (P.A.H.), qui s'est réuni le 12 septembre dernier, a principalement examiné les projets financiers pour la période 1981-1985, ainsi que les lourdes conséquences du blocus du port par les marins-pêcheurs en grève.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

Le P.A.H. a constaté que la diminution du trafic du pétrole brut, pouvant être compensée par la croissance du trafic du charbon, des solides en vrac et des produits chimiques, n'a pas permis de maintenir le niveau de l'activité du port.

URBANISME

Le nouveau plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris

Le nouveau plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

Le plan de sauvegarde du Marais est examiné par le Conseil de Paris. Le plan prévoit la destruction de 100 000 mètres carrés de bâtiments, et la création de 100 000 mètres carrés de nouveaux bâtiments.

INSTITUT DU MONDE ARABE : un autre terrain pour les sports ?

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a reçu le mercredi 17 septembre à déjeuner les ambassadeurs des dix-neuf pays arabes fondateurs de l'Institut du monde arabe. Le ministre a précisé la portée de son projet de loi, et a souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes et la France.

هكذا من الأصل

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

Jeux

échecs N° 883

UNE OBSESSION

(Championnat de Yougoslavie, septembre 1980)
Blancs : VUKIC
Noirs : BOGDANOVIC

La quatrième édition du tournoi international Interpolis a commencé jeudi 18 septembre à Tilburg (Pays-Bas). La Fédération internationale des échecs (FIDE) a donné la qualification 15 à ce tournoi (la plus haute qualification internationale) qui enregistre une forte participation, avec notamment la présence du champion du monde Anatoly Karpov (U.R.S.S.), Michael Tal (Roumanie), Boris Spassky (U.R.S.S.), Robert Huebner (R.F.A.), Jan Timman (Hol.), Andersson (Suède), Bent Larsen (Dan.).

1. d4 c5 2. d5 3. d6 4. d7 5. d8 6. d9 7. d10 8. d11 9. d12 10. d13 11. d14 12. d15 13. d16 14. d17 15. d18 16. d19 17. d20 18. d21 19. d22 20. d23 21. d24 22. d25 23. d26 24. d27 25. d28 26. d29 27. d30 28. d31 29. d32 30. d33 31. d34 32. d35 33. d36 34. d37 35. d38 36. d39 37. d40 38. d41 39. d42 40. d43 41. d44 42. d45 43. d46 44. d47 45. d48 46. d49 47. d50 48. d51 49. d52 50. d53 51. d54 52. d55 53. d56 54. d57 55. d58 56. d59 57. d60 58. d61 59. d62 60. d63 61. d64 62. d65 63. d66 64. d67 65. d68 66. d69 67. d70 68. d71 69. d72 70. d73 71. d74 72. d75 73. d76 74. d77 75. d78 76. d79 77. d80 78. d81 79. d82 80. d83 81. d84 82. d85 83. d86 84. d87 85. d88 86. d89 87. d90 88. d91 89. d92 90. d93 91. d94 92. d95 93. d96 94. d97 95. d98 96. d99 97. d100 98. d101 99. d102 100. d103 101. d104 102. d105 103. d106 104. d107 105. d108 106. d109 107. d110 108. d111 109. d112 110. d113 111. d114 112. d115 113. d116 114. d117 115. d118 116. d119 117. d120 118. d121 119. d122 120. d123 121. d124 122. d125 123. d126 124. d127 125. d128 126. d129 127. d130 128. d131 129. d132 130. d133 131. d134 132. d135 133. d136 134. d137 135. d138 136. d139 137. d140 138. d141 139. d142 140. d143 141. d144 142. d145 143. d146 144. d147 145. d148 146. d149 147. d150 148. d151 149. d152 150. d153 151. d154 152. d155 153. d156 154. d157 155. d158 156. d159 157. d160 158. d161 159. d162 160. d163 161. d164 162. d165 163. d166 164. d167 165. d168 166. d169 167. d170 168. d171 169. d172 170. d173 171. d174 172. d175 173. d176 174. d177 175. d178 176. d179 177. d180 178. d181 179. d182 180. d183 181. d184 182. d185 183. d186 184. d187 185. d188 186. d189 187. d190 188. d191 189. d192 190. d193 191. d194 192. d195 193. d196 194. d197 195. d198 196. d199 197. d200 198. d201 199. d202 200. d203 201. d204 202. d205 203. d206 204. d207 205. d208 206. d209 207. d210 208. d211 209. d212 210. d213 211. d214 212. d215 213. d216 214. d217 215. d218 216. d219 217. d220 218. d221 219. d222 220. d223 221. d224 222. d225 223. d226 224. d227 225. d228 226. d229 227. d230 228. d231 229. d232 230. d233 231. d234 232. d235 233. d236 234. d237 235. d238 236. d239 237. d240 238. d241 239. d242 240. d243 241. d244 242. d245 243. d246 244. d247 245. d248 246. d249 247. d250 248. d251 249. d252 250. d253 251. d254 252. d255 253. d256 254. d257 255. d258 256. d259 257. d260 258. d261 259. d262 260. d263 261. d264 262. d265 263. d266 264. d267 265. d268 266. d269 267. d270 268. d271 269. d272 270. d273 271. d274 272. d275 273. d276 274. d277 275. d278 276. d279 277. d280 278. d281 279. d282 280. d283 281. d284 282. d285 283. d286 284. d287 285. d288 286. d289 287. d290 288. d291 289. d292 290. d293 291. d294 292. d295 293. d296 294. d297 295. d298 296. d299 297. d300 298. d301 299. d302 300. d303 301. d304 302. d305 303. d306 304. d307 305. d308 306. d309 307. d310 308. d311 309. d312 310. d313 311. d314 312. d315 313. d316 314. d317 315. d318 316. d319 317. d320 318. d321 319. d322 320. d323 321. d324 322. d325 323. d326 324. d327 325. d328 326. d329 327. d330 328. d331 329. d332 330. d333 331. d334 332. d335 333. d336 334. d337 335. d338 336. d339 337. d340 338. d341 339. d342 340. d343 341. d344 342. d345 343. d346 344. d347 345. d348 346. d349 347. d350 348. d351 349. d352 350. d353 351. d354 352. d355 353. d356 354. d357 355. d358 356. d359 357. d360 358. d361 359. d362 360. d363 361. d364 362. d365 363. d366 364. d367 365. d368 366. d369 367. d370 368. d371 369. d372 370. d373 371. d374 372. d375 373. d376 374. d377 375. d378 376. d379 377. d380 378. d381 379. d382 380. d383 381. d384 382. d385 383. d386 384. d387 385. d388 386. d389 387. d390 388. d391 389. d392 390. d393 391. d394 392. d395 393. d396 394. d397 395. d398 396. d399 397. d400 398. d401 399. d402 400. d403 401. d404 402. d405 403. d406 404. d407 405. d408 406. d409 407. d410 408. d411 409. d412 410. d413 411. d414 412. d415 413. d416 414. d417 415. d418 416. d419 417. d420 418. d421 419. d422 420. d423 421. d424 422. d425 423. d426 424. d427 425. d428 426. d429 427. d430 428. d431 429. d432 430. d433 431. d434 432. d435 433. d436 434. d437 435. d438 436. d439 437. d440 438. d441 439. d442 440. d443 441. d444 442. d445 443. d446 444. d447 445. d448 446. d449 447. d450 448. d451 449. d452 450. d453 451. d454 452. d455 453. d456 454. d457 455. d458 456. d459 457. d460 458. d461 459. d462 460. d463 461. d464 462. d465 463. d466 464. d467 465. d468 466. d469 467. d470 468. d471 469. d472 470. d473 471. d474 472. d475 473. d476 474. d477 475. d478 476. d479 477. d480 478. d481 479. d482 480. d483 481. d484 482. d485 483. d486 484. d487 485. d488 486. d489 487. d490 488. d491 489. d492 490. d493 491. d494 492. d495 493. d496 494. d497 495. d498 496. d499 497. d500 498. d501 499. d502 500. d503 501. d504 502. d505 503. d506 504. d507 505. d508 506. d509 507. d510 508. d511 509. d512 510. d513 511. d514 512. d515 513. d516 514. d517 515. d518 516. d519 517. d520 518. d521 519. d522 520. d523 521. d524 522. d525 523. d526 524. d527 525. d528 526. d529 527. d530 528. d531 529. d532 530. d533 531. d534 532. d535 533. d536 534. d537 535. d538 536. d539 537. d540 538. d541 539. d542 540. d543 541. d544 542. d545 543. d546 544. d547 545. d548 546. d549 547. d550 548. d551 549. d552 550. d553 551. d554 552. d555 553. d556 554. d557 555. d558 556. d559 557. d560 558. d561 559. d562 560. d563 561. d564 562. d565 563. d566 564. d567 565. d568 566. d569 567. d570 568. d571 569. d572 570. d573 571. d574 572. d575 573. d576 574. d577 575. d578 576. d579 577. d580 578. d581 579. d582 580. d583 581. d584 582. d585 583. d586 584. d587 585. d588 586. d589 587. d590 588. d591 589. d592 590. d593 591. d594 592. d595 593. d596 594. d597 595. d598 596. d599 597. d600 598. d601 599. d602 600. d603 601. d604 602. d605 603. d606 604. d607 605. d608 606. d609 607. d610 608. d611 609. d612 610. d613 611. d614 612. d615 613. d616 614. d617 615. d618 616. d619 617. d620 618. d621 619. d622 620. d623 621. d624 622. d625 623. d626 624. d627 625. d628 626. d629 627. d630 628. d631 629. d632 630. d633 631. d634 632. d635 633. d636 634. d637 635. d638 636. d639 637. d640 638. d641 639. d642 640. d643 641. d644 642. d645 643. d646 644. d647 645. d648 646. d649 647. d650 648. d651 649. d652 650. d653 651. d654 652. d655 653. d656 654. d657 655. d658 656. d659 657. d660 658. d661 659. d662 660. d663 661. d664 662. d665 663. d666 664. d667 665. d668 666. d669 667. d670 668. d671 669. d672 670. d673 671. d674 672. d675 673. d676 674. d677 675. d678 676. d679 677. d680 678. d681 679. d682 680. d683 681. d684 682. d685 683. d686 684. d687 685. d688 686. d689 687. d690 688. d691 689. d692 690. d693 691. d694 692. d695 693. d696 694. d697 695. d698 696. d699 697. d700 698. d701 699. d702 700. d703 701. d704 702. d705 703. d706 704. d707 705. d708 706. d709 707. d710 708. d711 709. d712 710. d713 711. d714 712. d715 713. d716 714. d717 715. d718 716. d719 717. d720 718. d721 719. d722 720. d723 721. d724 722. d725 723. d726 724. d727 725. d728 726. d729 727. d730 728. d731 729. d732 730. d733 731. d734 732. d735 733. d736 734. d737 735. d738 736. d739 737. d740 738. d741 739. d742 740. d743 741. d744 742. d745 743. d746 744. d747 745. d748 746. d749 747. d750 748. d751 749. d752 750. d753 751. d754 752. d755 753. d756 754. d757 755. d758 756. d759 757. d760 758. d761 759. d762 760. d763 761. d764 762. d765 763. d766 764. d767 765. d768 766. d769 767. d770 768. d771 769. d772 770. d773 771. d774 772. d775 773. d776 774. d777 775. d778 776. d779 777. d780 778. d781 779. d782 780. d783 781. d784 782. d785 783. d786 784. d787 785. d788 786. d789 787. d790 788. d791 789. d792 790. d793 791. d794 792. d795 793. d796 794. d797 795. d798 796. d799 797. d800 798. d801 799. d802 800. d803 801. d804 802. d805 803. d806 804. d807 805. d808 806. d809 807. d810 808. d811 809. d812 810. d813 811. d814 812. d815 813. d816 814. d817 815. d818 816. d819 817. d820 818. d821 819. d822 820. d823 821. d824 822. d825 823. d826 824. d827 825. d828 826. d829 827. d830 828. d831 829. d832 830. d833 831. d834 832. d835 833. d836 834. d837 835. d838 836. d839 837. d840 838. d841 839. d842 840. d843 841. d844 842. d845 843. d846 844. d847 845. d848 846. d849 847. d850 848. d851 849. d852 850. d853 851. d854 852. d855 853. d856 854. d857 855. d858 856. d859 857. d860 858. d861 859. d862 860. d863 861. d864 862. d865 863. d866 864. d867 865. d868 866. d869 867. d870 868. d871 869. d872 870. d873 871. d874 872. d875 873. d876 874. d877 875. d878 876. d879 877. d880 878. d881 879. d882 880. d883 881. d884 882. d885 883. d886 884. d887 885. d888 886. d889 887. d890 888. d891 889. d892 890. d893 891. d894 892. d895 893. d896 894. d897 895. d898 896. d899 897. d900 898. d901 899. d902 900. d903 901. d904 902. d905 903. d906 904. d907 905. d908 906. d909 907. d910 908. d911 909. d912 910. d913 911. d914 912. d915 913. d916 914. d917 915. d918 916. d919 917. d920 918. d921 919. d922 920. d923 921. d924 922. d925 923. d926 924. d927 925. d928 926. d929 927. d930 928. d931 929. d932 930. d933 931. d934 932. d935 933. d936 934. d937 935. d938 936. d939 937. d940 938. d941 939. d942 940. d943 941. d944 942. d945 943. d946 944. d947 945. d948 946. d949 947. d950 948. d951 949. d952 950. d953 951. d954 952. d955 953. d956 954. d957 955. d958 956. d959 957. d960 958. d961 959. d962 960. d963 961. d964 962. d965 963. d966 964. d967 965. d968 966. d969 967. d970 968. d971 969. d972 970. d973 971. d974 972. d975 973. d976 974. d977 975. d978 976. d979 977. d980 978. d981 979. d982 980. d983 981. d984 982. d985 983. d986 984. d987 985. d988 986. d989 987. d990 988. d991 989. d992 990. d993 991. d994 992. d995 993. d996 994. d997 995. d998 996. d999 997. d1000 998. d1001 999. d1002 1000. d1003 1001. d1004 1002. d1005 1003. d1006 1004. d1007 1005. d1008 1006. d1009 1007. d1010 1008. d1011 1009. d1012 1010. d1013 1011. d1014 1012. d1015 1013. d1016 1014. d1017 1015. d1018 1016. d1019 1017. d1020 1018. d1021 1019. d1022 1020. d1023 1021. d1024 1022. d1025 1023. d1026 1024. d1027 1025. d1028 1026. d1029 1027. d1030 1028. d1031 1029. d1032 1030. d1033 1031. d1034 1032. d1035 1033. d1036 1034. d1037 1035. d1038 1036. d1039 1037. d1040 1038. d1041 1039. d1042 1040. d1043 1041. d1044 1042. d1045 1043. d1046 1044. d1047 1045. d1048 1046. d1049 1047. d1050 1048. d1051 1049. d1052 1050. d1053 1051. d1054 1052. d1055 1053. d1056 1054. d1057 1055. d1058 1056. d1059 1057. d1060 1058. d1061 1059. d1062 1060. d1063 1061. d1064 1062. d1065 1063. d1066 1064. d1067 1065. d1068 1066. d1069 1067. d1070 1068. d1071 1069. d1072 1070. d1073 1071. d1074 1072. d1075 1073. d1076 1074. d1077 1075. d1078 1076. d1079 1077. d1080 1078. d1081 1079. d1082 1080. d1083 1081. d1084 1082. d1085 1083. d1086 1084. d1087 1085. d1088 1086. d1089 1087. d1090 1088. d1091 1089. d1092 1090. d1093 1091. d1094 1092. d1095 1093. d1096 1094. d1097 1095. d1098 1096. d1099 1097. d1100 1098. d1101 1099. d1102 1100. d1103 1101. d1104 1102. d1105 1103. d1106 1104. d1107 1105. d1108 1106. d1109 1107. d1110 1108. d1111 1109. d1112 1110. d1113 1111. d1114 1112. d1115 1113. d1116 1114. d1117 1115. d1118 1116. d1119 1117. d1120 1118. d1121 1119. d1122 1120. d1123 1121. d1124 1122. d1125 1123. d1126 1124. d1127 1125. d1128 1126. d1129 1127. d1130 1128. d1131 1129. d1132 1130. d1133 1131. d1134 1132. d1135 1133. d1136 1134. d1137 1135. d1138 1136. d1139 1137. d1140 1138. d1141 1139. d1142 1140. d1143 1141. d1144 1142. d1145 1143. d1146 1144. d1147 1145. d1148 1146. d1149 1147. d1150 1148. d1151 1149. d1152 1150. d1153 1151. d1154 1152. d1155 1153. d1156 1154. d1157 1155. d1158 1156. d1159 1157. d1160 1158. d1161 1159. d1162 1160. d1163 1161. d1164 1162. d1165 1163. d1166 1164. d1167 1165. d1168 1166. d1169 1167. d1170 1168. d1171 1169. d1172 1170. d1173 1171. d1174 1172. d1175 1173. d1176 1174. d1177 1175. d1178 1176. d1179 1177. d1180 1178. d1181 1179. d1182 1180. d1183 1181. d1184 1182. d1185 1183. d1186 1184. d1187 1185. d1188 1186. d1189 1187. d1190 1188. d1191 1189. d1192 1190. d1193 1191. d1194 1192. d1195 1193. d1196 1194. d1197 1195. d1198 1196. d1199 1197. d1200 1198. d1201 1199. d1202 1200. d1203 1201. d1204 1202. d1205 1203. d1206 1204. d1207 1205. d1208 1206. d1209 1207. d1210 1208. d1211 1209. d1212 1210. d1213 1211. d1214 1212. d1215 1213. d1216 1214. d1217 1215. d1218 1216. d1219 1217. d1220 1218. d1221 1219. d1222 1220. d1223 1221. d1224 1222. d1225 1223. d1226 1224. d1227 1225. d1228 1226. d1229 1227. d1230 1228. d1231 1229. d1232 1230. d1233 1231. d1234 1232. d1235 1233. d1236 1234. d1237 1235. d1238 1236. d1239 1237. d1240 1238. d1241 1239. d1242 1240. d1243 1241. d1244 1242. d1245 1243. d1246 1244. d1247 1245. d1248 1246. d1249 1247. d1250 1248. d1251 1249. d1252 1250. d1253 1251. d1254 1252. d1255 1253. d1256 1254. d1257 1255. d1258 1256. d1259 1257. d1260 1258. d1261 1259. d1262 1260. d1263 1261. d1264 1262. d1265 1263. d1266 1264. d1267 1265. d1268 1266. d1269 1267. d1270 1268. d1271 1269. d1272 1270. d1273 1271. d1274 1272. d1275 1273. d1276 1274. d1277 1275. d1278 1276. d1279 1277. d1280 1278. d1281 1279. d1282 1280. d1283 1281

CINÉMA

« POTICHE », de Barillet et Grédy

Pour Jacqueline Maillan

MICHEL COURNOT.
 * Petit Montparnasse, 20 h. 30.

Le "méthode" de l'American Metteur en scène, 1935, Marie Curran, fut mentionné de nombreux nouveaux auteurs comme Clifford Odets, John Shaw, John Howard Lawson, Richard Anderson, Arthur Miller, Carson McCuller.

Après la guerre, il était devenu un des critiques les plus importants dans des hebdomadaires de gauche comme New Republic puis, depuis 1953 jusqu'à sa mort dans The Nation. Un homme élégant, cultivé, engagé dans toutes les batailles de son temps, qu'il s'agisse de défendre les forces sociales et culturelles, ou de défendre la liberté d'expression.

BOURSE-ÉCHANGES
minéraux · fossiles · coquillages
papillons · insectes

ENTREPOS D'AUSTERLITZ
24 QUAI D'AUSTERLITZ 75013 PARIS
DE 10 H À 18 H PRES MÉTRO D'ORLÈANS-AUSTERLITZ ET QUAI DE LA GARE

Places JMF ■ 20 F en www :
■ François Miron - tél. : 278.19

★ Théâtre Antoine, 20 ■ ■

En 1967, avait été créée à la Sorbonne une maîtrise d'études théâtrales. En 1971, à l'occasion de la réforme du second cycle, l'Institut d'études théâtrales de Paris - III - Censier avait été autorisé à mettre en place et à délivrer une licence en études théâtrales. Dans le cadre des dispositions relatives à la mise en place de la licence, il s'agit de refuser la création d'une licence en études théâtrales à Paris - III - Censier. Le ministre avait, en effet, déclaré que la spécialisation dans ce domaine ne saurait avoir lieu qu'au niveau du doctorat de troisième cycle.

La ville éternelle... éphémère

Alors que le Centre historique de Rome vient d'être inscrit à l'Unesco, plusieurs des monuments les plus célèbres de la ville ont subi de graves dommages. Trajan, l'arc de Septime Sévère, sous les grandes voûtes vertes pour une durée de cinq à vingt ans, selon le seul moyen de protéger la pollution, au moins de la « pluie acide » (le résultat d'un mélange d'échappement mélangé à la pluie forme un acide sulfurique léger), qui attaque le marbre, dans la ville.

Cependant, c'est un scandale : 180 milliards de francs (900 millions de francs), qui sont destinés à nettoyer les monuments, sont répercutés pour permettre d'éviter les dégâts de s'aggraver en ne permettant pas de prendre les mesures nécessaires.

M. de Rostkowski, architecteologue de la ville, a demandé un traitement trop

se faire d'illusions. Il craint, en effet, que la longueur des débats, que les moments complètement en ruine avant que le Parlement ait pu se prononcer.

Il sérieusement. M. de La Borja affirme que quatre cinquièmes des sculptures romaines datent du premier au quatrième siècle. Les chrétiens auraient disparu vers l'an 2000 si la pollution humaine ses ravages. Sur ce plan, il a beaucoup mis au point le Vile du Port Imperial, construite par Mussolini, qui a été détruite par les Allemands, qui ont été l'archéologue. Un désastre de planning urbain.

(A.F.P.)

■ « En revenant d'expos, de Claude Grumberg, par le Musée de Campagnol. Entrée à la Cartouche du Soleil à partir du 19 septembre, 20 h. 30. Jusqu'au 15 novembre, le dimanche, 15 heures, relâche lundi.

[illegible]

Un mois de films québécois

[illegible]

De **bonne prise de conscience** témoignent deux films récents : **"L'Homme d'Abitibi"** (1979), d'André Blanchard, film du jeune primé au dernier Festival de Mannheim, et **"Le pays d'Abitibi"** (1980) de Pierre Perron. Un film qui nous fait voir que le pays existe, sa culture, sa sensibilité particulière, qu'on ne se contente pas de la carte d'une plume.

Le nombre de spectateurs du
salles de cinéma a
lundi depuis la mise en applica-
tion des nouveaux tarifs, le 1^{er} septembre
indique un communiqué
ministère de la culture et de
communication.

« L'augmentation hebdomadaire
de la fréquentation
précisé, se répartit pour la
sur trois jours
ne se
aux quelques films importants
à l'ensemble des films.
moyenne des résultats a sup-
près de 100 000 spectateurs
pour le dimanche de la

de Jean-Claude Grumberg
du 15 septembre au 15 novembre
THEATRE DU SOLEIL - CARNAUCHÈRE (02 31 44 00 74 - 03)

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne I.E.	ANNONCES ENREGISTRÉES	La ligne	La ligne I.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	57,00	OFFRES D'EMPLOI	30,00	30,00
IMMOBILIER	14,00	14,00	DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,00
AUTOMOBILES	30,00	30,00	IMMOBILIER	25,00	25,00
AGENDA	30,00	30,00	AUTOMOBILES	25,00	25,00
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	105,00	AGENDA	25,00	25,00
			PROP. COMM. CAPITAUX	25,00	25,00

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

fonctions commerciales . fonctions commerciales

Directeur régional de vente marché industriel

BSN-EMBALLAGE, n°1 en France de l'emballage en verre (bouteilles, pots, flacons) avec un C.A. de l'ordre de 2 milliards de francs, recherche son directeur régional de vente Ile-de-France et Nord.
Il est responsable du développement d'un C.A. de plus de 300 millions de francs réalisé par la vente de bouteilles. La clientèle de sa région comprend bon nombre des industries les plus importantes en France du marché des boissons. Il dirige une équipe de 15 personnes, dont 7 cadres : 6 commerciaux et 1 responsable administratif. Il contribue à l'élaboration de la politique commerciale en apportant la connaissance des problèmes de sa région et bénéficie d'une grande autonomie d'action dans le cadre d'objectifs négociés.

Ce poste offre de larges responsabilités commerciales et humaines. Il sera confié à un diplômé d'études supérieures (HEC, ESC, IEP, Ingénieur) ayant acquis au moins 5 ans d'expérience de commercialisation de produits industriels (emballages de préférence) et assuré l'encadrement d'une équipe. Lieu du poste : PARIS.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. JC 22 M, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

ORGANISME NATIONAL SECTEUR TERTIAIRE

recherche pour BORDEAUX - NANCY

DIRECTEURS REGIONAUX

(formation supérieure - économique, financière)

- Apres il crée et développe une déléguée avec la responsabilité d'un Personnel.
- Des tâches de marketing (produits financiers) et des tâches publiques.
- Une pratique des contacts à tous niveaux.

CV, photo, 2000 francs, sous réf. JC 22 M, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à PARFRANCE Annonces, 4, rue de Valenciennes 75008 Paris.

qui réalisent

GFC

Groupe Français de Commerce - 350, rue de Valenciennes 75015 Paris

directeur commercial

350.000 F an ±

Important Industriel multinationale, recherche pour la France un Directeur Commercial (siège : Paris).
Le candidat, au Président, il animerait un effectif de 150 personnes (ventes, marketing, S.A.V., ...) et aura pour principales missions :
- d'élaborer, en collaboration avec le Président, la stratégie Marketing, puis de la faire appliquer par ses équipes
- de contrôler les performances financières du groupe
- de contrôler en place et coordonner des groupes de travail au niveau du développement des produits et de leur adaptation au marché.
Homme terrain, mais également synthétique, le candidat doit être âgé de plus de 35 ans, avoir acquis son expérience dans un secteur de marketing d'équipement distribué par un réseau de vente et avoir une maîtrise des techniques de vente avec succès.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Envoyez votre CV sous réf. M 850 NS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue.

CASSETTES VIDEO Jeunes Femmes

Cadres commerciales

100 000 F +

Une importante entreprise, renommée dans le domaine de la hi-fi, crée une filiale pour commercialiser ses produits, également une marque mondiale : CASSETTES hi-fi et vidéo, magnétiques, dont elle a l'exclusivité pour la France. Son Directeur offre à des jeunes femmes ayant l'expérience de la vente et des connaissances techniques, l'opportunité de se créer des débouchés d'avenir dans un marché en expansion. Les postes, offerts à Paris et en Province, conviennent à de jeunes « gagneuses » très autonomes, désireuses de participer à la réussite d'une équipe de vente nationale.

Secteurs offerts : Paris et Région Parisienne, Nord-Ouest, Nord-Est, Sud-Est, Sud-Ouest, Bretagne.
Rémunération : fixe + primes (de l'ordre de 100 000 F 1^{re} année) + frais.

Adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant la Région souhaitée sous réf. JC 23 M à M. J. FOURNIAT - 33, Quai Gallieni, 92152 SURESNES. Discretion absolue.

Abouja, Barcelone, Bruxelles, Casablanca, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

REGION OUEST

CADRE COMMERCIAL

MONOPLAST S.A. est la seule entreprise de la région Ouest spécialisée dans la vente de produits de consommation courante.
La Société est solidement implantée dans l'Ouest de la France.
Rattaché au Directeur des Ventes, le Cadre Commercial, responsable de son secteur, assure les ventes avec une clientèle composée en majeure partie de particuliers.

Le candidat doit être un jeune commercial, âgé de moins de 35 ans, titulaire d'un diplôme de 3^{ème} année de la vente, de préférence de produits de consommation courante.
Rémunération : fixe + primes (de l'ordre de 100 000 F 1^{re} année) + frais.

Adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant la Région souhaitée sous réf. JC 23 M à M. J. FOURNIAT - 33, Quai Gallieni, 92152 SURESNES. Discretion absolue.

8 rue de Berri 75008 Paris 359.15.82

SECIM

Filiale du groupe CREUSOT-LOIRE recherche pour renforcer le Service Commercial de son département PRESSES HYDRAULIQUES

ingénieur commercial

Il aura pour mission, avec l'appui des différents services de l'entreprise (B.E. juridiques et financières), de négocier et vendre auprès d'industries Françaises et Étrangères des presses hydrauliques de grande puissance (presses à filer et à forger).

Ce poste pourrait convenir soit à un jeune technicien (niveau Ingénieur ou équivalent) - option mécanique privilégiée - ayant une première expérience en B.E., préparation, estimation des coûts, et souhaitant se diriger vers une fonction commerciale, soit à un autodidacte confirmé dans la vente de biens industriels.

- Travail à la Commission ; déplacements fréquents ; courte durée à prévoir en France et à l'étranger.
- Anglais indispensable.

Merci d'envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 775 au

Cabinet Jean-Claude MAINTY
Gestion du Personnel,
397 rue de Valenciennes,
75015 PARIS.

Cybernet Services, Service Bureau de CONTROL DATA recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

pour promouvoir et développer auprès de nos clients les applications dans les domaines suivants :

- Conception en électronique
- Bilans énergétiques des bâtiments
- Calcul de structures
- Contrôle de processus, simulation de réseaux de tuyauteries dans les secteurs du pétrole et de la chimie.

De formation supérieure, vous avez peut-être acquis 1 à 2 ans d'expérience dans l'une ou plusieurs de ces techniques. Vous êtes convaincu qu'une fonction commerciale vous ouvrira de nouvelles perspectives de carrière.

Vous recevrez une formation technique et commerciale complète et votre rémunération composée d'un fixe et d'un intéressement aux résultats doit vous permettre d'atteindre un niveau de revenus élevé.
Proposez votre candidature (en précisant le domaine de votre choix) à M. GARY - CONTROL DATA - Direction du Personnel - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.



CYBERNET SERVICES
SERVICE BUREAU DE CONTROL DATA

P.M.E. Paris

Spécialisée dans la VENTE EN GROS de matériel de chauffage, robinetterie, plomberie et outillage recherche un

Technico-Commercial

Chauffage. Robinetterie industrielle

Agé de 35 ans minimum, capable à la fois de prendre en charge le portefeuille de clients existants (uniquement en Région Parisienne), de prospecter une nouvelle clientèle et d'assurer les relations avec les fournisseurs.

Une expérience et une parfaite connaissance du métier du chauffage est nécessaire ainsi qu'une forte motivation pour la vente.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions sous référence 775 au

LTP 11, Bd Saint-Michel 75005 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

LIBRAIRIE ERNEST FLAMMARION

L'UN DES PREMIERS ÉDITEURS FRANÇAIS

DEUX CANDIDATS

ayant une formation humaine et technique de haut niveau, possédant un véhicule personnel.
- Les candidats résideront sur leur secteur.
- Tous ces postes offrent un salaire motivant et des perspectives d'avenir.

ATTACHÉS COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Chargés de la présentation de nos ouvrages auprès des détaillants des secteurs suivants :

Rhône-Alpes, Auvergne : 01, 03, 07, 39, 42, 43, 63, 69, 71,
Sud-Ouest : 16, 17, 19, 23, 24, 32, 40, 47, 64, 87.

La période de formation aura lieu à Paris et sera rémunérée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo et numéro de téléphone à :
FLAMMARION - Direction Commerciale
N.P. 403 - BUNGLIS.

ELECTROPROTECTION SERVICE

LEADER MONDIAL DE LA PROTECTION
FIA - INCENDIE - TELESURVEILLANCE

RECHERCHE LA REGION PARISIENNE

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Agé de plus de 25 ans, avec 3 ans minimum d'expérience de la vente et connaissance de l'anglais.
- Expériences dans les milieux de la protection incendie.

Adresser lettre manuscrite et C.V. + photo récente à :
J. MAINTY - EPS - 10, r. d'Alphonse de Merville,
75015 PARIS.

Notre savoir faire technique + Notre dynamisme commercial = 50 % du marché en France

C'est à cette position de leader incontestée, en France et à l'étranger en développement.

Spécialisée dans la conception et la production d'appareils électromécaniques de TRAITEMENT des FLUIDES, nous avons 350 Collaborateurs

INGENIEURS DE VENTE EXPORT EUROPE, AFRIQUE NORD, PROCHE ORIENT

Parler l'anglais ou le français, formation technique (Mécanique ou électronique), expérience en ingénierie (notamment dans le pétrole), nous avons besoin de candidats dans les pays suivants :
- Agé de plus de 25 ans, avec 3 ans minimum d'expérience de la vente et connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite et C.V. + photo récente à :
J. MAINTY - EPS - 10, r. d'Alphonse de Merville,
75015 PARIS.

cinoren

	La ligne	La ligne T.C.		Le n/a col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03	ANNONCES ENCAISSÉES	33,00	33,80
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,46	OFFRES D'EMPLOI	8,00	8,40
IMMOBILIER	—	45,88	DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
AUTOMOBILES	39,00	45,88	IMMOBILIER	25,00	29,40
AGENDA	39,00	45,88	AUTOMOBILES	25,00	29,40
PRIMA LITTÉRAIRE	108,00	123,48	AGENDA	25,00	29,40

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

fonctions commerciales. fonctions commerciales

POLLET INDUSTRIES

suite à une expansion pour étoffer une équipe de recherche

TROIS AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour :

- Paris et Région Parisienne ;
- la Bretagne, base de préférence à Angers ou proximité ;
- le Sud-Ouest, base de préférence Bordeaux ou proximité ;
- rétrocession : France + étranger ;
- formation compl. assurée par nos soins ;
- pour toute information écrire à :

POLLET INDUSTRIES
2, rue de Turin, 92110 La Garenne
à l'attention de M. Châtelet
ou M. L. au (01) 47.15.42

MARQUE MONDIALEMENT CONNUE
OUTILS PNEUMATIQUES

Stabilité régionale, clientèle existante.
Recherche pour secteur Paris-Rhône et départements 94 - 95 - 77

AGENT TECHNICO-COMMERCE
Age 30 ans environ.

Formation Bac technique.
Référence agent méthodes mécaniques.
Résident région parisienne.
Fixe + commissions.
Gains annuel + 50.000 F/12 mois.
Véhicule fourni. Frais remboursés.

Adr. 1^{re} lettre max. avec photo et C.V. complet à :
CHERIE - 11, boulevard Léonard, 92099 LEVALLOIS, qui transmettra.

une première ou une nouvelle étape

Région Rhône Alpes

Vous avez votre première expérience de vente : vous voulez saloir et intégrer satisfaisamment, et pourquoi pas aussi, que vous pouvez faire encore mieux et passer la rampe supérieure.

Pourquoi ? Notre équipe, multi-actuelle, spécialisée en fort développement, fabrique et commercialise des produits à la pointe de la technologie, nous équipons nos entreprises. Nos moyens de publicité, en France, sont importants. De plus, nous proposons des rémunérations motivantes et élevées, nous sommes à l'écoute de vos besoins (nous sommes à l'écoute de vos besoins).

Autant d'éléments qui devraient permettre à un vendeur de pouvoir s'exprimer à sa pleine mesure.

Par ailleurs, nous intégrons de jeunes diplômés ESC ou équivalent pour débiter dans la vente, y réussir, bien sûr et évoluer ensuite vers différentes voies.

Nous serons heureux de vous rencontrer très prochainement pour définir ensemble les modalités de notre future collaboration.

Envoyez votre C.V. sous n° 4751, à Michel GARNIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de la République
75003 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Péritel
Groupe MATRA

Un nouveau choix pour la rentrée.

Nous étions 15 vendeurs fin 1979, nous sommes 140 en 1980.

Notre progression ne devrait pas s'arrêter là.

Nous abandonnons un nouveau domaine, lui-même en pleine expansion : la bureautique et la télématique qui constituent pour nos vendeurs un objectif réel et stimulant.

Pour faire face à notre croissance et préparer ce nouveau développement, nous recherchons :

attachés commerciaux

Paris - Provinces

Après un stage de formation très complet à nos produits et à nos méthodes de vente, vous prendrez la responsabilité d'un secteur géographique déterminé.

Vos interlocuteurs dans les entreprises sont les dirigeants, ce qui vous permettra de conduire en première visite dans la majorité des cas.

Quant à votre rémunération, elle n'est pas plafonnée et dépassera pour 50 % d'entre vous 10 000 F/mois.

Les possibilités de promotion sont très importantes puisque nous ne pratiquons que la promotion interne et que nous nous développons à un rythme de 50 % l'an.

Ne répondez pas l'année sans vous remettre en question.

Envoyez votre CV sous n° 4715 à Michel MONIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de la République
75003 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

SIEMENS

dans le cadre de son développement régional Siemens Data recherche

Responsables des Ventes

pour les régions :

- du NORD (LILLE)
- de l'EST (METZ)
- et de RHONE ALPES (LYON)

Les candidats de formation supérieure auront au minimum 30 ans, une expérience confirmée de l'informatique de gestion, ainsi qu'une bonne connaissance des techniques de la vente.

La pratique de la langue allemande ou anglaise est souhaitée.

Responsables région et contacts avec la clientèle et potentielle, la prospection, l'établissement de propositions, les négociations et le suivi des clients.

La fonction de responsable autonome, bénéficiera dans la phase initiale de l'assistance technique des services spécialisés du Siège de Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 53 à :

Siemens S.A.
Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS
cedex 1

Siemens Data : l'informatique-qualité

CPA

Centre de Psychologie Appliquée
81, rue de Moscou 75008 Paris
Partenaires pour le recrutement de personnel de direction

COMPOSANTES ELECTRONIQUES PASSIVES

INGÉNIEUR de VENTES

Ingénieur Electronicien ou Technicien Supérieur : D.U. - B.T.S. Pour assurer la promotion et la vente des produits du groupe.

- Une expérience dans la fonction de 3 ans minimum en tant que vendeur ou ingénieur.
- Des connaissances techniques de programmation et de sale de données.
- Une expérience antérieure en laboratoire serait appréciée.
- L'anglais serait un atout supplémentaire.
- Lieu de travail : Région Parisienne.

SEALLECTRO
3, av. du Mal-de-Vaux, 91280 Pisy-Villiers-Poste, ou téléphoner pour rendez-vous au 01-69.12.12

IMPORTANT GROUPE ASSURANCES
DU SECTEUR-PAIS
Société

COLLABORATEURS

Département des obligations militaires.

Après formation en stage, les candidats des postes à dominante commerciale (responsable, agent, gestionnaire, organisateur) et de responsabilité et implication des déplacements fréquents.

RECRUTEMENT STIMULANT
PLAN DE CARRIÈRE

Rejoindre le GROUPE-PAIS sous la n° T 24.12 M, 30 bis, rue Beaumais, 75008 PARIS.

Important Groupe PROMOTION IMMOBILIERE
Siège Odé d'Amor, recherche pour

PARIS - MIDI

DES VENDEURS CONFIRMÉS

et dynamiques, vente débout, tunc et pleine propriété. Adresser C.V. détaillé à :

SAF - Hoffredo, 06000 NICE, chargé de la recherche.

IMPE SOCIÉTÉ LIMOUSINE (C.A. 140 M)
PAPETERIE CARTONNAGE recherche

HEC - ESSEC - ISA

Promo 68-72 - Solide expérience commerciale - maitrise d'au 5 ans à une véritable responsabilité de direction.

Rejoindre : SEL - 11 - 21, r. Saint-Paul, 87000 Limoges

carrières du commerce et de la vente

le bon jour, maintenant, c'est le VENDREDI

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés. Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité. Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « nouveaux vendeurs ». C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le « niveau Monde ». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20 % des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, vont maintenant disposer de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ? FONCTIONS COMMERCIALES

Ses annonceurs ? Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenus ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)

DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

EDITIONS MATIER

C.V. photo à : M. LAROCHE, LIBRAIRIE MATIER, 6, rue d'Assas, 75006 Paris, Coût 06

DÉLÉGUÉ PÉDAGOGIQUE
pour promouvoir ses productions dans les établissements scolaires de Provence - Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon.

- FORMATION SUPÉRIEURE
- POSITION CADRE
- DÉPLACEMENTS TOUTE LA SEMAINE

GROUPE SOCIÉTÉS SERVICES
spécialisé en technique de pointe recherche

COMMERCIAL

expérience vendeurs internationaux, développement clientèle, et se former à la vente d'autres services.

Envoyez votre photo, présentation à : M. P. PUBLICITE, ROGEE BLEY, 101, rue Beaumais, 75008 Paris qui transmettra.

COMMERCIAL

Expér. vie professionnelle, 30 ans min. ambassadeur, pers. volantes, fix. + % + frais. Env. DARE, 39, r. Fontaine-au-roi, 9

Société commerciale ayant activité en papier hygiénique, serviettes, etc., recherche : Agents Commercial, V.P.P. produits chimiques, grossistes. Tous secteurs géographiques.

Env. n° 6007, Régis-Pravet, 85 bis, r. Beaumais, 75008 Paris

STN TRAITEMENT DES Eaux
industrielles, potables et résiduaires.

TECHNICO-COMMERCE
contrat avec clientèle Agence de conseil administration, bureau d'études, industries.

SECTEUR : 37-40-42-43
Expérience similaire

Ad. C.V. photo, prétentions PUBLISCOPE JUNIOR, 11, rue Royale, 75008 PARIS

demandes d'emploi

CADRE TECHNICO COMMERCIAL

de formation technique, métallurgie, machines dessin et organisation du travail, spécialiste mise au point d'appareils de mesure et de régulation (brevet de régulation ATIA).

un étroite collaboration avec responsables du GAZ DE FRANCE

habitué à l'encadrement de fabrication pouvant fournir une fabrication C.A. 300.000 F dans l'industrie gazière, ainsi qu'une représentation d'une firme allemande, C.A. 1 million de francs

recherche collaboration avec entreprises pour mieux exploiter sa capacité.

Ecrire M. D. Boulet, 24, rue Jean-Jaures, 92200 LA GARENNE-COLOSSE.

هكذا من العمل

LE SICOB

XXXI^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

BANQUE DE DONNÉES

L'inquiétante absence des éditeurs français

Chaque jour, il se crée dans le monde une banque de données. Toutes les banques de données aux États-Unis et en Europe devraient pour prévoir une croissance très forte pour ce nouveau secteur d'acti-

tivité. Le marché américain devrait quadrupler en cinq ans, pour atteindre 4,5 milliards de dollars; le marché européen, tripler en dix ans, pour atteindre 600 millions de dollars en 1978 à 1,7 mil-

liard en 1980. Le marché français, lui, devrait, suivant les objectifs des pouvoirs publics, presque doubler tous les ans, et atteindre 700 millions de francs en 1981, contre 15 millions en 1976.

Le phénomène des banques de données a pris une dimension économique aux États-Unis vers le milieu des années 70, avec la commercialisation des premiers services d'information accessible en conversation. En cinq ans, les Américains ont pris une avance considérable dans cette nouvelle industrie, non seulement au plan quantitatif, par le nombre de services proposés dans tous les domaines, mais aussi par l'évolution qualitative des outils et de l'information enregistrée.

L'Europe, et en particulier la France, ne se sont écartés de la domination presque totale du marché de l'information électronique par les États-Unis que depuis 1978. Les rapports signés sur l'information scientifique et technique, Nora-Méne sur l'information scientifique et technique et Lenoir-Prost sur l'information économique et sociale, ont joué un rôle de révélateur. L'enjeu stratégique, économique, politique et culturel de l'information apparaît alors au grand jour.

L'Europe n'est certes pas dépourvue de banques de données, mais elles sont dispersées et diffuses, et donc peu efficaces.

Sur les 1 185 systèmes recensés début 1979, 531, soit 45 %, sont d'origine européenne. De plus, 29 % seulement de ces 531 systèmes sont accessibles par la télé-

matique, alors qu'il y en a 634 fabriqués aux États-Unis, 63 % sont accessibles en ligne. Les États-Unis n'ont pas manqué d'exploiter cette situation. Sur les cent dix banques de données proposées aujourd'hui par Lockheed, le premier serveur américain, la moitié est d'origine européenne.

Les grands serveurs américains d'information réaliseraient ainsi au moins 20 % de leur chiffre d'affaires sur l'Europe. Lockheed ferait environ quatre mille heures par mois sur le TICS (Technical Information System) de la Defense Development Corporation (S.D.C.) services de mille heures sur les bases de données pétrolières sur les fichiers APILAT et APILAT. À titre de comparaison, le premier serveur européen, l'IRIS (Information Retrieval System) qui dépend de l'Agence spatiale européenne, réalisait deux mille cinq cents heures, tandis que les serveurs français, réunis, atteignent péniblement la mille heures. Les Français ont donc un retard de quatre à cinq fois sur les Américains. La tarification d'Eurostat est, par ailleurs, beaucoup plus faible que celle des réseaux transatlantiques Tymnet et Telenet. Les utilisateurs européens sont ainsi incités à « consommer européens ».

Parallèlement, de nombreuses sociétés de services en informatique ont ouvert des départements « serveurs » de banques de données, où elles jouent en quelque sorte le rôle d'intermédiaire entre les producteurs de banques et les utilisateurs. À l'aide de moyens informatiques importants, leur rôle consiste à offrir un service commercialement exploitable. On compte aujourd'hui une trentaine de serveurs recensés à Eurostat, représentant la couverture effective ou prochaine de cent quarante-trois banques de données.

Depuis le début de 1979, cinq serveurs importants se sont lancés en France : S.P.I. (filiale de Pechiney-Ugine-Kuhlmann), Témisystème (filiale indirecte des

P.T.T., par le pouvoir public, à hauteur de 75 millions de francs (cinq ans), l'IRIS (filiale du C.R.E.A.) et récemment « G. CAM » (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) et « SCS » (filiale de la Société Générale). Sans oublier les producteurs serveurs qui dans des domaines scientifiques pointus ne proposent qu'une seule banque, telles Pluridata, Thermodata, Ergodata.

Le troisième volet de l'action gouvernementale concerne l'amélioration et la création de nouvelles banques de données. Sur ce plan, il faut distinguer deux politiques complémentaires.

Cette politique de l'industrie soutient les projets de constitution et d'exploitation de banques de données rentables à court terme. L'aide apportée, sous la forme d'un contrat de développement, peut atteindre 50 % de l'invest-

tissement sur cinq ans, mais celle-ci est à rembourser au cas d'échec. Il faut dire que ce type de procédure n'est pas d'actualité dans le secteur privé. À ce jour, seuls quelques contrats ont été signés.

En un autre sens, la politique scientifique et technique (MIDIST) vise à soutenir la création de cinquante nouvelles banques de données d'informations spécialisées d'ici à 1981. Ces années, vingt projets pilotes ont été proposés. L'objectif est d'atteindre 10 millions de francs de chiffre d'affaires par an. Les banques de données doivent être rentables à court terme, mais elles doivent aussi être utiles à long terme. Les banques de données doivent être utiles à long terme, mais elles doivent aussi être utiles à court terme.

Partir des besoins des utilisateurs

À un niveau européen, la commission européenne a lancé un appel aux propositions, pour promouvoir des systèmes de dimension internationale. Elle a reçu deux cent soixante-dix réponses dont quatre-vingt-dix ont été retenues. Les utilisateurs auront été sans doute les grands oubliés pendant cette période de lancement.

L'industrie européenne de l'information est encore balbutiante. Au départ, les pouvoirs publics se sont d'abord efforcés de mettre en place des moyens et de créer une dynamique, sans de nature des problèmes de contenu répondant à des besoins précis. Les utilisateurs auront été sans doute les grands oubliés pendant cette période de lancement.

Les services « chargés » sur les ordinateurs des banques de données sont sans trop se soucier de leur qualité. La plupart des systèmes ont été développés par les producteurs (c'est-à-dire essentiellement les organismes publics) sans analyse approfondie des besoins des utilisateurs potentiels. L'absence de rapport Lenoir.

On constate par ailleurs d'importantes lacunes. Relativement bien pourvus en banques de données scientifiques et techniques, la France manque de banques de données numériques, factuelles et textuelles, dans les domaines de

l'information économique, financière, juridique, des produits industriels, de la presse... La plupart des banques européennes proposent des références bibliographiques, alors qu'aux États-Unis les banques de données délivrent une information directement utilisable par les utilisateurs de l'information, contre seulement 10 % pour les bases bibliographiques.

Le premier objectif, qui était de réduire la dépendance française, en « récupérant » les utilisateurs des systèmes européens n'a pas été atteint. Les utilisateurs, en nombre réduit, mais gros consommateurs, ne sont pas prêts à changer du jour au lendemain leurs habitudes et restent attachés à leur système. La supériorité des systèmes d'Europe-Atlantique n'est pas évidente.

De plus, du côté des nouveaux utilisateurs, on remarque un décalage important entre l'intérêt porté à ces nouveaux moyens d'information, le nombre de personnes qui ont été formées, et l'évolution effective des méthodes d'interrogation. Manifestement, il y a un problème.

PHILIPPE COLLIER, rédacteur en chef d'Informatica, bi-mensuel d'information sur l'information et la communication.

(Suite page 34)

LES SATELLITES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Une chance à saisir pour les Européens

Le temps n'est plus où les constructeurs de satellites spatiaux se lamentaient, et où les constructeurs de satellites étaient plus nombreux que ceux appelés à les utiliser. À l'époque, les risques techniques et financiers encourus ne furent pas de nature à rassurer les industriels tentés par l'aventure; en particulier, ceux qui s'occupaient de la mise en œuvre des satellites dans leurs premiers pas par les importants revenus que leur procuraient les programmes de télécommunications militaires.

La situation a bien changé depuis, et beaucoup de satellites de télécommunications ont été lancés. La technique spatiale a fait de grands progrès, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité.

Les télécommunications spatiales sont devenues une activité économique à part entière, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité.

Certes, l'industrie américaine (Hughes-Aircraft, Ford Aerospace, TRW, etc.) fait toujours figure de leader dans ce domaine. Mais, les industriels européens, avec les compétences et parfois les technologies techniques, ont fait de remarquables progrès. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité.

Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité.

Un marché de 12 milliards de dollars

Pour l'heure, on peut se dire que le marché des satellites de télécommunications est de 12 milliards de dollars. Ce chiffre est en constante augmentation, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité.

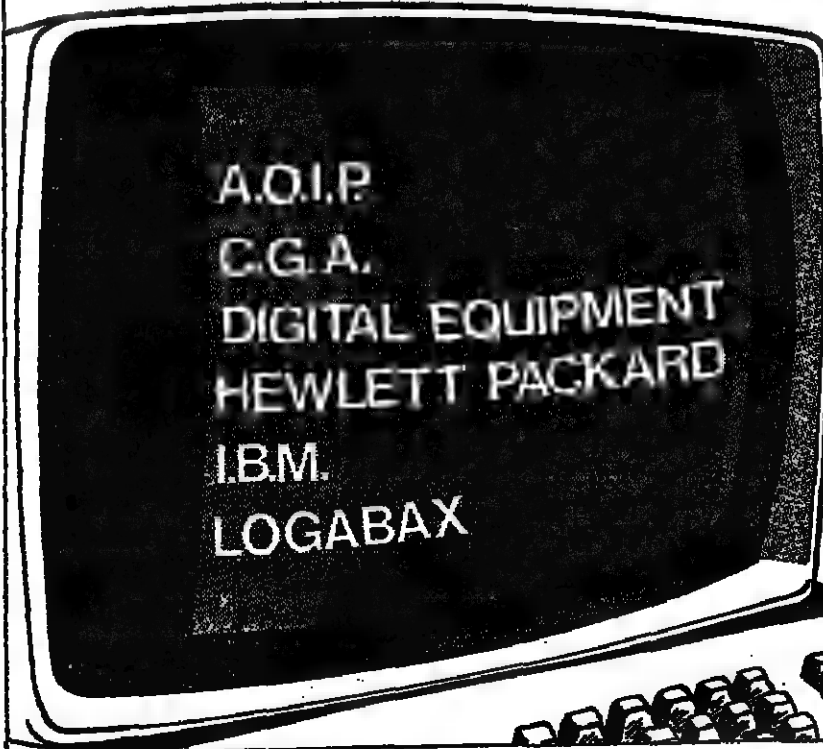
Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité. Les satellites de télécommunications sont devenus une réalité, et les satellites de télécommunications sont devenus une réalité.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Suite page 34)

Ils sont au Sicob.

Ils sont aussi à Evry.



A Evry, les "Sicobiens" d'élite ont trouvé pour leurs implantations, un centre-ville attractif, des parcs d'activités agréables et bien desservis, des prix compétitifs, un important marché de main-d'œuvre spécialisée... Ces avantages vous intéressent ? Appelez ou écrivez à Elio Boulakia, EPEVRY, 91011 Evry Cedex. Tél. : 077.82.00.

HEURY
VILLEVALLÉE
Ils y sont. Pourquoi pas vous ?

BON A DÉCOUPER
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Je désire recevoir une documentation sur l'implantation industrielle à Evry.

HARD communications

APRÈS UN DÉMARRAGE LABORIEUX

Le réseau Transpac a pris sa vitesse de croisière

Comme on pouvait le prévoir, les réseaux de transmission de données par paquets connaissent un développement rapide. Qu'ils soient américains, comme Tymnet ou Telenet, européens comme Euronet, allemand comme Detaxat, britannique P.S.S. ou japo-

nois comme DDX, ces réseaux tiennent leur rôle sur le plan. Bientôt, à l'instar du téléphone ou des lignes à haute tension, ils sillonnent le globe, par-dessus les frontières, car, comme le note M. Yvon Le Barz, président-directeur général de la société

chargée de gérer le réseau français Transpac, « nous sommes à l'aube d'un service international de transmissions de données né de l'interconnexion prochaine des divers réseaux de type ».

LA FRANCE ne devrait pas être en retard de cette révolution informatique. Son réseau, connecté l'an dernier et au début de cette année à Tymnet, Telenet, Euronet et à la structure d'un nouveau réseau international (N.T.I.), connaît un développement rapide au point de poser quelques problèmes de jeunesse.

Lorsqu'il parle du Transpac, M. Le Barz ne peut s'empêcher de dire : « Nous avons dépassé nos objectifs au point de nous constituer un réseau "à l'équilibre" ». Ce fait, qui n'empêche pas le réseau de continuer à se développer, est un succès. L'ajout de nouvelles capacités via Transpac, à la fin du mois de juillet, ont

objectifs qui ont été atteints.

« Du fait de son succès, remarque M. Le Barz, Transpac a été amené à accélérer le développement de son réseau. » Depuis l'origine, l'équivalent de 333 circuits de données ont été installés en moins d'un an. On a donc atteint la capacité initiale du réseau, limitée par des commutateurs — ordinateurs chargés de la gestion du trafic des paquets d'informations — l'expansion et la maintenance — était provisoirement limitée à 1 000.

Pour remédier à cette situation, Transpac a engagé deux types d'actions : d'une part, la mise à jour des logiciels, d'autre part, la mise à jour des matériels. L'ajout de nouvelles capacités via Transpac, à la fin du mois de juillet, ont

été commandés de matériel ont donc été passés avec les industriels (SESA, T.R.T., SEMS) pour faire passer la capacité de 4 500 à 6 800 à la fin de 1981 et de 6 800 à 10 000 à la fin de 1982. A ce rythme, 400 millions de francs seront investis au total pour parvenir à ce résultat.

Un développement aussi rapide ne se fait sans risques. On ne relie pas sans risques des ordinateurs et des ordinateurs de taille, de performances et de constructeurs différents. Les promoteurs du Transpac ont donc dû faire appel à des spécialistes pour la mise au point de logiciels et de matériels. Les logiciels ont été développés par des spécialistes de la gestion de données, les matériels par des spécialistes de la gestion de données.

Un développement aussi rapide ne se fait sans risques. On ne relie pas sans risques des ordinateurs et des ordinateurs de taille, de performances et de constructeurs différents. Les promoteurs du Transpac ont donc dû faire appel à des spécialistes pour la mise au point de logiciels et de matériels. Les logiciels ont été développés par des spécialistes de la gestion de données, les matériels par des spécialistes de la gestion de données.

Secteur économique	% en nombre de raccordements	% en nombre de clients
Administrations	34	8
Entreprises publiques	9	11
Banques/Assurances	31	19
Industrie/Commerce	38	32
S.C.I. (Service et Conseil en Informatique)	12	13
Professions libérales	1	9
	108	100

après sa mise en service, Transpac comptait 108 entreprises, contre 100 à la même époque. L'analyse, sur 1979, révèle un changement net : la plus grande proportion — 80 % en 1980 — d'entreprises directement raccordées au réseau, au lieu de 60 % en 1979, ne peut que passer par la mise à jour des liaisons téléphoniques au réseau. La répartition des entreprises (voir tableau) par secteur économique. L'industrie, la commerce et les sociétés de services en informatique (S.C.I.) représentent 49 % des raccordements en 1980, contre 33 % en 1979. Enfin, les promoteurs du Transpac estiment que 25 % des contrats qui ont été signés correspondent à des entreprises qui prévoient d'augmenter la capacité de leur

Rennes, Paris-I, Lille, Rouen, Strasbourg, Lyon, Orléans, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Dijon — a permis de passer de 4 500 à 6 800. Le développement d'une nouvelle série de logiciels a permis de construire sept nouveaux commutateurs à Reims, à Corbeil, à Montpellier, à Rouen, à Nancy, à Paris et à Paris-II. Ce travail permettra de recevoir le matériel et d'augmenter son débit. Ainsi, au début de l'année prochaine, Transpac devrait offrir quelque 4 500 circuits.

Ce triplement de la capacité de Transpac ne suffit pas à ses promoteurs qui — au vu de l'écoulement du réseau — ont décidé d'augmenter la capacité de leur

Banque de données

(Suite de la page 35.)

Certes on peut invoquer l'obstacle psychologique qu'il y a encore à utiliser un terminal, ou même en cause l'efficacité de la formation. Mais le facteur primordial tient sans doute au décalage important existant entre l'offre d'information et la demande.

Cette situation doit néanmoins évoluer avec la création de banques de données intéressantes plus directement le monde des affaires, même le plus soigné.

Simultanément, un effort est entrepris pour simplifier l'usage des banques de données, de manière à ce qu'elles soient directement utilisables par l'utilisateur final de l'information. Cette évolution conduira, à terme, les banques bibliographiques au profit de systèmes en « texte intégral ».

C'est notamment déjà le cas, en France, dans les domaines juridique et de la presse, avec LEXIS et NEXIS.

Un autre exemple de simplification est donné par le logiciel français DAB, qui permet au chercheur d'interroger directement le Chemical Abstracts Service, dans son langage naturel, en décrivant simplement les structures sur lesquelles il travaille. Enfin, l'avènement de terminaux spécialisés, avec des touches de fonctions préprogrammées, devrait conduire à une plus large démocratisation de l'usage des banques de données, au bureau et à domicile (Vidéotex).

Parallèlement à ces évolutions, la plus significative de cette année, il faut remarquer que, aux États-Unis, le partage des tâches entre producteurs et distributeurs de

banques de données est en passe d'être sérieusement bouleversé.

Du côté des fournisseurs traditionnels de l'information (édition, presse), comme du côté des prestataires de réseaux et d'information, le seul semble être de conquérir le futur : l'éditeur McGraw-Hill, après avoir dépensé 10 millions de dollars pour développer des produits « on line », a acheté pour 100 millions de dollars DAB, le leader de l'information économique en ligne. Dun and Bradstreet, spécialiste de l'information commerciale, a payé trente fois les bénéfices de N.C.S., une société de « time sharing ». En Europe, Pergamon-Press vient de racheter le service britannique Infotina. Sur ce plan, l'absence des éditeurs français est inquiétante : le seul risque d'être dépassés.

PHILIPPE COLLIER.

Toutes ces tendances concourent à faire des télécommunications spatiales un secteur riche d'avenir pour les industriels de l'aéronautique. En l'an 2000, ce sont six millions de voies téléphoniques qu'il faudra offrir aux utilisateurs, dont cinq millions seront consacrés aux seuls besoins des trafics régionaux et domestiques. Un marché dont l'industrie européenne ne peut se permettre d'être absente.

A elle donc de faire la preuve de la qualité de ses matériels par des expériences en orbite tant il est vrai que seuls comptent auprès des clients potentiels les retours et l'effet de vitesse d'un système opérationnel.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Les satellites de télécommunications

(Suite de la page 35.)

Les systèmes en place n'y suffiront pas et de nouveaux satellites devront être lancés à la fois pour renforcer le réseau existant et créer de nouveaux moyens de communications.

A ce marché particulièrement important — le dernier contrat d'Intelsat pour sept satellites lourds Intelsat-V se montait en 1976 à 236 millions de dollars — s'ajoute celui, plus récent, des systèmes de télécommunications spatiales domestiques ou régionaux faisant appel, selon les cas, soit à des satellites spécifiques (l'Amérique du Nord, l'Indonésie, plus récemment la France), soit à la location de lignes sur des satellites utilisés pour les télécommunications internationales. Dans ce domaine, les Américains avec Telesat et les Américains avec les réseaux Westar, Comstar et Satcom ont montré la voie, suivis en cela par bien d'autres.

Ce secteur en devenir plein de promesses — l'on en juge par les conclusions de différentes études effectuées en 1979 les systèmes de satellites domestiques et régionaux devraient schématiser à peu près 500 000 circuits, ce qui, pour la période 1979-1989, représenterait un marché d'environ 1 milliard de francs, dont les

deux tiers seraient ouverts à la concurrence. Toutefois, il convient de noter que, du fait de leur développement, les pays industrialisés voient leurs capacités rapidement saturées. Le phénomène est déjà sensible aux États-Unis, et il ne fait pas de doute qu'il atteindra l'Europe avec un décalage de quelques années, faisant alors des systèmes domestiques et régionaux des produits destinés surtout à l'exportation.

Pourtant, l'émergence de la télématique favorise dans les pays industrialisés notamment la naissance de systèmes de télécommunications spatiales plus spécialisés. Les besoins en liaisons inter-entreprises, en transmission de données à haut débit entre ordinateurs, en télécopie rapide, en bureautique, en courrier électronique, en transmission de facsimilé et en télé-vidéo-conférence ont favorisé le démarrage de tels programmes.

Aux États-Unis, Satellite Business System, consortium créé par IBM, Comsat General et Acta Life and Casualty Insurance, s'est placé très tôt sur ce terrain. Ses satellites devraient être opérationnels dans quarante-huit des cinquante États américains dès 1981. L'exemple de S.B.S. a fait école et se sont déjà manifestés outre-atlantique les intérêts de Xerox avec le réseau X-TEN et ceux de G.T.E., une filiale de General Telephone and Electronics Corp, qui envisage de proposer un service opérationnel à ses clients en 1984. Les P. et T. français ne sont pas en reste avec le programme de TELECOM dont les deux satellites devaient être respectivement lancés à la fin de 1982 et au début de 1983.

Copieur Océ 1700 : le caïd européen qui s'est imposé aux States.

En France, il est le défenseur de l'achat et de la location. Que vous l'achetiez ou que vous le louiez, vous serez gagnant sur les deux tableaux. Jugez-vous même :

L'achat

1. Un matériel fiable et durable : le meilleur remède à la hausse des prix ;
2. Le prix de revient peu élevé par copie avec notre contrat de service total ;
3. Les avantages fiscaux ;
4. La garantie de 5 ans ou de 3 millions de copies ;

Mais quel que soit votre choix, vous apprécierez la qualité inégalée de nos copies.

De plus, vous pouvez adjoindre au copieur de base le dispositif d'alimentation automatique de documents et deux différents types de trieurs, en le rendant ainsi

tout à fait adapté à vos besoins, qu'ils soient de 1 000 ou 50 000 copies par mois.

Appelez-nous, nous ferons une offre que vous ne pourrez pas refuser.

Que vous achetiez ou louiez, vous serez largement satisfait.

La location

1. Le remplacement après un certain temps ;
2. Les frais de dépannage, de réparation, d'entretien, les consommables sont inclus ;
3. Aucun investissement ;
4. Possibilité de location avant l'achat ;

Je souhaite recevoir gratuitement : ☐ Une documentation Océ ☐ Des informations sur les possibilités de placement, vente et location.

NOM : _____ SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____

Écrire ou téléphoner à : Christiane Philippe "Océ-Photocopy" - Division de Océ France S.A., 27, rue Cuvier 93107 Montreuil - Tél. 374.11.35

SCOB STAND N° 5.500 - NIVEAU - ZONE E

océ

De l'annuaire téléphonique au visiophone

LES nombreuses [] lan-
[] P.T.T. pour
[]
télématiques, cinq risquent no-
tamment [] notablement
[] habitudes [] citoyen []
domicile. ■ s'agit [] prolets
[] l'annuaire électronique,
au vidéotexte, [] télecopieur
[] diffusion, au [] télé-
phonique [] à [] visiophonie.

[illegible]

Yves : Il s'agit de CIT-Alcatel en collaboration avec la Sma et le Cap. Logiciel ATIS G.I.J. - Honeywell Bull et Metra-T.R.T. L'implantation d'une cinquantaine de postes est prévue pour la couverture du réseau.

[illegible]

● **Télécopieur grande diffusion :** cet appareil permet de transmettre à 24 ou 297 destinataires en même temps, quel que soit le nombre d'informations à transmettre (quatre-vingt-dix caractères par seconde ; trois minutes pour une page bien chargée), via le réseau téléphonique automatique. L'envoi d'un feuillet sera tout comme une communication ordinaire. La réception du document sera automatique, sans opérateur à l'arrivée. Pour les copies de

Kristiansen et la machine du service officiel, retenu l'identité des correspondants, l'envoi de lettres au Frelimo, l'achat d'un téléphone au local, d'un télescope et d'un photocopieur. Le prix de l'envoi prévu de 2 000 F hors taxe pour les lettres et moins 100 000 équipements par an.

Trois journalistes ont été retenus pour la fourniture de matériel de la D.S.T. et ont travaillé en mars 1981 : Maître, en janvier 1981, et Sagom en septembre de la même année. CIT et Sagom ont également été retenus pour présenter des télescopes et des applications semi-professionnelles à un feu de travail journalistique. Ces matériels sont disponibles au mois de septembre 1981.

● Le **T-69**, téléphonique électronique, sera fabriqué à partir de 1982, et le **P.T.T.** remplacera le poste « T-69 » gris fourni actuellement aux abonnés au réseau fixe. Le **T-69** est entièrement électronique. Ce poste, véritable « terminus téléphonique », dispose d'un combiné à deux places et d'une prise pour la télévision. Il pourra se faire sans décrochage du combiné. Il offrira une sonnerie amplifiée et une sonorité électronique modifiable (médiocratie ou puissance). Le « T-69 », qui sera livré avec un manuel de F., permet d'enregistrer les appels de correspondants et « choisit » l'extension.

composer automatiquement : 500 000 postes ont été automatisés à Alcatel et Telf (filiales de CIT-Alcatel). En outre, des études, qui ont débuté au début de l'année, sont en cours avec Thomson-CSF et T.R.T. (groupe H.P.S. Enfin, la G.S.C.T. (groupe I.T.T.) adapte ses postes à la langue française. La D.S.T. lui en a fourni des exemples.

● La visiofonie : on fait la ville de demain avec des relations téléphoniques et des liaisons optiques. Cette expérience permet de tester non seulement la technologie des fibres optiques, depuis la fabrication jusqu'à l'exploitation, mais aussi à grande échelle, mais aussi la fiabilité et la rentabilité d'un système de visiofonie.

La visiofonie, l'association de la communication locale l'image pendant qui s'inscrit dans le petit format. Les groupes industriels ne nous pour l'étude d'ingénierie câblage de fibres optiques de ville de Sarlat, il s'agit de C.G.C.T. (groupe I.T.T.), L.T.T. (groupe Thomson), d'un groupement comprenant la SAT de Sillce et de la C&L de C&L de Lyon (groupe C.G.E.). La C.G.C.T. et la SAT seraient placées pour porter ces offres.

STUDY TITLE: *Interventions for the management of acute low back pain*

Jouez Nixdorf.
En Soliste ou en Symphonie.

En musique, le soliste ■■ celui qui joue magistralement d'un instrument, ■■ l'orchestre, la somme de ■■■■ les individualités et de tous les instruments.


En informatique, c'est la même chose. Ou **vous** traitez dans votre entreprise toutes vos données avec votre propre ordinateur ou bien vous faites partie d'un groupe d'entreprises ayant des besoins de traitement spécifique tout **en** étant **lié** à **une** maison mère dotée d'un central informatique puissant.

Les grandes entreprises jouent en symphonie pour réaliser la parfaite harmonie de leur réseau.

Nixdorf propose **des** instruments pour qu'elles puissent interpréter leur partition. C'est le concept Nixdorf **de** l'informatique (d'aujourd'hui).

En soliste, chaque P.M.E. dispose de instruments de base pour exécuter son morceau. Des instruments de haute technicité, ~~de~~ et ~~par~~ ~~instrument~~. C'est le concept Nixdorf de l'informatique répartie.

En soliste ou en symphonie, pour les grandes entreprises comme pour les P.M.E., **IBM** donne le "la" en matière d'informatique **IBM** et répartie.

Souvenez-vous en de votre prochain choix.
Appelez le 747.12.70 au 7-13 bd  Courbevoie,
92200 Neuilly.

Nixdorf. La maîtrise en informatique répartie ■ distribuée.

NIXDORF
COMPUTER

futuribles

Numéro spécial

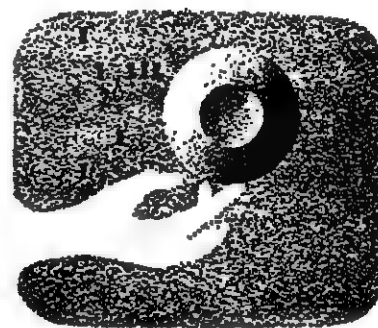
**Les progrès de l'informatisation.
L'informatique contre l'emploi ?**
55, rue ■ Yvonne, 75007 PARIS. - Tél. : 222-63-10.

Télécommunications, Informatique :



Telesystemes,
Direction Générale,
115, rue du Bac - **75013 PARIS**
Téléphone **044.70.70** - Télec **200 515 F**

les Actes du Colloque International
INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ



5 volumes

Collection Informatisation et Société n° 10

la documentation française

29-31. QUAI VOLTAIRE

75340 PARIS CEDEX 07

bureau gestion

en 1980
qui n'est pas concerné
par la
bureautique?

Bureau-Gestion, revue mensuelle
bureautique, informatique, télématique
vente et abonnement : 180 F/an

DEMANDE DE SPECIMEN GRATUIT

Envoyez votre carte, ou le bon ci-dessous,
 ■ Françoise Oger - Bureau Gestion,
 41, rue de ■ Grange-aux-Belles - 75485 Paris Cedex 10

M. Fonction
 Société
 Adresse
 Ville

SOCIAL

Manufrance : mobilisation de la C.G.T. et division syndicale

La C.G.T. a tenu le terrain stéphanois. Tout le terrain, serait-on tenté d'écrire, après la manifestation du jeudi 18 septembre à l'appel de l'union départementale C.G.T. et l'intervention de « portés initiaux » de M. Séguin. Mais la manifestation de « cette journée de protestation, qui a rassemblé selon les organisateurs - plus de vingt mille personnes - (vingt mille selon les estimations officielles), ne peut masquer une division syndicale de plus en plus éclatante. La C.G.C. a joué la carte du spectaculaire en exploitant un incident entre son secrétaire général adjoint, M. Paul Marchetti, et les dirigeants du service d'ordre cégétiste. La C.F.D.T. a joué la carte de l'abstention à la manifestation - à l'exception des salariés de Manufrance - et a publié un communiqué au vitriol dans lequel elle refuse, notamment, de considérer Manufrance comme une « lutte historique ».

De notre correspondant régional

Saint-Etienne. — « N'en déplaise à Barre, forte de la combativité des travailleurs, endurée de la solidarité du mouvement du travail, la C.G.T. a tenu le terrain stéphanois. Une conférence de presse puis une intervention dans la salle du théâtre de la Loire, ont permis à M. Séguin, secrétaire général adjoint de la C.G.T., de faire connaître les positions de la C.G.T. sur la politique de Manufrance. M. Séguin a déclaré : « Manufrance est une entreprise nationale, un « formidable » outil de la politique de Manufrance. Pour mener à bien cet objectif, la C.G.T. a lutté pour la nationalisation de Manufrance, mais elle a constaté que les dirigeants de Manufrance, sous l'égide de la C.G.T., ont tenté de faire passer la main à la C.G.C. ». Une analyse qui leur a valu une volée de bois vert de l'union départementale C.F.D.T., qui a regretté que lors de l'action du 18 septembre, « on ait vu le podium des gens avec des jolis costumes, des drapeaux, des roquettes, plutôt que des employés et ouvriers en tenue de travail. C'est peut-être moins esthétique, mais ce sont quand même des drapeaux qui ont été menés de Manufrance », conclut la C.F.D.T.

Cette analyse a été recouverte une réalité saillante sur le terrain. Pas une seule fois, les représentants syndicaux de Manufrance - qu'ils soient ou non affiliés à la C.G.T. - n'ont eu l'occasion de s'exprimer publiquement. Le face-à-face entre M. Marchetti, colonel des cadres C.G.C. de l'entreprise, et le colon du d'ordre C.G.T.

Le mérite des discours syndicaux de septembre aura été de montrer comment chaque centrale, ou presque, se place sur l'échiquier du mouvement syndical. Présenter son propre candidat n'est-il pas la façon la plus spectaculaire d'entrer dans le jeu ? Dans ce projet, ce serait le cas de la C.G.C. si elle ne prenait pas de l'importance à l'égard des « étrangers » lucratifs. Sa décision dépendra des états généraux du 7 novembre. Ils ont été préparés sans tapage, et la décision sera également les décisions prises après des pourparlers.

De son côté, M. Bergeron, lui aussi, n'est-il pas sorti de son rôle ? En se présentant à la C.G.T. comme un « locomotif » politique ? M. Bergeron, a-t-il dit, lui paraît être « le plus à même de rassembler les forces politiques ». Certes, le dirigeant de E.O. a précisé qu'il ne pouvait être personnel et ne prenait pas de position politique. Cependant, lorsque M. Bergeron a invité les travailleurs à « concentrer leurs suffrages sur les candidats communistes », le secrétaire général de la C.G.T. était attiré par une position électorale, bien qu'il ait parlé avec la « casquette » de membre du bureau du P.C.F.

Sur ce point, la dispute est interminable. La C.G.T. est omnipotente, mais obtient-elle plus de résultats concrets ? Elle porte à son actif la demi-douzaine de journées durant lesquelles, entre mars et juin, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé pour la défense de la Sécurité sociale. L'emploi, certes, la C.G.T. n'a pas toujours appelé à sa cause, mais elle a lancé des protestations. Mais la C.G.T. a-t-elle fait pour que le 1^{er} mai et d'autres manifestations soient unitaires ? Jamais ses déclarations pour l'action commune ne furent aussi molles.

Le réalisme, présenté comme la base du rassemblement, conduit la C.F.D.T. à réviser en baisse ses objectifs. M. Séguin, écrit en substance M. Séguin. Elle a signé aux conditions du patronat la convention dans la sidérurgie et s'annonce prête à en faire autant pour l'automobile. La C.F.T., elle, exige le maintien de l'emploi. A quel M. Chérèque, le numéro deux de la C.F.D.T., fait observer que cette convention a apporté des garanties et que l'agitation - spectacle - n'a pu empêcher les hauts fourneaux de s'éteindre.

En revanche, on peut observer que la C.F.D.T. a bloqué l'accord visant l'aménagement du temps de travail sur la C.F.D.T. et quelques autres. M. Séguin a affirmé que la C.G.T. « est gérée par l'entreprise ». Il serait plus convaincant s'il donnait des exemples détaillés. Le fossé est devenu immense lorsque le comité confédéral cégétiste, le 18 juin, a adopté un texte qui donne comme préalable à l'unité d'action l'abandon de ce qui est jugé comme les déviations de la C.F.D.T. sur le « consensus », le réformisme, la collaboration de classes. C'était le coup de grâce pour l'alliance de 1971 qui disait : « Il n'y a de pratique à l'unité d'action que l'unité d'action ». Sur le méconnaissance l'existence de divergences en commun, l'accord fortifiait l'unité. Ce « code » de bonne conduite devient une mort.

La C.G.T. se veut le seul syndicat authentique, comme le P.C.F. se veut le seul défenseur de la classe ouvrière. Elle illustre la conception stalinienne des rapports entre le syndicat et le parti, mais refuse de l'admettre. La direction fait toujours référence au congrès de Grenoble qui avait esquissé l'ouverture et la démocratisation. Pourtant, l'évolution annoncée par M. Séguin a été bloquée par les éléments les plus traditionnels de la centrale, dont on ne saurait nier l'appartenance au P.C. Au contraire, le champ des possibilités concédées aux éléments socialistes, il y a deux ans, a tendance à se réduire. Lors du « coup de Kaboul », les cinq socialistes qui siègent à la commission exécutive et ceux qui sont au bureau, ont, en même temps, des non-communistes et aussi quelques communistes, vainement tenté de sortir la position cégétiste de l'orbite du P.C.F.

La tension a été beaucoup plus faible lors des grèves de Foligno, mais la proclamation de foi envers le syndicat unique qu'a faite alors M. Séguin a renforcé les inquiétudes des dévoués de la réelle autonomie syndicale. Balayant toutes ces constatations, les dirigeants de la C.G.T. diraient qu'on ne passe pas par la « ligne » homologuée par le parti pour la plupart, sinon tous, membres du parti socialiste, les uns s'inscrivant au C.G.T., les autres « roulant pour Record ».

C'est un fait. Mais on imagine mal la direction du P.S. donnant des directives à une organisation qui, pour avoir perdu une bonne part de son effervescence, pense toujours très loin le culte de l'indépendance antestamentaire. Ne trouvant aucun parti à son goût, ceux que M. Séguin appelle les « déviations syndicales » ont parfois donné à leur organisation des allures de groupement plus politique que syndical. Et depuis qu'il a fustigé l'expansion politique de la C.F.D.T., jamais M. Maire - ou peu s'en faut - n'a tenu un discours aussi politique.

LES DIVERGENCES SYNDICALES

Qui ne fait pas de politique ?

Pour s'imposer, il faut se montrer très rapide.



A la conférence de 20 copies à la minute (sans format 21 x 29,7 cm) le nouveau copieur compact Canon NP 200.

Aller vite, et dans le même temps être précis, vous font très rapidement acquérir une solide réputation. C'est ce que CANON attend de son tout dernier copieur, le NP 200. A la vitesse de 20 copies à la minute, le CANON NP 200 est l'appareil le plus rapide dans sa catégorie. Et la sortie de la première copie ne demande que 2 secondes. L'association d'un système à fibres optiques et d'un développement à sec par monocomposant

permet d'assurer une qualité exceptionnelle de la copie. Il suffit d'effleurer certaines touches sensibles du panneau de commande pour programmer le nombre de copies désiré.

Et si par hasard une anomalie de fonctionnement intervient, il suffit de basculer la partie supérieure de l'appareil pour un accès immédiat.

Canon



NP200

Je sollicite un dépliant d'information sur le Canon NP 200. Pour tous renseignements, veuillez vous adresser pour la France à Canon France S.A., P.O. Box 10017, 92010 Nanterre Cedex. Tél. 01 85 42 21. Pour la Suisse à Canon Suisse S.A., P.O. Box 10017, 8001 Zurich. Tél. 01 85 42 21. Pour le Canada à Canon Canada S.A., P.O. Box 10017, 10017 Mississauga, Ont. L4V 1V1. Tél. 01 85 42 21.

NOM : _____ SOCIÉTÉ : _____ ADRESSE : _____ TEL : _____

Modèle Le système SICO

SOCIAL

CANDIDE, OU LES AVATARS D'UN PLAN

(Suite de la première page.)
Cela signifiait, en clair, que l'on choisissait la navigation à vue plutôt que le choix courageux d'une route que l'on s'efforçait de suivre malgré le déchaînement des éléments.
Lorsque ont débuté, il y a un an, les travaux du Plan proprement dit, la plus grande confusion a présidé à leur organisation : la commission du développement, organisme de synthèse, a commencé à réfléchir seule ; à aucun moment, elle n'a bénéficié des conclusions des autres commissions pour orienter ses recommandations ; mais nous allons voir par la suite que cela n'avait pas grande importance !
Nous avons vite compris que le gouvernement souhaitait de la part du Commissariat général du Plan une approbation de sa politique, car les quatre scénarios qui nous ont été proposés au départ présentaient en compte deux situations internationales (spécialement pour le prix du pétrole), l'une pessimiste (pas assez), l'autre optimiste (trop), et deux comportements nationaux, l'un réticent (trop), l'autre dynamique (pas assez). Ces quatre scénarios aboutissaient tous à une augmentation considérable du chômage pendant la durée du Plan, atteignant, en 1985, deux millions à deux millions et demi de chômeurs !
Enfin, étonnant, dès lors, que la C.G.C., les autres organisations syndicales, et même la C.N.P.F., aient déclaré solennellement ne pouvoir continuer à éliger dans cette instance et on ne leur proposait pas des perspectives plus favorables concernant la situation de l'emploi ? La C.G.C. ne va-t-elle pas répétant que l'amélioration de cette situation constitue la priorité des priorités, tant pour le respect de la dignité des travailleurs que pour l'équilibre de la Sécurité sociale, des régimes de retraite, du régime chômage et même du budget de l'Etat ? Qu'elle ne peut être traitée comme la résultante d'une autre politique visant à préserver d'autres équilibres économiques, mais qu'elle doit constituer l'impératif de la politique économique de notre pays en ces temps difficiles ?
Devant cette insistance convergente, le commissaire général a accepté de faire tourner ses scénarios à l'envers - et nous a promis l'élaboration d'autres scénarios. C'était de sa part une décision courageuse dont je l'ai personnellement félicité, non sans attirer son attention sur les difficultés qu'elle lui vaudrait sans doute de la part de son premier ministre ! Malgré tout, Candide sentait en lui ce jour-là une grande espérance.

Pour « une table ronde de crise »

Il faut attendre près de cinq mois pour avoir les résultats de cette nouvelle étude, mais ceux-ci n'ont pas déçu notre attente : les vingt-quatre scénarios qui nous furent présentés démontrent que d'autres politiques que « la seule possible » menée par le premier ministre étaient envisageables, et que la situation de l'emploi, même en tenant compte d'une aggravation des contraintes extérieures (en particulier les augmentations du pétrole dédoublées à Caracas), pouvait être considérablement améliorée par rapport aux hypothèses initiales. Cette amélioration était subordonnée à l'acceptation d'efforts plus ou moins poussés dans les directions suivantes :
— Amélioration des possibilités d'autofinancement des entreprises, pour leur permettre des investissements créateurs d'emplois ;
— Modération corrélative de l'évolution du pouvoir d'achat des revenus individuels ;
— Diminution progressive de la durée du travail (une heure par an), assortie d'une augmentation de la durée d'utilisation des investissements ;
— En raison des possibilités

ouvertes à la France, augmentation de son endettement extérieur.
Ces conclusions, ces perspectives ont éveillé le plus grand intérêt parmi tous les participants aux travaux du VII^e Plan. Certes, il fallait obtenir un certain consensus des acteurs économiques impliqués. Les cadres, directement intéressés à la modération des revenus, ont déclaré par ma bouche qu'ils ne refusaient pas d'étudier cette possibilité, à une triple condition :
— Que toutes les catégories de citoyens participent à cet effort de solidarité à la mesure de leur faculté contributive réelle ;
— Que les entreprises procèdent effectivement à des investissements créateurs d'emplois ;
— Que l'Etat n'utilise pas d'éventuelles plus-values fiscales à augmenter son train de vie, mais à accompagner la redéploiement industriel et à soutenir l'investissement public et privé.
L'affaire avait l'air bien engagée. Hélas ! Nous avons eu d'abord à déplorer la tonalité générale du rapport de la commission du développement, qui ne reflétait pas le désir quasi général de ses membres de voir le gouvernement s'engager dans les voies ainsi ouvertes. Nous avons ensuite eu confirmation des différences d'appréciation entre le premier ministre et son commissaire général au Plan, ce dernier estimant, conforté en cela par les travaux qu'il dirigeait, que l'urgence d'améliorer la situation de l'emploi n'était pas suffisamment prise en compte par le gouvernement (mais tout-il croit les hebdomadaires satiriques qui paraissent le mercredi ?).
Enfin, et c'est malheureusement là de plus en plus une certitude, le gouvernement cherche à différer le débat parlementaire sur le Plan. Le document de base, qui doit être successivement discuté par le Conseil économique et social, l'Assemblée nationale et le Sénat, voit son adoption en conseil des ministres progressivement reculée. Il paraît que ce ne sera pas avant le mois de novembre, ce qui rend le débat parlementaire impossible pour la présente session. Il y aura ensuite la campagne de l'élection de président de la République, qui justifiera probablement le report à plus tard de la définition des grandes orientations de la politique économique et sociale de notre pays pour les cinq années à venir (il en restera quatre et demi) ; puis la France, exposée aux tempêtes internationales, dont les dirigeants font passer la politique politicienne avant ses intérêts essentiels !
Le Parlement se laissera-t-il faire ? Malgré tout, le parlement a proposé, au nom de la C.G.C., la tenue d'une « table ronde de crise » réunissant le gouvernement, le patronat, les syndicats de salariés, de commerçants, d'artisans, d'agriculteurs, des professions libérales, qui aurait pour mission de déterminer, en concertation, les mesures à prendre pour améliorer la situation de l'emploi, estimer leur coût et débattre « à leur mode de financement. Je l'ai déjà écrit : nous sommes en guerre économique, et c'est malheureusement dans les périodes de guerre que les Français savent faire leurs divisions et s'unir.
L'heure est trop grave pour négliger cet effort : il peut être maître !
JEAN MENU.

● Les objectifs de la C.F.T.C. à la rentrée. — Le redressement de la situation de l'emploi, la défense des bas salaires et du pouvoir d'achat, la relance de la réforme de l'entreprise et la reprise « sur de nouvelles bases » de la négociation sur la durée du travail sont les objectifs de la C.F.T.C. pour la rentrée. M. Bonnard, secrétaire général de la C.F.T.C., a souligné jeudi 18 septembre que les problèmes de l'emploi avaient dominé l'attention qu'une délégation de ce syndicat avait eu mercredi avec le ministre du travail, M. Matteoli.

AFFAIRES

LE GOUVERNEMENT BELGE S'EST PRONONCÉ POUR L'ÉCLATEMENT DU GROUPE SIDÉRURGIQUE COCKERILL

Le gouvernement belge, réuni jeudi 18 septembre en comité ministériel de coordination économique et sociale, a décidé l'éclatement en plusieurs sociétés autonomes de Cockerill, principal producteur d'acier de Belgique (30 % de total), dont les installations sont situées près de Liège, en Wallonie, et qui se trouve en proie à de graves difficultés financières.
Selon le plan du ministre (flamand) des affaires économiques, ces sociétés autonomes pourraient devenir bénéficiaires au prix de 20 milliards de francs belges (2,5 milliards de francs français) d'investissements nouveaux, étalés sur cinq ans, et réalisés en priorité dans des secteurs à haute rentabilité (tôles galvanisées, laminage à froid, mécanique et ingénierie), aux dépens des produits classiques très concurrentiels (produits longs essentiellement).
La publication de ce plan a provoqué une vive réaction des élus wallons et socialistes qui redoutent un démantèlement de la sidérurgie wallonne au profit de la vaine de développement, du 18 septembre 1980.

UNE BANQUE DE DONNÉES MACRO-ÉCONOMIQUES EUROPÉENNE EST MISE EN PLACE

La Commission internationale de services informatiques (Nileal du Commissariat à l'énergie atomique) a conclu un accord avec les Communautés européennes pour la mise en place de la plus importante banque de données macro-économiques en Europe. Ce fichier, baptisé « Chronos Europe », rassemblera environ 100 000 séries macro-économiques concernant au total 23 domaines différents (agriculture, production industrielle, pêche, pays en voie de développement, importations et exportations dans la C.E.E., etc.).
L'ensemble des renseignements proposés par cette banque de données représentera l'équivalent de 400 000 pages dactylographiées. Mise en forme par l'Office européen des statistiques, elle sera distribuée par la CISEI et accessible au début de 1981 via les réseaux de transmissions de données Razonet et Transpac.

ARTISANAT

Clôture du cinquantenaire des chambres de métiers

M. Giscard d'Estaing annonce une amélioration du régime d'assurance maladie des artisans

C'est dans une atmosphère bon ancrée — M. Giscard d'Estaing a clôturé, jeudi 18 septembre à Paris, le cinquantenaire des chambres de métiers, devant plusieurs milliers d'administrateurs consulaires venus de tous les départements. Le grand auditorium du Palais des congrès était comble, seules quatre chambres de métiers ayant refusé l'invitation. Dans l'assemblée, si la plupart des participants s'avouaient à l'issue de la journée « ravis du voyage », ils n'en étaient pas pour autant dupes du caractère politique de cette manifestation et restaient prudents quant aux suites de ses efforts, d'est pas réellement parvenus à exporter l'adhésion de l'auditoire, dont l'enthousiasme est resté tiède, sans l'adhésion à dénoncer le travail clandestin. La plupart des artisans présents ont été en effet déçus par le refus opposé par le chef de l'Etat à leur revendication principale du moment : exiger avant l'installation des nouveaux artisans que ceux-ci possèdent un « minimum d'expérience professionnelle ».

Le chef de l'Etat, après avoir fait le bilan de l'action publique en faveur de ce secteur, a annoncé une série de mesures concrètes en faveur de l'artisanat. Outre l'adaptation du statut des S.A.R.L. aux exigences du secteur des métiers, mesure adoptée la veille au conseil des ministres (Le Monde du 19 septembre), plusieurs décisions ont été prises pour améliorer le régime de l'assurance-maladie des artisans : une réduction de 11,65 % à 10 % du taux des cotisations individuelles des artisans à compter du 1^{er} janvier 1981, la création d'un régime volontaire « permettant aux artisans et commerçants qui le désirent de s'assurer contre leurs pertes de revenus en cas de maladie », et enfin, la reconduction pour 1981 de l'aide versée aux artisans et commerçants qui cessent leur activité à soixante ans. Sur le plan fiscal, M. Giscard d'Estaing s'est engagé à ce que le plafond de l'abattement fiscal de 30 % — soit « supprimé avant la fin de 1983 ». Enfin, il a annoncé qu'en « matière de formation continue (...), un dispositif sera créé, ouvert à tous, et géré par les artisans eux-mêmes, dont les dispositions essentielles devraient être modérées par les chambres des métiers elles-mêmes ».

Le groupe cimentier Lafarge se lance dans l'industrie agro-alimentaire

Le groupe Lafarge, premier cimentier français et troisième mondial, avec 24 000 personnes et 8 milliards de francs de chiffre d'affaires, va se lancer dans l'industrie agro-alimentaire. Il négocie avec le groupe familial Coppée (1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires) une prise de participation majoritaire (51 %) dans la compagnie Coppée développement industrie (C.D.I.) qui contrôle le groupe S.I.A.S.-Orsan-Eurolystine (agro-industrie), la société Coppée Rust (ingénierie), et les Charbonnages du Centre (immobilier, énergie).
Pour payer cette acquisition, Lafarge émettra 600 000 actions nouvelles à 320 francs, soit 8 % du capital, qui seraient remises au groupe Coppée, celui-ci devant ainsi le premier actionnaire de la société cimentière.

L'opération, menée avec le concours de la banque Lazard, a reçu l'accord du Crédit agricole en raison de la nature des activités concernées et sera soumise à l'agrément des pouvoirs publics français et belges.

Pour Lafarge, elle permet une diversification majeure dans une activité à forte valeur ajoutée (ce qui n'est guère le cas du ciment) et dans un secteur très porteur, celui de la biochimie.

Le groupe Société Industrielle et agricole de la Somme — Produits organiques du Sauterelle (S.I.A.S.-Orsan) qui emploie mille cinq cents personnes et réalise 670 millions de francs de chiffre d'affaires, est le premier fabricant européen (12 % du tonnage mondial) pour le glutamate, produit qui donne de la saveur aux plats préparés (potages, sauces, etc.). Sa filiale Eurolystine, à 50/50 avec le géant japonais Asinmoto, produit le glutamate, produit mondial de lysine qui, avec la méthionine, entre dans l'alimentation animale.

L'entrée de ces sociétés de biochimie dans le groupe cimentier peut, à première vue, surprendre. Les dirigeants de Lafarge répondent que l'intérêt d'une valeur ajoutée plus forte dans un secteur en plein développement, la biochimie exige des investissements importants dans des laboratoires automatisés en continu avec peu de personnel. De plus, les problèmes de consommation

A Saint-Gaudens

DES DIZAINES D'ENTREPRISES ET DES MILLIERS D'EMPLOIS SONT MENACÉS PAR LES DIFFICULTÉS DE LA CELLULOSE D'AQUITAINE

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Des dizaines d'entreprises de sous-traitance et des milliers d'ouvriers et de bûcherons sont directement concernés par les difficultés de l'usine de La Cellulose d'Aquitaine. Cette usine dépend du Groupement européen de la cellulose (G.E.C.), que l'Etat a récemment décidé de renflouer. Si cette mesure peut préserver les six cents emplois de la succursale de Saint-Gaudens, elle ne résout pas les problèmes des cinquante sous-traitants qui emploient des centaines d'ouvriers. Elle ne protège pas non plus les milliers de travailleurs qui abattent dans la forêt pyrénéenne les arbres qui fournissent la cellulose.
Les 30 millions de francs promis par le ministre de l'Industrie sont insuffisants pour payer l'achat d'un nouveau séchoir de pâte à papier, dont le coût est évalué à 40 millions de francs. Un surcoût a été accordé en août au G.E.C. pour le remboursement des avances aux sous-traitants, mais le montant de ces dernières, qui sont à payer dans un proche délai, atteint 7 millions de francs.
En attendant une nouvelle décision du ministère, les chefs des entreprises de sous-traitance et leurs collaborateurs organisent depuis plusieurs jours des manifestations à Saint-Gaudens. — L. P.

La crise de l'automobile

LES BÉNÉFICES DE VOLKSWAGEN ONT BAISSÉ DE 28 % AU PREMIER SEMESTRE

La crise mondiale de l'automobile et la perçue des constructeurs japonais, qui ont conquis en août 15 % du marché allemand de l'automobile (contre 10 % en mai et juin), commencent à mettre en difficulté les constructeurs d'Allemagne fédérale. Opel, filiale de General Motors, vient d'annoncer deux nouvelles semaines de chômage technique, ce qui toucherait vingt mille salariés de ses usines de Rüsselsheim et de Kalserlautern. Depuis le début de l'année, Opel a déjà mis près de 12 000 heures de salariés au chômage technique pour quatorze semaines.
De son côté, le groupe Volkswagen a annoncé une baisse de 28 % de ses bénéfices pour les six premiers mois de l'année, due pour l'essentiel au tassement des ventes sur le marché intérieur (— 10,8 %), qui a entraîné le groupe à réduire sa production (de 1,3 %). Pour l'ensemble de l'année 1980, les résultats du premier groupe automobile allemand devraient néanmoins rester « satisfaisants », bien qu'en recul sur ceux de 1979, a précisé le directeur financier du groupe, indiquant que l'année 1981 sera « encore plus difficile » que l'exercice en cours.

Faits et chiffres

Affaires

● NEC en Ecosse. — La firme Nippon Electric (NEC), le plus grand constructeur d'équipement pour les télécommunications du Japon, va installer une usine de fabrication de circuits intégrés (notamment de LSI pour ordinateurs) en Ecosse, à 24 kilomètres à l'ouest d'Edimbourg. Elle sera opérationnelle en avril 1982. NEC va investir 85 millions de dollars (400 millions de francs) dans cette usine dont la production sera vendue pour l'essentiel dans la C.E.E.

Social

● La C.G.T. refuse de payer des sommes réclamées pour grèves par deux entreprises à la suite de conflits qui ont eu lieu en 1975 et 1977. La C.G.T. a déjà condamné en première instance aux dépens de la régie Renault et du chantier naval Dubigeon-Normandie, a fait appel. Ces deux procès auront lieu le 1^{er} octobre à Rennes d'une part et à Angers d'autre part.

AGRICULTURE

L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE VOTE UNE RÉOLUTION PRÉCONISANT « UNE RÉFORME FONDAMENTALE DU BUDGET COMMUNAUTAIRE »

(De notre envoyé spécial.)

Strasbourg. — Décidément, la politique agricole commune est de tous les débats européens. L'examen de l'accord des Neuf du 30 mai sur la contribution britannique au budget de la C.E.E. a donné lieu jeudi 18 septembre à l'Assemblée européenne au vote d'une résolution qui estime qu'un budget équilibré et équilibré ne peut être obtenu que par une réforme fondamentale du budget de la Communauté, par un contrôle des dépenses dans les secteurs agricoles qui connaissent des excédents structurels et par le renforcement des politiques communautaires structurelles.

Les gaullistes ont tenté en vain d'atténuer la portée du texte. M. Ansquer s'est prononcé « contre la réforme fondamentale du budget », qui, selon lui, conduirait au démantèlement de l'Europe verte. M. Baillet (communiste, français), a pour sa part stigmatisé « le camouflage d'un compromis obtenu au sein d'un groupe de la Grande-Bretagne et dont les conséquences financières retomberont sur les contribuables français et allemands ».

La motion de M. Dankert (socialiste néerlandais) dénonce également la préséance de l'accord de Luxembourg en soulignant « le danger de précédent créé par l'adoption d'une mesure spécifique liée aux recettes budgétaires d'un Etat membre ». Les socialistes allemands, les démocrates-chrétiens et les communistes italiens ont intervenu dans le même sens en déclarant que la décision des Neuf ne servait pas les intérêts de la C.E.E.

L'Assemblée a aussi adopté jeudi à une forte majorité le rapport de M. Ferrero (communiste, italien) sur la faim dans le monde, dans sa version originale. Deux amendements seulement, d'importance mineure, ont été retenus sur les cent quarante présentés, dont près de la moitié par M. Pannella (radical, italien). Pourtant, parmi la soixantaine de textes présentés par le parlementaire italien, il y en avait au moins un qui aurait mérité d'attirer l'attention de ses collègues, qui, comme d'habitude, l'ont rejeté irrésistiblement. L'amendement demandait aux Neuf de consacrer au moins 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement d'ici 1985 et 1 % d'ici à 1990. — M. Sc.

Les méthodes d'élevage

« IL EXISTE DERRIÈRE CETTE AFFAIRE D'HORMONES D'ES RÈGLEMENTS DE COMPTES », déclare M. Méhaignerie.

« L'idéal serait l'interdiction effective de toutes les hormones, mais elle n'est applicable que dans le cadre d'une législation européenne unique », a déclaré M. Méhaignerie, le 18 septembre, lors de la présentation du budget de l'agriculture. En attendant cette « situation idéale », le ministre de l'Agriculture estime qu'il vaut mieux une certaine libéralisation de l'utilisation des hormones naturelles sous le contrôle des vétérinaires. Mais il a le sentiment qu'il existe derrière cette affaire d'hormones des règlements de comptes ».

D'autre part, M. Lajoinie, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, demande dans une lettre adressée à M. Méhaignerie que « des mesures soient prises immédiatement pour permettre aux éleveurs de produire de la viande de qualité ».

M. JACQUES BLANC APPRÉCIE L'UN AUSSI LE VEAU

M. Jacques Chirac avait déclaré le 11 septembre devant les jeunes du R.P.R. : « Je suis un gros mangeur de tête de veau et je m'en porte très bien ! » (Le Monde du 13 septembre). Il semble qu'il n'y ait aucune divergence sur ce point entre les dirigeants des deux formations de la majorité, puisque M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a tenu à préciser, jeudi 18 septembre, au micro de France-Inter : « En tant que médecin, je dis aux Français : vous pouvez manger de la viande de veau. Et moi, j'en mange. Ce n'est pas parce qu'il y a eu quelques margoulins ou quelques bandits, hein ? que l'on va jeter l'opprobre sur l'ensemble des producteurs de veau ! »

CTM
COMPUTER

Modèles 700/800/900

Le système « clé en main » de la P.M.E.

SICOB NIVEAU 4 - ZONE A - STAND 4.100
NIVEAU 1 - ZONE D - STAND 1.428

MONNAIES

La valeur du D.T.S. ne sera plus déterminée qu'à partir des cinq plus grandes monnaies

Le Fonds monétaire international a annoncé jeudi qu'à dater du 1^{er} janvier 1981, le D.T.S. sera déterminé à partir de cinq monnaies de référence : le dollar, le franc suisse, le franc allemand, le franc français et le livre sterling. La détermination de la valeur du D.T.S. sera donc établie à partir d'une « panier » de cinq devises.

Cette décision est conforme à une recommandation prise par le comité intermédiaire à Hambourg le 25 avril. Elle est destinée à rendre le D.T.S. plus attractif. (Voir le Monde du 10 mai : Vers un D.T.S. renoué.) L'exis-

ÉNERGIE

LES ÉMIRATS ARABES UNIS VONT RÉDUIRE LEUR PRODUCTION DE 10 %

Les Émirats arabes unis ont annoncé, le jeudi 18 septembre, une réduction de leur production de 10 % pendant le dernier trimestre. M. Al Otaibi, ministre du pétrole des Émirats, a affirmé que cette diminution contribuerait à résorber l'excédent du marché pétrolier. La production actuelle est de 1,7 million de barils par jour.

Cette décision intervient au lendemain de la réunion des ministres du pétrole de l'OPEP à Vienne. Alors que l'Arabie Saoudite venait d'accepter de relever ses prix de 28 à 30 dollars le baril, plusieurs ministres, dont le Vénézuélien M. Calderon Fournier, ont dit leur espoir de voir « prochainement » réviser le prix du pétrole. Certains pays membres ont donc dû s'engager à baisser leur production. Si l'Arabie Saoudite a renoncé à diminuer la sienne, il n'est pas certain qu'elle maintienne celle-ci à 9,5 millions de barils par jour tout le dernier trimestre.

À Bruxelles, on rappelle que « la stabilité des prix est nécessaire à notre industrie pour pouvoir planifier l'avenir ». Selon l'Agence internationale de l'énergie, la décision saoudienne d'augmenter le prix du pétrole, prise contre l'engagement des autres membres de l'organisation à geler leurs prix, devrait avoir un impact négatif sur l'économie du marché et la baisse du dollar.

tence de deux paniers de référence empêchait de coter le D.T.S. au pair sur aucune place. Plusieurs des monnaies du grand panier n'étaient pas cotées à terme, les taux d'émission privés libellés en D.T.S. ne pouvaient pas non plus être cotés à terme.

Dans le nouveau « panier », les poids respectifs des cinq devises seront les suivants : 42 % pour le dollar, 19 % pour le mark et 13 % pour chacune des trois autres devises. Cette pondération fait apparaître de sensibles différences avec l'ancienne et en particulier une augmentation du « poids » assigné au dollar (33 % dans le panier de seize monnaies). Cependant, il faut tenir compte que plusieurs devises plus ou moins liées à la devise américaine (dollar canadien notamment) figuraient dans le « grand » panier abandonné.

Rappelons que le F.M.I. a déjà émis depuis 1970 pour 17 milliards de D.T.S. en faveur des banques centrales. Le D.T.S. est une unité de compte. Sa détermination permet d'obtenir à due concurrence les monnaies convertibles désignées par le Fonds. Celui-ci tient sa comptabilité en D.T.S., dont la cotation varie tous les jours en fonction des cours des monnaies de référence.

LA BUNDESBANK RAMÈNE À 9 % LE TAUX DES AVANCES SUR TITRES

Le conseil d'administration de la Bundesbank, réuni jeudi 18 septembre, a décidé d'abaisser d'un demi-point le « taux lombard » (applicable aux avances sur titres) avec effet le 19 septembre. Le nouveau taux est fixé à 9 %. Il était à 9,5 % depuis le 30 avril. En revanche, le taux d'escompte reste à 7,5 %, ce qui est le plus haut niveau enregistré depuis 1948.

L'abaissement du « lombard » n'est pas le premier pas en direction d'une détente des taux d'intérêt depuis la fin avril. En juillet, l'Institut d'émission, soucieux d'assurer la liquidité des banques à une époque de ralentissement économique, avait décidé de prêter aux banques 5 milliards de D.M. dans les opérations à vingt-cinq jours d'échéance (contre remise de titres) au taux de 9,2 % plus bas que le « taux lombard » du moment.

● **Baisse du taux d'escompte.** — La Banque nationale du Danemark a ramené de 13 % à 12 % son taux d'escompte. Le nouveau taux s'applique, à partir du vendredi 19 septembre. Le taux avait été relevé de deux points le 15 février pour être porté à 15 %, niveau le plus élevé encore jamais enregistré.

ÉTRANGER

Les relations entre la C.E.E. et l'Australie Bruxelles a tenté de rassurer Canberra

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Détente, au moins provisoire, dans les relations entre l'Australie et la Communauté, tel est apparemment le résultat de la visite de M. Anthony, vice-premier ministre et ministre du Commerce, à la Commission de Bruxelles.

Aux griefs habituels de l'Australie à l'égard de la politique agricole commune est venue s'ajouter la crainte d'être victime de la nouvelle réglementation communautaire du marché du mouton. Pour faire jouer la préférence communautaire, la C.E.E. a décidé de négocier des accords d'autorisation avec ses fournisseurs extérieurs traditionnels, au premier rang desquels se trouve la Nouvelle-Zélande. La Communauté avait l'intention de proposer à l'Australie un quota annuel de 9 000 tonnes, alors que celle-ci estime avoir droit à sensiblement davantage.

L'Australie voudrait, en outre, que la Communauté s'engage à strictement limiter les quantités de viande de mouton qu'elle exportera grâce à des subventions vers les pays tiers. Canberra reproche également à la C.E.E. de n'appliquer qu'incomplètement des engagements pris lors du Tokyo Round en matière d'importation de viande de bœuf (30 000 tonnes de viande destinées aux conserves au lieu de

60 000 tonnes promises) et regrette que la C.E.E. n'ait pas signé l'accord sur le mouton et, de ce fait, ne soit soumise à aucune discipline à l'exportation.

Le différend sur le mouton, en dépit de la modestie de l'enjeu (à titre de comparaison, le quota qui sera accordé par la C.E.E. à la Nouvelle-Zélande atteindra 235 000 tonnes), prenait des proportions préoccupantes : M. Anthony, avant son voyage en Europe, menaçait de prendre des représailles contre une fraction importante (1 milliard de dollars australiens) des exportations communautaires vers l'Australie. Les quatre Airbus achetés par une compagnie australienne figuraient parmi les premiers visés.

M. Gundlach, le vice-président de la commission chargée des affaires agricoles, a semblé-t-il, rassuré M. Anthony : les exportateurs australiens de mouton ne seront pas lésés et la commission fera des propositions dans ce sens au conseil. Dans ces conditions, M. Anthony va recommander à son gouvernement de ne pas adopter de mesures de représailles jusqu'à la décision du conseil des ministres des Neuf à la fin de ce mois. Il reste que les Australiens, en vertu d'une loi ancienne, jusqu'à présent non appliquée, ont renforcé les contrôles douaniers exercés sur les importations de vin européen. Un moyen de maintenir une pression.

PHILIPPE LEMAITRE.

IMPORTANT DÉFICIT DE LA BALANCE AMÉRICAINE DES PAIEMENTS COURANTS AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Le déficit de la balance américaine des paiements courants a été, après correction des variations saisonnières, de 3,5 milliards de dollars au second trimestre, soit 135 millions de dollars de moins qu'au premier trimestre. Ce déficit, plus important que prévu, est à rapprocher de celui de l'année 1979, qui avait été de 785 millions de dollars.

Au deuxième trimestre, le déficit de la balance commerciale s'est réduit, revenant à 7,6 milliards de dollars contre 10,3 milliards au premier trimestre, cela à cause surtout d'une baisse des importations pétrolières. De même, la balance des paiements enregistre-t-elle une baisse des ventes des investissements américains à l'étranger, à la suite notamment du rachat par le gouvernement saoudien des intérêts que quatre grandes compagnies pétrolières américaines détenaient dans l'ARAMCO.

Le gouvernement des Pays-Bas annonce une baisse générale du pouvoir d'achat

De notre correspondant

Amsterdam. — Aux Pays-Bas, le gouvernement de centre droit prévoit une baisse générale du pouvoir d'achat. La coalition gouvernementale, composée de chrétiens-démocrates et de libéraux conservateurs, a demandé aux Néerlandais de faire preuve d'une grande modération dans le domaine des salaires. Les baisses du pouvoir d'achat pourraient aller jusqu'à 3,5 % pour les salariés les plus aisés.

C'est donc un sombre message que le gouvernement de M. Van Agt a rédigé à quelques mois des élections, prévues à printemps 1981. Le message a été lu, au cours du traditionnel « discours du trône » qui marque l'ouverture de la nouvelle année parlementaire.

Pour justifier une politique qui n'enthousiasme personne, le gouvernement invoque le piètre état dans lequel se trouverait l'économie. Les experts prévoient une totale stagnation l'année prochaine. Le nombre des petites et moyennes entreprises en difficulté ne cesse de croître, ce qui s'expliquerait, selon le gouvernement, par le haut niveau des salaires. Les Pays-Bas comptent 300 000 chômeurs au début de l'année prochaine, soit plus de 5 % de la population active (deux fois plus que les pronostics gouvernementaux établis ces dernières années).

Les dépenses publiques devraient diminuer de 3,6 milliards de flo-

rens (7,7 milliards de francs). Les forces armées n'échappent pas à la règle et les 9 % du budget qu'exige l'OTAN pour les dépenses militaires ne seront pas atteints.

Pour atteindre ses objectifs salariaux, le gouvernement se contente de miser sur « le sens des responsabilités » des salariés et du patronat. Mais les salaires négociés devraient s'élever rien n'indiquant que les syndicats soient disposés à collaborer. — le gouvernement pourrait être amené à fixer unilatéralement les salaires.

Les pouvoirs publics espèrent que la hausse des salaires ne dépassera pas 6 %. Les salaires des fonctionnaires seront les premiers touchés, ainsi que les prestations sociales, dans un pays qui se veut de choyer ses citoyens « du berceau jusqu'à la tombe ».

RENÉ TER STEEG.

● **GRANDE-BRETAGNE :** pas de grève des dockers ? La grève nationale des dockers, qui devait commencer dimanche 21 septembre (le Monde 18 septembre), n'aura pas probablement lieu. Après une discussion, jeudi 18 septembre, employeurs et syndicats se sont mis d'accord sur une formule de règlement dont les termes n'ont pas été révélés. (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LESIEUR S.A.

Les résultats consolidés du groupe pour le premier semestre de l'exercice en cours font apparaître un chiffre d'affaires de 2,05 milliards de francs, en progression de 4,4 % sur celui de la période correspondante de 1979. Le bénéfice net après provision pour participation du personnel et la marge brute d'autofinancement s'établissent respectivement à 49,8 et 84,1 millions de francs, compte tenu des modifications comptables intervenues à compter du 1^{er} janvier 1980 et après pour objet de répartir manuellement diverses charges précédemment imputées en frais d'entretien : ces résultats sont donc comparables directement à ceux publiés l'an dernier pour la période correspondante. Le bénéfice net de 49,8 millions de francs et la marge brute d'autofinancement de 84,1 millions réalisés au premier semestre 1980 doivent être rapprochés d'un bénéfice rétroactif sur des bases comparables de 56,3 millions et d'une marge brute d'autofinancement de 85,5 millions pour la période correspondante de l'année précédente.

Ce résultat est nettement supérieur par rapport à des facteurs temporaires, et pour partie aux importantes variations commerciales exceptionnelles durant la période considérée, en vue de l'introduction de nouveaux produits et du développement des ventes de la filiale espagnole du groupe (+ 25 % en volume à fin juillet), devrait progressivement se réduire au second semestre du fait notamment de l'activité soutenue durant le troisième trimestre.

Les résultats consolidés au 30 septembre seront publiés à l'issue de la réunion du conseil d'administration du 26 novembre prochain, réunion au cours de laquelle sera arrêté le montant du dividende distribuable payable début janvier 1981.

GRAND METROPOLITAN LIMITED

Troisième trimestre de l'exercice 1979-1980

Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée le 30 juin 1980, le chiffre d'affaires du groupe Grand Metropolitan, ne tenant pas compte de celui du groupe L'Éclair, a dépassé celui de la même période de l'exercice précédent d'environ 13,3 %. Le chiffre d'affaires incluant les ventes des filiales à l'étranger, et celles-ci sont converties au taux de change de la clôture de chaque trimestre.

Le dividende ordinaire de 5 875 p. action ordinaire relatif à l'exercice clos le 30 septembre 1980 sera mis en paiement le 6 octobre 1980 aux porteurs inscrits sur les registres le 30 août 1980.

Les comptes du groupe américain Liggett Group Inc., qui a fait l'objet d'une offre publique d'achat de la part de Grand Metropolitan en mai 1980, seront incorporés dans les comptes consolidés de Grand Metropolitan Limited avec effet du 1^{er} juin 1980.

Pour le deuxième trimestre 1980, les comptes de Liggett Group Inc. font apparaître les résultats suivants (comparés à la période correspondante de 1979) :

	2 ^e trimestre 1979-1980	2 ^e trimestre 1980
Chiffre d'affaires	265 829	281 110
Bénéfices nets	6 124	23 887

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de développement des entreprises s'est réuni le mardi 16 septembre 1980 pour statuer sur les comptes de l'exercice 1979-1980. Il est tenu le 30 juin 1980.

Le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 22,6 millions de F., en progression de 4 % sur celui de l'exercice précédent.

Le bénéfice net ressort à 29,7 millions de F. contre 26,8 millions de F., soit une hausse de 11 %.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 26 novembre 1980 de distribuer un coupon net de 5 F. par action (soit un dividende total de 250 F. contre 225 F. net l'exercice précédent).

Les comptes consolidés au 30 septembre 1980 font ressortir un bénéfice net de 34,4 millions de F. et un actif net de 156 F. par action.

N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ

(Royal Dutch)

Établie à La Haye-Pays-Bas

Le Conseil d'Administration et la Direction de la N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ (Royal Dutch) ont décidé de distribuer, à valoir sur le dividende de l'exercice 1980, un acompte de fl. 6,— par action ordinaire.

Sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25%) et contre remise du coupon No. 168 des certificats d'action au porteur munis de coupons, le dividende intérimaire sera payable en France, à partir du mardi 23 septembre 1980, auprès de :

Lazard Frères & Cie
121, boulevard Haussmann
Paris, 8e.

Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10%) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F", prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende intérimaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de cession qui ne se compose pas de coupons séparés (dits titres CF), ceux qui, le 12 septembre 1980, à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende intérimaire sera versé le mardi 23 septembre 1980, sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25%) au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Administration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10%) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, la ou les déclarations "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F".

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15% effectuée aux Pays-Bas.

Lazard Frères & Cie tiendra à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage.

La Haye, le 11 septembre 1980.

LA DIRECTION

VRAI FAUX?

PLACEMENT SANS IMPÔTS : Est-il vrai qu'un placement peut me rapporter plus de 11 % sans impôts et sans droits de succession ?

VRAI : Encore une découverte du Revenu Français.

VRAI FAUX?

DIAMANT : Avec 36 % de plus-value en 1 an, le diamant est-il vraiment le placement miracle ?

FAUX : Attention aux mirages ! Le Revenu Français dénonce les placements à plus-value illusoire.

VRAI FAUX?

VOTRE PATRIMOINE : Est-il vrai qu'un mensuel de conseil en placement et en gestion de patrimoine fait gagner de l'argent à ses abonnés ?

VRAI : C'est le raison pour laquelle le Revenu Français a obtenu la confiance de milliers de nouveaux abonnés. Leur fidélité est sa meilleure référence.

LE REVENU FRANÇAIS

Abonnez-vous à votre tour :

LE REVENU FRANÇAIS

1^{er} mensuel de conseil en placement et gestion de patrimoine

61, rue de Molière 75011 Paris

Adressez-moi le Revenu Français

☐ 1 an pour 120 F., au lieu de 144 F.

☐ 2 ans pour 210 F., au lieu de 288 F.

M. Mlle Mlle

Adresse

Ci-joint mon règlement

Signature

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	4.1715	4.1720	4.1720	4.1720
\$ Can.	3.5735	3.5735	3.5735	3.5735
Yen (100)	1.9825	1.9860	1.9860	1.9860
D.M.	2.3210	2.3230	2.3230	2.3230
Florin	2.1350	2.1380	2.1380	2.1380
F.S. (100)	16.4760	16.4380	16.4380	16.4380
F.S. (1 000)	16.4940	16.4380	16.4380	16.4380
L. (1 000)	4.8540	4.8580	4.8580	4.8580
£	9.9400	9.9470	9.9470	9.9470

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/2	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8
D.M.	107 7/8	107 1/4	107 1/8	107 1/4	107 1/8	107 1/4	107 1/8	107 1/4	107 1/8
Florin	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4
F.S. (100)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F.S. (1 000)	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
£	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8
Fr. franc.	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE

AVIS

Le Préfet de l'ARDECHE communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'Utilité Publique de la ligne à 2 circuits 400 KV COULANGE - TRICASTIN - Tronçon COULANGE - BOURG-SAINT-ANDEOL.

Conformément au décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois, à dater du 29 septembre 1980, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la Préfecture de l'ARDECHE, à PRIVAS : les jours ouvrables, sauf le samedi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.
- à la Mairie de ROCHEMAURE : les jours ouvrables, sauf le samedi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.
- à la Mairie de VIVIERS : les jours ouvrables, sauf le samedi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.
- à la Mairie de BOURG-SAINT-ANDEOL : les jours ouvrables, sauf le samedi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.
- à la Direction Interdépartementale de l'Industrie, région RHONE-ALPES, 8, quai Crémier 69021 GRENOBLE CEDEX : tous les jours, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Il pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 19 SEPTEMBRE

Repli

Après une séance de consolidation, le marché se replie vendredi, jour de réponse des primes. L'indicateur de tendance termine à -1,1 %.

On note de nouvelles prises de bénéfices réalisées pour des raisons essentiellement techniques, avant la liquidation de septembre.

Certains investisseurs expriment la crainte de voir les taux d'intérêt remonter en France. Sur le marché, on évoque également le lancement prochain d'un emprunt d'Etat.

Il est certain, par ailleurs, que la baisse de Wall Street n'a pas favorisé les initiatives.

Parmi les quelques hausses, on remarque le Crédit industriel et commercial (+ 0,4 %), la Martini de Chaux (+ 0,3 %), CEM (+ 0,3 %), SEB (+ 0,3 %), FACOM (+ 0,3 %).

Les baisses les plus sensibles sont enregistrées sur Saint-Gobain (- 0,8 %), Peugeot (- 0,5 %), Roussel (- 0,5 %), Radio-Technique (- 0,5 %), Saurin et Gory (- 0,5 %), Matra revient à 940 (- 0,5 %).

Aux étrangères, les mines d'or se distinguent : Western Holding gagne 6,50 %, Randfontein, 6,52 %.

Sur le marché de l'or, le lingot repasse la barre des 300 \$ (300 \$ F), tandis que le napoléon reste stable (787,90 F). L'emprunt 7 % 1983 franchit un nouveau cours record (9 010 F).

DRÔTES DE SOUSCRIPTION

VALEURS	Précéd.	Dernier
(Actions et parts)		
Transport Industrie, 100	29,7	29,7

Taux de marché monétaire
Effet 100 jours 11 1/8 %

LONDRES 19 SEPTEMBRE

Le repli se poursuit

Le repli du marché se poursuit en raison du maintien du taux d'escompte à son niveau actuel. Baisse des industriels, mais hausses des mines d'or, en liaison avec celle du métal.

Le repli se poursuit également sur le marché des obligations.

Le marché des actions termine à -1,1 %.

On note de nouvelles prises de bénéfices réalisées pour des raisons essentiellement techniques, avant la liquidation de septembre.

Certains investisseurs expriment la crainte de voir les taux d'intérêt remonter en France. Sur le marché, on évoque également le lancement prochain d'un emprunt d'Etat.

Il est certain, par ailleurs, que la baisse de Wall Street n'a pas favorisé les initiatives.

Parmi les quelques hausses, on remarque le Crédit industriel et commercial (+ 0,4 %), la Martini de Chaux (+ 0,3 %), CEM (+ 0,3 %), SEB (+ 0,3 %), FACOM (+ 0,3 %).

Les baisses les plus sensibles sont enregistrées sur Saint-Gobain (- 0,8 %), Peugeot (- 0,5 %), Roussel (- 0,5 %), Radio-Technique (- 0,5 %), Saurin et Gory (- 0,5 %), Matra revient à 940 (- 0,5 %).

Aux étrangères, les mines d'or se distinguent : Western Holding gagne 6,50 %, Randfontein, 6,52 %.

Sur le marché de l'or, le lingot repasse la barre des 300 \$ (300 \$ F), tandis que le napoléon reste stable (787,90 F). L'emprunt 7 % 1983 franchit un nouveau cours record (9 010 F).

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL — L'assemblée d'obligataires a approuvé la proposition de la société de convertir en obligations convertibles les actions de 100 millions de francs de la société. Les obligations convertibles seront émises à 100 millions de francs, en hausse de 100 millions de francs.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUÈDE — La société pourrait émettre, avant la fin de l'année, un emprunt convertible. Une assemblée extraordinaire sera convoquée à ce sujet. Celle-ci devra également statuer sur l'augmentation du capital de la société de 100 à 150 %.

AMAX — Le bénéfice net des six premiers mois de l'année se monte à 20,5 millions de dollars, soit 4,6 dollars par action contre 3,0 dollars en 1979.

GROUPES THOMSON — Comme le prévoit les accords conclus avec la General Electric, les groupes, le groupe à la ST, les contrôle des sociétés allemandes Saba et Vidicon.

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen)	19/9	18/9
	211,90	212,40

NEW-YORK 19 SEPTEMBRE

Prises de bénéfices

Après une séance de forte hausse, le marché s'est replié jeudi. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles perdait 4,78 points à 956,46. Le volume des transactions est resté élevé (2,38 milliards contre 2,1 milliards de lundi).

Les investisseurs institutionnels ont effectué de nombreuses ventes de bénéfices et entraîné les autres investisseurs dans leur sillage. L'échec économique reste en effet toujours incertain. Le déficit de la balance des paiements américains ne diminue que légèrement (2,5 milliards de dollars en dernière semaine de septembre, contre 2,6 milliards pendant les trois semaines précédentes). Les statistiques du chômage, en revanche, s'améliorent.

Les « blue chips » ont été particulièrement touchés : IBM, perd 3/4 à 80 1/2, General Motors 1/4 à 50 3/4, Exxon 1/8 à 50 1/4, U.S. Steel 1/4 à 32 1/2.

Parmi les hausses hautes, on note Superior Oil, qui gagne 1 1/2 à 26 1/2 et Teleflex 1/4 à 20 3/4.

La baisse autour de Pullman n'est toujours pas terminée. Deux autres opposants : celle de Wheelabrator et celle de Ray.

McDonnell a chuté de 1/2 dollar.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 : 29 sept. 1967)

VALEURS	COURS 17/9	COURS 18/9
IND. DOW JONES	72 3/8	72 1/2
IND. NASDAQ	1 018 1/2	1 021 1/2
IND. S&P 500	412 1/2	414 1/2
IND. NYSE	48 5/8	48 1/2
IND. NYSE ARABIAN	53 1/4	53 1/2
IND. NYSE EUROPEAN	47 1/2	47 1/2
IND. NYSE JAPAN	95 1/2	95 1/2
IND. NYSE AUSTRALIAN	88 5/8	88 1/2
IND. NYSE AFRICAIN	46 1/2	46 1/2
IND. NYSE ASIAN	54 1/2	54 1/2
IND. NYSE PACIFIC	38 3/4	38 3/4
IND. NYSE MIDDLE EAST	57 1/2	57 1/2
IND. NYSE SOUTH AMERICAN	16 1/2	16 1/2
IND. NYSE CENTRAL AMERICAN	37 1/4	37 1/4
IND. NYSE CARIBBEAN	32 1/2	32 1/2
IND. NYSE MEXICAN	32 1/2	32 1/2
IND. NYSE SOUTH AFRICAN	46 1/2	46 1/2
IND. NYSE INDIAN	152 1/2	149 1/2
IND. NYSE CHINESE	36 1/2	36 1/2
IND. NYSE HONGKONG	31 1/8	31 1/8
IND. NYSE TAIPEI	24 1/2	24 1/2
IND. NYSE BEIJING	42 1/2	42 1/2
IND. NYSE SHANGHAI	22 1/2	22 1/2
IND. NYSE CANTON	26 1/2	26 1/2
IND. NYSE HANKOW	55 1/2	55 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDRES

2. VIVRE : « Conquérir le présent », par Jean Lacroix ; « La parole est aux fantômes », par Gabriel Matzneff ; « De l'intime au mondial », par Michel Serfaty ; « Pessimisme ou follement ? », par Anne Claude.

ÉTRANGER

3. EUROPE : R.F.A. : des théologiens critiquent les prises de position de la hiérarchie catholique.
4. AFRIQUE : La visite de M. François-Poncet en Algérie.
5. PROCHE-ORIENT : L'impasse des grandes ambitions (1), par Jean Guéhenry.
6. ASIE : CAMBODGE : le témoignage d'un ancien ministre du prince Sihanouk.
CORÉE DU SUD : le Parlement européen intervient en faveur de M. Kim Dae-jung.
8-9. AMÉRIQUES

POLITIQUE

11. Mme Girard ou « Club de la presse » : une éminence grise sous emploi ?
13. L'affaire Bokassa.

SOCIÉTÉ

14. Un colloque sur les toxicomanes et les violences.
14-15. JUSTICE : l'assassinat de Henri Carrel, ou les secrets bien protégés.
16-17. ÉDUCATION
17. SCIENCES
18. SPORTS

LOISIRS ET TOURISME

19. Bilan d'automne de la restauration française : trop d'ombres à la carte.
— Tous Brando au balcon : la moto « verte » va faire du bruit.
22 à 24. Moto : hippisme : philatélie : plaisirs de la table : jeux.

CULTURE

25. THÉÂTRE : *Enfances de style*, d'après Raymond Queneau.
— CINÉMA : un mois de films québécois.
26. MUSIQUE.

INFORMATIONS « SERVICES »

30. Les urgences du dimanche.

ÉQUIPEMENT

18. TRANSPORTS : au cours des dix prochaines années, les compagnies aériennes prévoient une faible augmentation de leur trafic et des difficultés d'exploitation.

DOSSIER SICOB

35. Banque de données : l'insatiable absence des éditeurs français.
36. POINT DE VUE : « État démocratique ou société programmée », par Jean-Pierre Chevènement.
37. L'information bancaire à la fin de 1980.

ÉCONOMIE

40. SOCIAL : Manufecture : mobilisation de la C.G.T. et division syndicale.
42. ÉTRANGER : les relations entre la C.E.E. et l'Australie.

RADIO-TELEVISION (29)
Annonces classées (31 à 34)
Carnet (34) : Journal officiel (30)
Programmes spectacles (27 et 28)
Loto (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (24) ; Bourses (43).

Le numéro du « Monde » daté 19 septembre 1980 a été tiré à 546 715 exemplaires.

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE :

READY-MADE

SPECIALISTE DE LAMPES DE LECTURE

38-40, rue Jacob, 75006 PARIS 200-04-25

A B C D E F G

Dans un texte très prudent

L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE SE PRONONCE CONTRE LA RUPTURE AVEC LA TURQUIE

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a adopté à une large majorité, jeudi 18 septembre, deux textes très prudents sur la Turquie et la Pologne. Le débat a été plus difficile sur la Turquie, à propos de laquelle s'opposaient deux textes. L'un, communiste, exigeait « la suspension immédiate des rapports entre la C.E.E. et la Turquie, tant que la justice militaire restera au pouvoir ». Il a été repoussé, bien qu'une vingtaine de socialistes français, britanniques et néerlandais aient voté aux côtés des communistes, en sa faveur. Les autres socialistes ont rejoint la majorité. Le texte adopté se borne à rappeler le respect des droits de l'homme et les engagements de la Turquie envers la Communauté. « Il s'agit d'un coup de semonce », a précisé M. Glinne (Belgique), président du groupe socialiste.

Quant à la Pologne, l'Assemblée a adopté un texte présenté par tous les grands groupes et une communiste italienne, Mme Romagnolo. Il félicite les travailleurs polonais, se réjouit de l'absence de violence et ne reconnaît qu'au peuple de Pologne le droit de décider de son avenir. Le groupe communiste et les radicaux italiens se sont abstenus. — (A.F.P.)

● A Ankara, les des militants d'extrême gauche accusés d'avoir participé au meurtre d'un capitaine, le 12 septembre, lors d'un accrochage à Adana, en Turquie, a été condamné à mort le 19, tandis qu'un autre était condamné à une peine de onze ans de prison. — (A.F.P.)

Un commando mitraille la façade de l'École militaire

Les auteurs de l'attentat se réclament du groupe « Action directe »

Un nouvel attentat revendiqué, semble-t-il, par le groupe terroriste Action directe, a été commis, vendredi matin 19 septembre, contre les locaux de l'École militaire, place Joffre, à Paris 7, où des inconnus ont tiré des rafales d'armes automatiques.

Peu après 7 h. 45, quatre jeunes gens, le visage dissimulé par une capote et croulant à bord d'une Renault 20 de couleur gris métallisé, sont arrivés devant l'entrée de l'Institut des hautes études de défense nationale et de l'École supérieure de guerre inter-armes. La voiture s'est arrêtée et trois de ses occupants, armés, en sont descendus pour tirer plusieurs rafales d'armes automatiques sur la façade, à hauteur des premiers et deuxième étages de l'École militaire. Le gardien de la paix intervention devant l'entrée n'a pu intervenir.

Puis, sans manifester le moindre affolement, les auteurs de l'attentat ont repris place à bord du véhicule qui s'est éloigné lentement par l'avenue de Suffren. La Renault 20, de couleur gris métallisé, a été joliment poignée de tracts « anti-impérialistes » et contre « l'État policier » ainsi rédigés : « Nous n'avons toujours pas oublié les morts de Gafsa, Kolwezi, La Macque, Bangui et plus récemment Ajaccio, Roubaix... 3 appels : le temps des coloniaux n'est pas fini. L'heure est à l'action directe ».

Cet attentat n'a pas fait de victime. Selon les policiers, les terroristes avaient visiblement l'intention de blesser ou de tuer. Une vingtaine d'impacts de balles ont été relevés sur la façade, à une quinzaine de mètres du sol. Et d'après les premières constatations, les trois tireurs étaient armés d'un pistolet-mitrailleur MAT 49 de calibre mm d'un fusil de guerre américain UEM 1 et d'une carabine.

On a appris, ce vendredi, que les auteurs de quatre jeunes femmes incarcérées à la prison de Fleury-Mérogis pour des affaires en relation avec le groupe Action directe ont introduit un recours devant le tribunal administratif de Versailles et obtenu de cette juridiction qu'un expert, nommé par ce tribunal, se rende, mardi 23 septembre, dans cette prison pour constater le statut réservé à ces quatre détenues. Il semble en effet que les quatre jeunes femmes n'aient pu, malgré la décision prise le 11 juin dernier par le ministre de l'Intérieur, M. Michel Lagarde, bénéficier totalement du statut spécial des détenus politiques.

LE CONSEIL DE DISCIPLINE DE LA POLICE PROPOSE LA RÉVOCATION DE L'INSPECTEUR DURAND

La commission administrative paritaire de la police nationale, réunie en conseil de discipline, a examiné ce vendredi 19 septembre le cas de M. Paul-Louis Durand, inspecteur stagiaire, ex-membre de la F.A.N.E. (Front des armées nationaux), condamné par le ministre de l'Intérieur le 3 septembre. Ancien inspecteur des renseignements généraux, M. Durand avait été suspendu de ses fonctions le 11 avril, après un voyage privé à Bologne, où il aurait rencontré des militants d'extrême droite italiens, une dizaine de jours avant l'attentat contre le gare de cette ville.

Le conseil de discipline, organisme paritaire composé de quatre membres de la direction et de quatre membres du personnel, a proposé l'exclusion de M. Durand. M. Christian Bonnet devait examiner cette décision dans la journée de vendredi.

Votre bibliothèque à colonnades

170 combinaisons différentes
Demandez notre documentation LM gratuite
modèles déposés

PARIS : 121, rue de Cherche-Midi
angle bd Montparnasse
75006 Paris Tél. : (1) 222.22.08
LYON : 59, rue Bellecour 69003 Lyon Tél. : (1) 854.68.16

Hamm a sélectionné les pianos

RIPPEN

Grand choix de modèles et finitions. Une excellente qualité à un prix raisonnable.

hamm

5 étages d'exposition
135/139 rue de Rennes, 75006 Paris Tél. 544.38.86

DONNEZ DE L'ESPACE A VOTRE VIE.

Mézère, 171 m², 8 pièces, 2 salles de bains. Un de nos 25 modèles.

Le vrai confort d'une maison individuelle c'est avant tout l'espace : la dimension généreuse des pièces de séjour, des chambres, des cuisines, des portes-fenêtres ; des placards-penderies judicieusement distribués ; une chambre des parents conçue comme un appartement privé, plusieurs salles de bains ou salles d'eau ; un grand jardin.

L'espace, vous le trouverez dans chacune des gammes de maisons actuellement proposées dans les Domaines Breguet proches de Paris : 107 m² pour la plus petite maison de 5 pièces, 275 m² pour une 8 pièces.

En réalisant ces vastes et confortables maisons, Breguet a tout mis en œuvre pour être à la hauteur de sa réputation de grand constructeur national de maisons individuelles : construction traditionnelle, effort constant dans la recherche technique, maîtrise architecturale, choix de terrains exceptionnels.

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON TOUT PRES DE PARIS.

Breguet vous propose de visiter dès ce week-end un de ses 12 domaines choisis pour leur proximité de Paris, leur facilité d'accès, leur beauté naturelle. Partout, halls d'accueil ou maisons-témoins décorées sont ouverts tous les jours de 10 h à 19 h (sauf mardi et mercredi non fériés). Prix à partir de 490.000 F.

1 - Domaine de la Forêt, St-Leu-la-Forêt, Tél. 960.02.73 - 2 - Domaine des Longs-Prés, Bouffémont, Tél. 961.35.59 - 3 - Domaine de Montfleur, St-Witz, Tél. 471.56.55 - 4 - Domaine de Gressy, Gressy, Tél. 026.30.09 - 5 - Domaine des Coudriers, Courty, Tél. 020.75.72 - 6 - Domaine du Mont-Chalets, Chelles, Tél. 020.74.00 - 7 et 8 - Domaines d'Armainvilliers et de La Fertière, Ozoir-la-Ferrière, Tél. 029.22.82 et 029.43.63 - 9 - Domaine de l'Yvette, Epiney-sur-Orge, Tél. 448.18.28 - 10 et 11 - Domaines de Montvillain, Gometz-la-Ville, et de Montjay, Bures-sur-Yvette, Tél. 012.20.59 - 12 - Domaines de la Boissière, Pleisier, Tél. 639.20.81.

Breguet

LE VRAI CONFORT

RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR

Le dollar s'est quelque peu raffermi vendredi 19 septembre sur les marchés des changes, s'établissant sur la place de Paris, à 4,17 F contre 4,165 F la veille, et sur celle de Francfort, à 1,739 DM contre 1,734 DM. Ce raffermissement est attribué à la baisse du taux des avances sur titres (Lombard) décidé par la Banque centrale d'Allemagne fédérale (5 % contre 9 1/2 %), qui crée l'écart en faveur des titres américains plus élevés.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once semble se stabiliser aux alentours de 672-673 dollars, avec toutefois, une légère tendance à la baisse.

POMPAGE DIFFICILE DANS LES SOITES DU « TANGU »

Les travaux préparatoires au pompage des quelque 5 000 tonnes de fuel lourd restant dans les cuves du Tangu, qui, en mars dernier, a coulé au large des côtes bretonnes, ont été retardés par le mauvais temps. Sur les dix-huit vannes nécessaires, douze ont été installées, et les spécialistes de la COMEX travaillent sur les conduites reliant (sous l'eau) la colonne articulée et la table de pompage et sur celles reliant (en surface) le haut de la colonne et le pétrolier-réservoir qui recevra le fuel lourd récupéré et pompé. Le pompage proprement dit devrait commencer dans le courant de la semaine prochaine.

Lorsque la décision de pomper le fuel restant dans l'épave du Tangu a été prise, à la fin du mois d'avril, on espérait ne les opérations seraient terminées vers le 15 septembre. Mais, pendant vingt et un jours en juillet, dans un août, six en septembre, le mauvais temps a obligé à interrompre le travail.

Il est impossible, en effet, de continuer les opérations dès que les vagues ont plus de 4,50 mètres (de crête à creux). Et le travail est déjà très difficile lorsqu'elles atteignent 3 mètres. Dans ces dernières conditions, il est presque impossible quand il faut manipuler des charges lourdes. — R. R.

NOUVELLES BRÈVES

● Le poète et homme politique catalan, Ventura Gassó, est décédé vendredi 19 septembre à Tarragone, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Ventura Gassó avait été ministre de l'Éducation dans la généralité (gouvernement autonome) de Catalogne avant de s'exiler en France en 1939. Il était revenu en Espagne il y a deux ans. Il était l'auteur de nombreuses œuvres littéraires en catalan. — (A.F.P.)

● L'acteur égyptien Omar Sharif ne pourra plus se rendre dans les pays membres de la Ligue arabe (à l'exception de son pays), et ses films ne seront plus projetés, ni dans les cinémas ni à la télévision, à partir du 23 septembre. Comme la chaine libanaise Sabah (le Monde du 20 août), il a été mis à l'index pour avoir enfreint la règle de boycottage contre Israël. Aucune précision n'a été donnée sur la nature de l'infraction.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

LE CHARMÉ SUBLIME
DES IMPRIMERIES D'HYVER
DEPUIS 18,50 F LE MÈTRE

LE COIN DES TROUVAILLES
ET DES BONNES AFFAIRES

LE CLUB CHC DES LAINAGES,
TWEEDS, DRAPS, REVERSIBLES,
ECCOSAIS, CACHEMIRS,
MOHAIRS

LA FAMEUSE BOUTIQUE
DES SOIERIES, DENTELLES,
LAINES, TISSUS BRODÉS
ET BROCHES

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LATREILLE

SON RAYON
GRAND TAILLEUR

Coupe "CRÉATION", 3 essayages
Costumes et pardous
de 3000 à 3600 F

62 r. St-André-des-Arts, 6
Parking attenant à nos magasins

هكذا من الرجل